

*f* r a n c e  
o r u m

NOUVELLE SÉRIE • n° 41 10 €



L'EURO :  
AVIS  
DE TEMPÊTE !

# S o m m a i r e

France Forum • n° 41 • nouvelle série • mars 2011

Éditorial .....	3
La révolution arabe .....	5

## **L'EURO : AVIS DE TEMPÊTE !**

Histoire et évolution de l'Europe par Albert Kalaydjian .....	7
Comment éviter la fin de l'euro ? par Christian Saint-Étienne .....	9
L'euro peut-il survivre ? par Yves-Marie Laulan .....	12
L'Europe après l'euro ? d'après Markus Kerber .....	17
Union des paiements ou patrie européenne ? par Bernd Posselt .....	19
Chine et Japon au chevet de l'euro par Claude Meyer .....	22
Sur l'épaule des géants par Giuseppe Sacco .....	26
Crises étroitement liées par Philippe Marchat .....	30
Pourquoi la dette ? par Georges Dumas .....	40
Où en est l'Europe ? par Jean-Pierre Prévost .....	46
C'est un petit euro par Albert Kalaydjian .....	51
L'euro est-il trop fort ? Le cas de l'Amérique latine par Philippe Boncenne .....	53
Souvenirs pour demain par Jacques Mallet .....	58

## **DOSSIERS ET ÉTUDES**

Étrange défaite, divine surprise par Jean-Pierre Prévost .....	59
--	----

## **MOTS ET HUMEURS**

Le dictionnaire du sens interdit par André Le Gall .....	64
Courrier des lecteurs par Paul Collowald .....	65

## **IL Y A CINQUANTE ANS**

Opinion publique, opinion française par Jean-Pierre Prévost .....	66
---	----

## **CULTURE ET SOCIÉTÉ**

<i>Au service des tsars, la garde impériale russe, exposition au musée de l'Armée</i> par Albert Kalaydjian .....	69
<i>Le Discours d'un roi</i> de Tom Hooper par Jean-Marie Bordry .....	70
<i>Franz-Xaver Messerschmidt (1736-1783), exposition au musée du Louvres</i> par Jean-Marie Bordry .....	71

## **NOTES DE LECTURE**

<i>The Go-Between. A Novel of the Kennedy Years</i> de F. Turner par Charles Delamare .....	72
<i>Rémy Montagne, un démocrate-chrétien dans le siècle</i> de M.-J. Guillaume par Jean-Pierre Prévost .....	72
<i>Mémoires</i> de T. Blair par Michel Perrodon .....	74
<i>Écris, Charlotte !</i> de D. Kœchlin de Bizemont par Charles Delamare .....	76
<i>Alexandre I<sup>er</sup>, le tsar qui vainquit Napoléon</i> de M.-P. Rey par Albert Kalaydjian .....	77
<i>Le Retrait de l'État</i> de S. Strange par Charles Delamare .....	80

Nous vous rappelons la nouvelle adresse de la rédaction  
de *France Forum* :  
7, rue Saint-Dominique  
75007 Paris

Nous sommes joignables désormais au 01 80 96 45 42  
et toujours par mèl à [france.forum@free.fr](mailto:france.forum@free.fr)

# L'euro : avis de tempête !

**D**e manière assez inattendue, la tornade de la crise financière s'est tournée vers l'euro. Celui-ci résiste par son poids, ses institutions, la qualité de ses défenseurs, au premier rang desquels caracole Jean-Claude Trichet. Mais l'assaut était moins imprévisible qu'on ne semble le croire.

La monnaie unique de l'Union n'est pas née dans l'ambiguïté : elle s'est toujours affirmée comme un pari, aussi bien chez Delors que chez Kohl ou Mitterrand. Celui que l'enthousiasme des Européens, doublé de la nécessité, rassemblerait peu à peu les États dispersés dans leurs différences de productivité et de gestion. Il faut constater – et tel ou tel des critiques de l'euro auxquels nous avons, comme il sied, donné la parole dans ce numéro ne s'en privent pas – que la construction initiale manquait de certains des contrepoids et des contre-feux indispensables à son équilibre dans un monde en ébullition. La crise actuelle de l'euro, déclenchée en Grèce par la gestion de démagogues irresponsables, ne survient pas au moment le plus opportun. Mais elle se serait produite au vu de la crédibilité très variable des politiques des finances publiques, État par État. Le marché n'en est pas responsable, mais les marcheurs de travers !

C'est pourquoi cette crise peut être bénéfique.

Elle a produit déjà une prise de conscience à la fois du « besoin d'être sérieux » – comme l'écrivait Oscar Wilde – et du besoin d'être solidaire. Il en a résulté déjà des réformes importantes et une méditation sur celles à entreprendre au plus vite. Nous sommes sur le bon chemin, même si celui-ci est « montant, sablonneux, malaisé ».

Il ne faut pas que l'alerte au péril extrême que représenterait l'éclatement de l'euro se dissipe trop vite. Les solutions imaginées par les détracteurs de celui-ci sont d'une inspiration bien pauvre. Elles reviennent toutes à faire appel à une inflation galopante ! On sait pourtant d'expérience, en Europe, de l'Allemagne à la Hongrie, de quels drames celle-ci s'accompagne, de quelles conséquences sociales elle est la cause !

L'Union a les moyens d'éviter une telle ruine. En a-t-elle la volonté ?

Le réflexe de populistes obtus, la lâcheté de politiques blasés, l'incompréhension de citoyens myopes, telles sont les vraies menaces qui pèsent sur l'euro. Ce numéro de *France Forum* souhaite qu'elles soient prises au sérieux...

*Le comité de rédaction*

### FÉLICITATIONS À JEAN-PAUL DELEVOYE

Nos lecteurs ont vivement apprécié les déclarations de Jean-Paul Delevoye au cours de l'interview que celui-ci a accordée à *France Forum*, en juillet 2010.

Elles ont été reprises *in extenso* dans le n° 38, ainsi que de larges extraits de l'introduction, de sa plume, au rapport annuel du médiateur de la République.

Aussi réjouissons-nous de la nomination de ce grand humaniste à la tête de la troisième assemblée de la République et souhaitons-lui de réaliser les réformes qui lui paraissent si nécessaires pour arrêter « l'évaporation des citoyens ». Nous lui adressons, en même temps que nos félicitations, nos meilleurs vœux de réussite.

# La révolution arabe

L'événement est trop important pour que nous le traitions au fil de l'actualité.

Comme d'habitude, *France Forum* se donne, vous donne, le temps de réfléchir.

Nous consacrerons le prochain numéro, celui de l'été, à ce soulèvement des consciences chez ce grand peuple, cette antique part de l'humanité qui a apporté tant de bienfaits et de problèmes à l'Europe. Il paraît désormais soulevé par un irréprouvable désir de modernité.

Les Arabes sont plus que nos voisins. Ils sont liés à notre histoire pour le meilleur et pour le pire. Et sont, aujourd'hui, les principaux fournisseurs de ce pétrole qui nous est si nécessaire, qui commande notre niveau de vie...

Nous faisons appel à d'éminents connaisseurs des différents États qui composent ce

grand peuple (divisé en des États trop petits ou trop pauvres), pour qu'ils nous apportent, dans trois mois, le fruit de leurs réflexions. L'histoire nous enseigne qu'une révolution est un mouvement permanent. Où va-t-elle se diriger, « les » entraîner ? Nous toucher, par ricochet ? Comme disait Mao, « la révolution n'est pas un dîner de gala »... Préparons-nous à balayer les assiettes cassées !

Nous essaierons de donner une réponse nuancée à cette question. Non par timidité ou lâcheté, mais pour participer à la résolution des préjugés et des ignorances qui brouillent nos esprits devant une des transformations majeures de notre époque et de notre monde.

« Ma slama », avec la Paix, comme on dit en arabe !

*Le comité de rédaction*

## AU FIL DE LA LECTURE...

*La guerre va devenir un anachronisme. Si nous avons livré des batailles sur tout le continent, c'est que deux sociétés étaient en présence, celle qui date de 1789 et l'ancien régime ; elles ne pouvaient subsister ensemble : la plus jeune a dévoré l'autre. Je sais très bien qu'au bout du compte la guerre m'a renversé, moi, le représentant de la Révolution française et l'instrument de ses principes, mais n'importe ! C'est une bataille perdue pour la civilisation ; la civilisation, croyez-moi, prendra sa revanche. Il y a deux systèmes : le passé et l'avenir ; le présent n'est qu'une transition pénible. Qui doit triompher ? L'avenir, n'est-ce pas ? Eh bien, l'avenir, c'est l'intelligence, l'industrie et la paix ; le passé, c'était la force brutale, les privilèges et l'ignorance. Chacune de nos victoires a été un triomphe des idées de la Révolution. Les victoires s'accompliront un jour sans canons et sans baïonnettes.*

*Napoléon I<sup>er</sup>*



# Histoire et évolution de l'Europe

par **Albert Kalaydjian**

« **I**l ne suffit pas de dire Europe, Europe en sautant comme un cabri », avait un jour dit le général de Gaulle à la télévision, lors de sa campagne électorale du second tour de l'élection présidentielle de 1965.

Le concept d'Europe a traversé deux siècles. À l'initiative de la France, l'idée d'une Europe des droits de l'homme s'est substituée à la notion de chrétienté. À l'époque éphémère des républiques-sœurs (la république batave, la république ligure, la république cisalpine, la république parthénopéenne) succéda, en 1811, un empire napoléonien démesuré, celui des 132 départements, instituant un code civil émancipateur... pour l'homme et réducteur pour la femme.

Après la chute de l'Empire, en 1815, ce fut l'Europe du congrès de Vienne, l'Europe de la Sainte-Alliance, de la Trinité-Sainte, seule formule capable d'unir un tsar orthodoxe, un empereur catholique, un roi luthérien et un prince régent anglican. Le système tint jusqu'en 1848 et disparut pour un siècle. Puis arriva le beau temps du « concert des puissances » avec les congrès de Berlin de 1878 et 1887 qui crurent satisfaire les divergences européennes par le partage d'un gâteau colonial délaissé par l'Allemagne rassasiée et l'Autriche avide d'avancées territoriales dans les explosifs Balkans. Mais les appétits russes d'accès aux mers chaudes avaient simplement été oubliés.

Au lendemain de la Grande Guerre, on vit apparaître le mythe de la sécurité collective et du désarmement. Il occupa les esprits un moment, le temps pour Staline et Hitler de mettre en concurrence leurs vives ambitions. C'est alors que naquit une idéologie européenne fédéraliste, le paneuropéanisme de Coudenhove-Kalergi qui se révéla une idée noble et généreusement pacifiste, une finalité européenne sur le mode fédéral. Les collaborateurs français et Hitler, quant à eux, voulaient une Europe nouvelle, socialiste et... allemande. Le chemin était parsemé de compromissions, de trahisons et de ténèbres. Et lorsqu'un « rideau de fer », pour reprendre la lucide expression de Winston Churchill, vit le jour, les Pères de l'Europe, Robert Schuman, Konrad Adenauer et Alcide de Gasperi, pensèrent une Europe de la paix, de la liberté et de la démocratie.

Ce fut la double aventure de l'Europe des droits de l'homme et de son Conseil de l'Europe, et de l'Europe du Marché commun.

Cette Europe apporta la paix économique, politique et militaire à l'Ouest et permit la prospérité des trente glorieuses. Elle se voulut exemplaire pour la démocratie en



Méditerranée en attirant les anciens régimes autoritaires du Portugal, de l'Espagne et de la Grèce. Elle se vécut comme une séductrice d'Albion et de l'Europe du froid scandinave.

À l'aube du réveil de l'Europe centrale et orientale, elle perdit peu à peu sa boussole, cherchant une union économique, une intégration monétaire, une sécurité collective, des règlements communs, et s'enlisa dans la routine, l'impuissance et l'incohérence.

Un jour d'octobre 1978, à l'Eurofestival des Jeunes démocrates sociaux, Raymond Barre, alors invité d'honneur, déclara : « Il faut que l'Europe fasse le poids. » Le propos est plus que jamais d'actualité : l'Europe s'est alourdie et ne compte plus ni pour ses peuples ni pour certains dirigeants des États qui la composent. En 2011, il faut que l'Europe relève la tête, elle le doit à son passé, à son histoire, pour se reconstruire un avenir. Il appartient sans doute à sa jeunesse de relever le défi. Il est grand temps !

*Albert KALAYDJIAN*

# Comment éviter la fin de l'euro ?

par Christian Saint-Étienne

*L'auteur d'un livre prémonitoire n'y va pas par quatre chemins.  
Il en appelle à un sursaut des Européens pour serrer les rangs et remettre  
dans la bonne voie une entreprise nécessaire, humaine et salvatrice.*

Lorsque j'ai publié la première édition de *La Fin de l'euro*<sup>1</sup>, le risque d'éclatement de la zone euro apparaissait tellement improbable que certains des économistes les plus en vue m'ont dit qu'il était « fou et dangereux » d'écrire un tel livre. Aucun économiste respecté ne devait ne serait-ce qu'évoquer les faiblesses éventuelles de la zone euro. Le sujet était tabou !

Puis, à l'automne 2009, l'étendue des déséquilibres économiques de la Grèce est apparue au grand jour. La question a été posée de l'éventuelle sortie de la Grèce de l'euro jusqu'à ce que, effrayés par les possibles conséquences d'une telle issue, les gouvernements européens aient accepté un plan d'aide massif de 110 milliards en faveur de la Grèce, en mai 2010, avant de mettre en place deux mécanismes d'intervention totalisant 500 milliards en juin 2010, complétés par une promesse d'intervention du Fonds monétaire international de 250 milliards. Ces mécanismes furent utilisés pour financer en partie le plan d'aide de 85 milliards décidé en faveur de l'Irlande, en novembre 2010. Le Portugal est alors apparu comme le maillon faible suivant, les économistes spécialisés sur ce pays estimant qu'il devrait bénéficier d'un plan d'aide de l'ordre de 100 milliards. Cette succession de crises a fait vaciller l'euro.

Je souhaite seulement, avec la nouvelle édition du livre<sup>2</sup>, continuer à analyser les forces et les faiblesses de la zone euro et à envisager ses perspectives d'évolution après le choc de la crise mondiale de 2008-2009 et celui de la crise de la zone euro en 2009-2010.

Le raisonnement expliquant les difficultés de l'euro s'articule en cinq éléments<sup>3</sup> : 1/ La zone euro n'est pas une zone monétaire optimale (ZMO). 2/ N'étant pas une ZMO, si on la dote d'une monnaie unique, elle doit impérativement avoir trois élé-

1. Bourin Éditeur, mars 2009.

2. Chez le même éditeur, mars 2011.

3. Ces cinq éléments sont explicités au chapitre 4 de la nouvelle édition.

ments caractéristiques d'un État intégré : un gouvernement économique, un budget fédéral et un encadrement de la concurrence fiscale et sociale entre les pays membres – appelons-les, les trois caractéristiques d'une « zone unique » (ZU).

3/ Non seulement la zone euro n'est pas une ZMO et n'a pas les trois caractéristiques d'une ZU, mais on assiste, au sein même de la zone, à une divergence croissante des performances économiques entre deux parties, l'une autour de l'Allemagne, se consacrant à la production industrielle et l'exportation, et l'autre autour de la France, se spécialisant dans la consommation et la production de services. Que les États membres d'une zone monétaire se spécialisent est une des conséquences naturelles du partage d'une monnaie unique, mais, en l'absence de fédéralisme fiscal permettant de compenser l'affaiblissement industriel des pays de la sous-zone de consommation, cette dernière va connaître un déficit permanent de sa balance courante qui va être insoutenable, ce qui provoquera des tensions extrêmes au sein de la zone. Or, si l'on prend l'exemple de la France, l'industrie représente plus de 80 % des exportations et plus de 90 % de la dépense privée de recherche et développement (R&D) : pas d'industrie, pas d'exportations et pas de R&D privée ! L'incapacité des pays du Sud à équilibrer leurs comptes extérieurs est à la racine du point de fragilité atteint par la zone euro au début de l'année 2011.

4/ À ce point, de deux choses l'une, soit les pays membres de la zone monétaire se dotent des trois caractéristiques d'une ZU, et c'est la fédéralisation de la zone (la solution gagnante, ma préférée), soit les pays membres privilégient une « gouvernance économique » punitive afin d'éliminer le déficit extérieur des pays « consommateurs » et ces derniers sont condamnés à une croissance médiocre pendant très longtemps, à moins qu'ils n'adoptent le modèle industriel exportateur des pays du Nord. Cette dernière approche conduirait l'ensemble de la zone euro à une déflation durable de la demande intérieure et à peser sur la croissance mondiale par son excédent commercial permanent.

5/ Au début de l'année 2011, trois scénarios sont possibles : fédéralisation « surprise » de la zone euro ; scénario « sparadrap » de plan d'ajustement en plan d'ajustement pour « redresser » les pays consommateurs et déficitaires ; éclatement de la zone en cas de « fatigue démocratique » lorsque les peuples en auront assez des plans d'ajustement. Ce dernier scénario se subdivise en un éclatement « apocalyptique », chacun réintroduisant sa monnaie nationale, et en un éclatement « contrôlé » en deux zones monétaires. Ce qui est nouveau par rapport à 2009, lorsque j'avais exposé les quatre premiers points du raisonnement, c'est que l'Allemagne a rejeté à plusieurs reprises, et notamment en mai 2010 lors de la crise grecque et en novembre 2010 lors de la crise irlandaise, une sortie de la zone euro « par le haut », c'est-à-dire en fédéralisant la zone. Certes, on évoque parfois, comme solution de remplacement à la fédéralisation de la zone euro, la création d'un Fonds monétaire européen (FME) qui permettrait « miraculeusement » de régler les problèmes des pays faibles de la zone. Mais on oublie qu'un fonds monétaire, qu'il soit européen ou international, ne peut régler que des

situations d'illiquidité, et non celles d'insolvabilité des États ou des pays. Or, plusieurs États membres de la zone euro font face à des crises d'insolvabilité à court et à moyen terme, en lien avec leur désindustrialisation. Aujourd'hui, le futur de la zone euro se résume aux deux autres scénarios. Peut-on imaginer un retour au scénario de la fédéralisation ?

Je précise immédiatement, qu'Européen convaincu, je ne souhaite pas la fin de l'euro. Mais j'observe simplement, comme universitaire tenu de conduire une analyse objective, que les conditions de sa pérennité ne sont pas réunies. J'indique donc ce qu'il faudrait faire pour consolider l'euro et ce qui risque d'arriver si l'on ne met pas en œuvre ces recommandations.

Ainsi que je l'avais clairement anticipé dans la première édition de mon livre, on a bien assisté, au cours des deux dernières années, à la fin de l'euro « technocratique », c'est-à-dire d'un euro décrété d'en haut par des technocrates refusant d'envisager la nécessaire fédéralisation de la zone afin d'en faire une union politique cohérente. Et, surtout, refusant d'admettre que sans transformation de la zone euro en une « zone unique » dotée d'un gouvernement économique, d'un budget fédéral et d'un encadrement de la concurrence fiscale et sociale au sein de l'Union européenne, l'euro était condamné à « marcher sur l'eau ». L'euro technocratique a coulé en 2010, exactement comme je l'avais annoncé et pour les raisons données. La preuve en est qu'il a fallu donner des « bouées » à cet euro technocratique que sont les plans de sauvetage de la Grèce, de l'Irlande et bientôt du Portugal, en attendant les autres pays en difficulté, pour qu'il continue de flotter ! Soit les gouvernements européens prétendent maintenir la fiction que l'euro technocratique peut marcher sur l'eau, alors que tous voient les bouées dont il est affublé, et ce cynisme tuera l'euro et l'Europe, soit on passe à un « euro politique » par la fédéralisation de la zone ! Et ce sera le début des États-Unis d'Europe. À ce point soyons clair : faut-il fédéraliser la zone telle qu'elle existe ? Ou bien doit-on envisager que quelques pays effectivement prêts à créer un État fédéral européen quittent la zone euro ensemble pour créer un « euro stratège », monnaie d'un État fédéral, union d'États-nations, ayant la volonté de peser sur l'histoire du monde ? L'Europe et même le monde attendent les hommes et les femmes d'État capables de répondre à ces questions. Et vite ! Car une grave crise économique et politique européenne pourrait déstabiliser l'économie et les équilibres politiques de la planète.

Ce livre envisage tous les scénarios qui peuvent advenir en l'absence de tels hommes et femmes. Qu'il puisse contribuer à affermir le courage des Européens !

*Christian SAINT-ÉTIENNE*

# L'euro peut-il survivre ?

par Yves-Marie Laulan

*En préconisant le rétrécissement de la zone euro, l'auteur sait bien que cette opération chirurgicale tuerait le patient. Mais il ne précise pas quelles en seraient les conséquences...*

**A**u printemps 1860, sept étudiants munichoïses, alpinistes, partirent encordés de bon matin pour tenter l'ascension d'un modeste sommet dans les Alpes suisses. Aucun ne revint. L'un d'entre eux ayant trébuché, la corde, qui devait les assurer, entraîna, au contraire, les sept malheureux dans le vide. C'est l'histoire de l'euro.

Car si la Grèce n'avait pas fait partie de la zone euro, elle aurait promptement dévalué la drachme, procédé à une restructuration, avec ou sans l'aide du FMI, et l'affaire en serait restée là.

C'est ici que l'on mesure l'immense sottise de la création de l'euro, dans l'enthousiasme idéologique des années 1980, comme prélude obligé à une citoyenneté européenne pleine et entière. Il appartiendra un jour aux historiens de l'avenir de dégager les responsabilités politiques, en France et ailleurs, de cette extravagante aventure vouée à l'échec, dès le départ. Car, aujourd'hui, tout le monde prétend avoir été contre, évidemment.

La chute de la Grèce, puis celle de l'Irlande, demain celle du Portugal, peut-être suivie de celle de l'Espagne – et qui d'autre encore<sup>1</sup> ? – menacent de jeter à bas tout l'édifice européen, amitié franco-allemande comprise. Beau travail en vérité.

## Les dernières leçons

Les développements récents nous ont appris, ou rappelé, trois enseignements.

Tout d'abord, la réalité de « l'effet domino », une crise en engendrant une autre, par contagion en quelque sorte. Ce qui devait arriver arriva. Après la Grèce, l'Irlande ; après l'Irlande, le Portugal. Et après... ? En fait, l'efficacité du FESF<sup>2</sup> reste à démontrer.

En second lieu, il y a bel et bien, non un, mais deux types de crise. La déroute d'un pays peut être produite par les déficits et des dépenses budgétaires incontrôlées. Mais

1. Les candidats ne manquent pas, Italie, France même.

2. Fonds européen de stabilisation financière.

elle peut aussi être provoquée par l'extravagance des banques nationales prêtant follement, sans le moindre souci de la rentabilité de leurs crédits ni de la solvabilité de leurs clients.

C'est très exactement ce qui s'est passé en Irlande (et en Islande) où les banques ont prêté jusqu'à dix fois le montant du PNB du pays – un record difficile à battre –, en large partie pour financer des prêts hypothécaires à la construction qu'aujourd'hui les emprunteurs, souvent au chômage, sont bien incapables de rembourser<sup>1</sup>. C'est la copie conforme des fameux « *mortgage credits* » américains qui ont été le détonateur de la crise financière mondiale.

Ce processus est intéressant. On peut ainsi identifier l'enchaînement suivant : les banques irlandaises risquent la faillite ; elles appellent au secours l'État irlandais ; celui-ci, menacé lui aussi de banqueroute, fait appel au FESF européen, c'est-à-dire, en fin de compte, aux contribuables allemands, français, néerlandais, etc. Plus simplement : « Tu me tiens, je te tiens par la barbichette », comme le dit la comptine. Les banques tiennent les gouvernements en otage.

Troisième enseignement, et non des moindres : l'extraordinaire enchevêtrement des bilans des banques européennes. Car ces banques sont étroitement imbriquées les unes dans les autres. En conséquence, la défaillance des unes pourrait fort entraîner, sinon la faillite des autres, mais pour le moins de très sérieuses difficultés. La presse parle d'engagements de 63 milliards d'euros de la Grande-Bretagne envers l'Irlande, 51 milliards pour l'Allemagne, 83 milliards pour les États-Unis et 63 milliards pour la France. La vérité est qu'elle n'en sait rien car les bilans des banques sont fort opaques et les banquiers ne disent que ce qu'ils veulent bien dire, c'est-à-dire le moins possible. Ce qui rend l'atmosphère plutôt pesante.

C'est la mésaventure de la très sage Allemagne, parangon de vertu budgétaire s'il en est, dont les banques ont néanmoins fort généreusement prêté, non seulement aux gouvernements grecs, irlandais, portugais, mais aussi à leurs banques. Or, les États européens veulent tout, sauf voir reparaitre le spectre d'une crise bancaire comme l'Europe en a connu à l'automne 2008.

L'affaire n'est donc pas si simple que cela et les solutions non plus. Ainsi s'explique aisément l'extrême prudence de Jean-Claude Trichet, gardien de la solvabilité des banques, mais aussi de Angela Merkel, pour ne citer qu'elle.

### **Perspectives**

On n'en sait trop rien, bien entendu. Mais il est frappant que constater ce qui aurait paru sacrilège il y a sept mois, à savoir la sortie de la Grèce de l'euro, et même la dislocation possible de la zone euro tout entière, apparaît désormais comme une hypothèse plausible dans les commentaires de la presse nationale et internationale, ali-

---

1. Les banques irlandaises, incapables de se refinancer sur le marché et victimes de considérables retraits de dépôts (on parle de 34 milliards d'euros), font essentiellement appel à la BCE, laquelle trouve cette situation de plus en plus inconfortable.

mentée, bien entendu, par les indiscrétions des milieux politiques. C'est dire l'atmosphère qui règne maintenant en haut lieu derrière une sérénité de façade.

À court terme, il devrait être raisonnablement possible de maîtriser la crise, ne serait-ce qu'en abondant encore le FESF qui pourrait être porté à 1 000 milliards d'euros. Pourquoi pas ? Ce n'est pas une hypothèse d'école si l'on considère qu'avec la Grèce, 110 milliards, l'Irlande, 90 milliards, et probablement le Portugal, au moins 100 milliards, le FESF aura consommé en quelques mois plus de la moitié de ses capacités. Dès lors, comment financer commodément l'Espagne et l'Italie si l'on en vient à cette extrémité ?

Encore qu'il ne soit nullement évident que les « marchés », qui savent lire et écrire après tout, se laissent de nouveau « bluffer » par l'énormité d'engagements qui risquent fort de ne servir à rien, pour autant qu'ils soient effectivement engagés un jour.

En revanche, il paraît manifeste que le remède préconisé pour redresser l'économie des pays « délinquants », une politique franchement déflationniste (réductions budgétaires, baisse des salaires, hausse des impôts), risque de se révéler pire que le mal. Car, comme beaucoup d'analystes n'ont pas manqué de le souligner, cette politique ne peut que provoquer dans les pays concernés une récession profonde de longue durée. De toute façon, pour la Grèce comme pour l'Irlande, ramener en deux ou trois ans le déficit de 35 % du PNB à 3,5 % relève du rêve éveillé. Il faut être fonctionnaire à Bruxelles pour y croire. Cela pourrait plonger ces pays dans une « spirale déflationniste » avec des déficits encore plus graves et un endettement toujours plus élevé, ce qui accentuerait la crise au lieu d'y remédier. Avec deux risques majeurs : une révolte populaire qui pourrait mettre en danger la fragile démocratie grecque (ou portugaise, ou espagnole)<sup>1</sup> – cela s'est déjà produit –, or on sait bien comment débute ce genre de séismes politiques, mais jamais comment il s'arrête ; le risque d'insolvabilité, c'est-à-dire l'incapacité manifeste des États de rembourser les énormes dettes accumulées pendant les années d'insouciance.

Dès lors, deux perspectives se dessinent : la restructuration des dettes va s'imposer, en Grèce notamment, mais aussi en Irlande, au Portugal, etc. ; si la crise persiste et s'aggrave, la cessation des paiements (qu'on appelle cela banqueroute ou faillite, peu importe), comme cela a été le cas dans le passé maintes et maintes fois, en Haïti, en Argentine, en Russie, ... pourrait devenir inévitable. Pourquoi pas, après tout ? Mais là encore, que peut-il se passer après ? Une conséquence immédiate serait la fuite des capitaux étrangers, toujours frileux, qui désertent pour de nombreuses années les places financières ainsi sinistrées. Mais, en outre, d'autres pays européens, sains en apparence, pourraient, eux aussi, être contaminés – l'effet « domino ». Car le comportement des marchés financiers est loin d'être rationnel. Ils sont sujets à des accès de panique irrationnelle. Cela d'autant plus que les assurances sereines trop souvent

---

1. Les marchés sont de plus en plus sceptiques sur la capacité des gouvernements de coalition en Irlande et au Portugal de faire accepter des plans de rigueur par une opinion publique réticente, et encore moins par l'opposition.

prodiguées par des gouvernements à la veille de la faillite ont fait perdre toute crédibilité aux déclarations gouvernementales<sup>1</sup>.

Nous voilà, dès lors, autorisés à porter le regard au-delà de l'horizon. La grande inconnue est le comportement de l'Allemagne, le roc solide sur le lequel s'amarre tout le système financier européen. Combien de temps ce pays va-t-il accepter de se saigner aux quatre veines au profit de pays délinquants et incapables de se redresser à vue humaine ? Les Allemands vont tôt ou tard, s'ils ne l'ont déjà fait, faire un bilan prévisionnel en pertes et profits. Au passif de l'opération, les pertes de marchés à l'exportation et les pertes bancaires provoquées par un retrait allemand ; au crédit, la fin de l'hémorragie financière permanente résultant du soutien allemand à l'euro.

Car le réveil d'un nationalisme allemand pur et dur, sur le plan économique et financier, mais aussi politique, n'est nullement à exclure. En fait, peut-être est-il déjà en route si l'on en juge par les déclarations « rugueuses » de certains responsables politiques d'outre-Rhin. En effet, les Allemands pourraient bien avoir le sentiment, et la rancœur, d'avoir été « menés en bateau » depuis des années par la perspective d'une construction européenne qui débouche sur un naufrage, puis la création d'un euro porteur de désastres, sans compter la rituelle amitié franco-allemande qui pourrait bien, elle aussi, passer par pertes et profits.

Une Allemagne humiliée et ulcérée peut parfaitement décider un beau matin que « *cela suffit comme cela* » et retirer son soutien au fragile édifice européen, lequel ne manquerait pas, dès lors, de s'effondrer comme un château de cartes.

### Quelques solutions

D'abord, agir vite et ne pas se laisser régulièrement surprendre par l'événement comme trop souvent dans les affaires européennes. Ensuite, accepter sans état d'âme la disparition de la zone euro actuelle avec la création de deux cercles concentriques<sup>2</sup> : le noyau dur de l'euro, à 6 ou à 9, regroupant les pays forts, ayant un développement économique et administratif proche, assorti de l'acceptation d'une discipline budgétaire et monétaire concertée, sinon commune<sup>3</sup> ; et les autres pays « hors euro » autorisés à dévaluer et à restructurer avec une assistance financière et technique renforcée de l'Europe.

Mais ce n'est pas tout. Reste le problème des banques folles qui ont précipité l'Irlande (et l'Islande) et son gouvernement dans l'abîme. Cela ne doit pas être autorisé à se reproduire.

La solution est de nationaliser les établissements bancaires ou de les placer sous surveillance permanente et les insérer dans le corset d'une réglementation sévère pour les

---

1. Voir, sur un autre plan : « *la route du fer est coupée* » ou encore « *nous ne laisserons pas Strasbourg sous le feu des canons allemands* ». Le florilège des assurances officielles aussitôt démenties par l'événement est riche.

2. C'est ce que Schumpeter appelait la destruction créatrice.

3. Faut-il le rappeler, l'auteur de ces lignes a rédigé sa thèse de doctorat, publiée en 1963 aux éditions Sédés, sur le thème : *Pour une politique conjoncturelle commune dans le Marché commun*. Il n'aura jamais fallu qu'un demi-siècle pour que cette évidence élémentaire finisse par s'imposer. J'attends un prix Nobel qui ne vient toujours pas.



empêcher de faire des opérations douteuses porteuses de drames. C'est exactement le contraire de ce qu'on a fait depuis trente ans en cédant aux sirènes de la mondialisation et d'un libéralisme extravagant.

Dernière solution, riche elle aussi de périls, le retour d'une inflation forte, seule capable de raboter les revenus fixes (fonctionnaires et retraités) et l'endettement de l'État. Cela s'est fait dans le passé à maintes reprises. Mais il serait superflu et inutile de souligner les immenses dangers de cette hypothèse. Car, s'il est aisé de faire sortir le « génie » de l'inflation de sa bouteille, il est autrement ardu de l'y faire rentrer.

*Yves-Marie LAULAN*

# L'Europe après l'euro ?

d'après Markus Kerber

*Le professeur Kerber affirme vouloir sauver la zone euro en soumettant sa composition à des procédures de « flexibilisation ».*

**A**u cours d'une conférence tenue à Paris, à l'institut Turgot, le 8 février dernier, le professeur Kerber a résumé ses arguments contre les changements apportés à la gestion de l'euro, dans ce qu'il appelle un coup d'État, et préconisé une transformation de ses errements actuels. Son argumentation reprend des éléments de son recours auprès de la cour constitutionnelle de la Bundesrepublik contre les modalités de l'aide financière apportée à la Grèce.

Cette conférence est résumée ci-dessous.

Son argumentation part de la constatation d'une grave distorsion dans les règles du traité créant l'euro, à la fois à cause des fraudes commises au départ (cas de la Grèce) et des pratiques instaurées en cours de route, laxistes par rapport aux engagements pris au moment de la signature du traité (cas du Portugal, mais aussi de l'Espagne et de l'Irlande).

La crise financière mondiale a fait apparaître les problèmes, résultant d'une évolution perverse, plus vite que prévu. Mais ceux-ci étaient inéluctables dès lors que la zone monétaire était créée sans mécanismes compensatoires à l'égard d'une flagrante hétérogénéité entre les différents États constituant la zone euro. Le pari des artisans du traité était que la « dynamique » de la monnaie unique aplanirait les différences, comme c'est le cas aux États-Unis. En Allemagne, il existe un mécanisme compliqué (et pas satisfaisant, admet le professeur) entre Länder, dont certains, tel Berlin, sont structurellement en déficit, alors que d'autres sont *in bonis*.

Il n'a pas paru possible d'établir un tel système, trop contraignant envers les souverainetés nationales au sein de l'Union européenne. Dès lors, les distorsions dues au manque d'homogénéité étaient inévitables. Le professeur – sévère à l'égard des autorités grecques, accusées par lui de manoeuvres frauduleuses – est beaucoup moins critique envers un pays comme le Portugal, mais constate que celui-ci a perdu depuis 1999 environ 50 % de sa compétitivité, en raison de ses difficultés à exporter à des prix trop élevés, du fait de son appartenance à une zone monétaire « trop riche ».

Les remèdes pris dans l'urgence, au moment de l'explosion de la crise grecque, ne lui paraissent pas adéquats. Pour lui, ils sont nuisibles à terme, parce que la création d'un fonds

de soutien, doté de moyens importants, n'engendrera pas une réforme drastique des économies en déficit et déclenchera une réaction violente de rejet de la part des opinions publiques des pays les plus solides et, par conséquent, amenés à mobiliser de l'argent public (par le biais d'une contribution budgétaire, *in fine*) en faveur des États les plus endettés, par leur faute parfois, mais surtout par leur structure de production et de consommation.

Il ne s'agit pas seulement de l'Allemagne, mais aussi de la Hollande, de l'Autriche, du Luxembourg et aussi de la France, si celle-ci va jusqu'au bout de son assainissement des dépenses sociales et budgétaires.

C'est pourquoi le professeur Kerber préconise une modification des règles du traité créant la monnaie unique.

Sa proposition tendant à « flexibiliser le régime de sortie de la zone » ne paraît guère facile à mettre en œuvre. Parce qu'elle soulèverait d'énormes problèmes politiques à l'intérieur des pays mis en cause et surtout une méfiance profonde des marchés à l'égard d'une initiative dont, avec bon sens, ils ne verraient pas la réussite finale. Le professeur envisage l'exclusion de la Grèce en tant que « pays parasitaire » et du Portugal comme « pays durablement divergent ».

Mais de telles mesures ne seraient pas sans conséquence sur des pays tels que l'Espagne ou l'Italie et même la France, affligés d'une perte de compétitivité d'une trop grande ampleur pour être rattrapable dans un monde soumis à la concurrence des pays émergents.

Cette prise de position a le mérite de poser de manière très claire le problème existentiel de l'euro et, au-delà, de l'Europe. Mais nous ne sommes pas seuls au monde. Il se profile, derrière la problématique de l'euro, celle du dollar, dont les fondamentaux s'apparentent plus à ceux de la Grèce (mais à quelle échelle !) qu'à ceux de la Bundesrepublik ! C'est pourquoi il ne paraît pas que les décisions prises pour contenir les problèmes à l'échelle de l'Union et de la BEI aient été mauvaises. Elles ont le défaut de ne pas régler les problèmes à terme, mais elles permettent de mettre en place des procédures de contrôle des dépenses de chaque État et de laisser le temps aux instances communautaires d'aller beaucoup plus loin dans la gestion d'une monnaie et d'une économie unifiées. De ce point de vue, les critiques du professeur Kerber paraissent justifiées et utiles. Mais elles en appellent à une prise de conscience des opinions publiques européennes de l'importance d'être sérieux.

#### AU FIL DE LA LECTURE...

Quidquid id est, timeo Danaos et dona ferentes (*Quel que soit l'objet, je crains les Grecs, même lorsqu'ils apportent des cadeaux*).

**L'Énéide, livre II, 49, Virgile**

# Union des paiements ou patrie européenne ?<sup>1</sup>

par Bernd Posselt

*L'opinion allemande paraît, de l'étranger, hostile au sauvetage de la Grèce. Elle est pourtant très attachée à l'Union européenne, comme le souligne cet article.*

**E**n Allemagne, le journal à grande diffusion, qui d'habitude se montre le champion de l'anti-européanisme, a utilisé ces jours derniers le langage de la raison. Sous le titre « Sauvez l'euro ! », le rédacteur en chef adjoint du *Bild am Sonntag*, Michael Backhaus, s'est exprimé de manière pressante : « Il n'y a pas de réelle solution à l'euro. Est-ce que quelqu'un pense vraiment que nous nous serions mieux tirés de la grande crise économique et financière avec le D-mark ? » Cet éditorial contient, ensuite, l'exhortation suivante : « Les gouvernements ne devraient pas continuer à faire comme si chacun ne devait pas, dans la zone euro, se porter fort pour les autres. Quand on est dans le même bateau, on ne peut laisser personne se noyer. »

Ces phrases doivent d'abord être écoutées là où elles ont été écrites, à Berlin. Dans la capitale fédérale, ainsi que dans la plupart des autres métropoles de la zone euro, règne une atmosphère de « sauve qui peut ». Chacun essaie de faire passer l'autre par-dessus bord dans l'espoir de pouvoir alors mieux surmonter les vagues déferlantes de la tempête politique et financière.

Les disputes font rage. La plus grande puissance, l'Allemagne, s'isole de plus en plus, parce qu'on le sent bien, elle cherche à se désolidariser. Les plus petits États, de leur côté, veulent la faire passer à la caisse de manière exagérée. Elle a pour l'instant vraiment profité de la crise grâce à une poussée de ses exportations et à des taux d'intérêt réduits. L'ancien économiste en chef de la HypoVereinsbank, Martin Hüfner, l'appelle un « profiteur de guerre ». Et l'indice des affaires IFO, à la fin du mois de novembre, a atteint son deuxième meilleur niveau depuis trente ans.

L'Allemagne prospère, mais les risques subsistent. Seraient-ils moins graves si l'Allemagne refusait toute responsabilité à l'égard des autres membres de la zone ou même sortait de l'euro, comme le réclament à voix toujours plus forte des lea-

---

1. Article paru le 8 décembre 2010 dans le bulletin de Paneuropa. Avec l'aimable autorisation de reproduction de l'auteur.

ders populistes ? Bien au contraire ! Ce serait un coup très dur, non seulement pour notre économie orientée vers l'exportation – elle a besoin de ces débouchés vers les pays du Sud et vers la France, pour notre marché du travail en train de rentrer en convalescence –, mais aussi pour la structure politique de l'Europe.

L'Union des paiements empoisonne les débats en Allemagne et en Europe. À l'intérieur aussi de la Bundesrepublik, une forte compensation entre Länder se produit. Il s'exerce un transfert permanent de capitaux entre des Länder sérieux et travailleurs vers ceux qui sont en faillite, comme Berlin, la Rouge, pour diminuer leurs dettes et renflouer leurs finances déficitaires. On ne pourra jamais abolir ce transfert. L'ensemble que représente l'Allemagne ne s'appelle pas une Union des paiements, mais une patrie. Qu'en est-il avec l'Union des libres peuples européens, celle à laquelle un visionnaire comme Franz Josef Strauss donnait le nom de « notre plus grande patrie » ?

Certes, les protections et les transferts de capitaux ne doivent pas être sans limites – surtout lorsqu'ils ne servent pas à renflouer des États, mais sont réalisés dans l'intérêt de banquiers irresponsables. Mais, sans cohérence interne et vraie solidarité européenne, les Européens ne pourront pas survivre dans un monde qui devient de plus en plus dangereux au point de vue politique, économique et bientôt militaire. On a ri sardoniquement à propos des paroles de ce grand Européen qu'est Helmut Kohl, quand il a dit que l'euro, en fin de compte, est une question de paix ou de guerre – de la même façon qu'on l'a brocardé quand il a promis qu'en Allemagne de l'Est, après la réunification, on verrait des « paysages riants ». Et maintenant ceux-ci existent vraiment, comme Angela Merkel l'a constaté récemment, à bon droit. Pour le risque de guerre, c'est pareil. Exactement. Le manque d'entente entre l'Allemagne et la France, dans les années 1990, lors de la guerre yougo-serbe contre la Slovénie, la Croatie, la Bosnie-Herzégovine et le Kosovo, a entraîné une escalade dans la guerre. Les éclairs orageux de la politique de sécurité ne se manifestent pas seulement dans d'autres continents, certes importants pour notre stabilité, mais qui apparaissent aussi aux confins de notre continent. De manière à ce qu'ils ne tournent pas à l'orage ou, ce qui est bien possible, qu'ils n'atteignent le cœur de l'Europe – l'Histoire nous a suffisamment instruits de cette possibilité, à chaque génération, même si aujourd'hui cela paraît bien improbable –, il faut poursuivre notre intégration politique.

Sans soutien des pays les plus forts en faveur des plus faibles, sans considération de ceux-ci sur les limites du support que les plus forts peuvent donner, sans instruments communautaires dans la politique économique et financière, sans une Union, pas supranationale, mais portée par le sens de la solidarité, sans cet effort de renouveau, notre presqu'île située au bout de l'Eurasie va, au cours du XXI<sup>e</sup> siècle, disparaître dans ses divisions. Même si les vieilles puissances, devenues à l'échelle mondiale de petits États, continuent à parader, comme la Grande-Bretagne, la France ou l'Allemagne. Que l'Allemagne se préoccupe de ses intérêts bien compris – qui

d'ailleurs se recouperent avec ceux de ses voisins –, qu'elle entretienne une culture de la stabilité européenne, en effet, souvent ébréchée : très bien ! Mais que sa propre stabilité et que sa force soient nourries par des ressentiments nationaux exprimant un provincialisme frileux : non ! Le navire européen ne sombrera pas dans les tempêtes qui vont résulter de la crise américaine, de l'impérialisme russe, toujours vivant, ou bien de la montée de la Chine. À une condition : que ses passagers – tous – soient conscients de leur responsabilité collective, que le moteur tourne et que des capitaines responsables fixent le cap ! Le traité de Lisbonne, vieux déjà d'un an, a heureusement renforcé les institutions. Elles commencent à fonctionner selon leurs nouvelles possibilités. Mais, si les États membres et leurs gouvernements s'éloignent les uns les autres, leur action sera contrariée.

Nous n'avons pas besoin d'une nouvelle monnaie ni d'un retour vers la monnaie d'autrefois. Nous avons besoin d'une politique budgétaire et financière visant à la stabilité de tous les États européens. Il faut l'assurer, comme Helmut Kohl l'avait déjà demandé à Maastricht en 1991, par une union politique bien établie.

*Bernd POSSELT*

# Chine et Japon au chevet de l'euro

par Claude Meyer<sup>1</sup>

*Les économies chinoise et japonaise, toutes deux très dépendantes des exportations, ont besoin d'une croissance mondiale soutenue. La survie de l'euro représente alors un impératif majeur pour les deux grands exportateurs.*

Le 11 janvier 2011, le ministre japonais des Finances annonçait que son pays participerait à la première émission obligataire de la Facilité européenne de stabilité financière (FESF) à hauteur de 20 % au moins, soit 1 milliard d'euros. Tokyo emboîtait ainsi le pas à la Chine qui n'a pas ménagé son soutien aux pays d'Europe du Sud les plus fragilisés par la crise de la dette. À la fin de l'année 2010, Pékin promettait de souscrire aux émissions de la Grèce, du Portugal et de l'Espagne pour des montants de l'ordre de 5 à 6 milliards d'euros par pays. Pourquoi cette sollicitude des deux géants asiatiques pour la zone euro ? Ce soutien répond à des préoccupations communes, mais aussi à des impératifs de leurs stratégies respectives d'expansion internationale.

## Des motivations communes

Les économies chinoise et japonaise sont toutes deux très dépendantes des exportations et, à ce titre, ont besoin d'une croissance mondiale soutenue. Comme on l'a vu lors de la crise, l'effondrement du commerce mondial a entraîné au Japon une récession de près de 6 % en 2009, tandis que la Chine devait mettre rapidement en place un plan de relance massif pour enrayer la forte chute de croissance qui se profilait. Autre condition pour le dynamisme des exportations, la stabilité du système monétaire international. Là encore, Japon et Chine n'ont pas hésité, après le « choc Lehmann », à contribuer à l'augmentation des ressources du FMI à hauteur respectivement de 100 et 50 milliards de dollars.

Pékin et Tokyo ont intérêt à une croissance soutenue dans la zone euro et à la stabilité de la devise car l'Europe constitue le premier marché d'exportation pour la Chine (22 % du total) et le troisième pour le Japon (15 % du total). La défaillance

---

1. *Chine ou Japon : quel leader pour l'Asie ?*, Presses de Sciences Po, 2010.

de pays européens fragiles aurait des conséquences à un double niveau, contagion du marasme économique à l'ensemble de la zone et forte chute de l'euro. Dans ce cas, les exportations chinoises et japonaises seraient doublement affectées, directement par la contraction du marché européen et indirectement par le gain de compétitivité dont les exportations européennes bénéficieraient sur les marchés tiers grâce à un euro affaibli.

La seconde motivation pour l'achat de la dette européenne répond davantage à un souci de diversification des réserves de change, déjà ancien pour le Japon mais plus récent pour la Chine. La majorité de leurs réserves<sup>1</sup> est investie en dollars, notamment en bons du Trésor américain : Pékin est le premier créancier étranger des États-Unis (23% de la dette extérieure publique), suivi par Tokyo (21%). L'affaiblissement quasi continu du dollar menace donc la valeur de ces investissements et appelle des réaménagements de portefeuille qui se traduisent par des achats de titres en euros. On estime que la Chine détient déjà 7 % de la dette publique européenne, soit environ 600 milliards d'euros, notamment des OAT françaises et Bund allemands. L'achat de titres grecs, espagnols et portugais contribue ainsi à renforcer cette diversification des réserves, outre le fait qu'il soutient la stabilité de l'euro et renforce la confiance des autres investisseurs dans les économies de la zone. De surcroît, le taux de rendement élevé de ces titres améliore la rentabilité globale du portefeuille de titres existant, relativement faible puisqu'il a été investi dans des titres d'État de première qualité.

### **Des bénéfiques escomptés**

Au-delà d'un intérêt commun de Pékin et Tokyo pour la stabilité financière et le dynamisme économique d'une Europe qui constitue un marché d'exportation essentiel, ce soutien financier s'intègre aussi dans des stratégies d'expansion internationale, différentes d'ailleurs pour la Chine et le Japon.

La première en attend des bénéfiques économiques et diplomatiques dans plusieurs domaines. Pékin espère d'abord que l'Europe se démarquera des positions offensives de Washington sur la sous-évaluation du yuan et qu'elle replacera cette question dans le cadre plus large de la réforme du système monétaire international, comme le souhaite la présidence française du G20. Pour la Chine, ce soutien à l'euro s'intègre dans cette vision multipolaire d'un système monétaire qui ne serait plus ancré sur le seul dollar ; en tout état de cause, elle espère ainsi gagner du temps pour gérer à son rythme l'appréciation du yuan, au demeurant inévitable dans son propre intérêt. Pékin espère aussi s'attirer les bonnes grâces de Bruxelles pour obtenir enfin le « statut d'économie de marché » qui lui a été jusqu'à présent refusé, de manière à échapper aux lourdes taxes antidumping qui frappent périodiquement certaines exportations chinoises. Plus largement, la stratégie chinoise en Europe comme dans

---

2. Plus de 2 800 milliards de dollars pour la Chine et de 1 000 milliards pour le Japon.



le reste du monde se déploie désormais dans une nouvelle dimension, celle des investissements directs, comme ce fut le cas pour le Japon des années 1980. La Chine est triplement dépendante de l'étranger pour ses exportations, mais aussi pour ses approvisionnements et ses technologies. En conséquence, elle n'est plus seulement exportateur, mais de plus en plus investisseur, à la fois pour sécuriser ses approvisionnements en matières premières – notamment en Afrique et en Amérique latine – et pour acquérir les technologies qui lui font défaut. Désormais, l'Europe constitue avec les États-Unis une cible privilégiée pour l'acquisition de technologies par rachat d'entreprises et cela explique pour une large part l'acquisition de Volvo par le chinois Geely en janvier 2010, car la marque suédoise détient un riche portefeuille de brevets. Face à une Chine perçue comme offensive et conquérante, le ton se durcit dans certains pays européens et parfois même à la Commission européenne. Au grand déplaisir de Pékin, les griefs s'accumulent sur différents sujets : difficultés d'accès au marché chinois, niveau du yuan, acquisition d'entreprises européennes dans des secteurs « sensibles », restrictions sur les exportations chinoises de terres rares, respect de la propriété intellectuelle, etc. La Chine espère donc que son soutien financier lui facilitera son expansion sur le marché européen, non plus seulement sur le plan commercial, mais aussi industriel et financier. En matière diplomatique, elle en attend aussi la levée de l'embargo sur les exportations européennes d'armement bien que la recommandation en ce sens adressée récemment par Catherine Ashton aux chefs d'État de l'Union semble n'avoir suscité aucun écho, notamment dans son propre pays.

Tokyo, pour sa part, voudrait conclure rapidement un accord de libre-échange avec l'Union européenne et espère que sa participation à hauteur de 20% dans la FESF lui permettra de vaincre les réticences de Bruxelles. L'affaire est devenue d'autant plus importante et urgente pour le Japon que la Corée du Sud lui a brûlé la politesse en concluant un tel accord avec l'Union en 2010. Un accord de libre-échange entraînerait l'élimination des droits de douane imposés aux exportations japonaises en Europe, notamment dans les secteurs automobile et électronique, mais Bruxelles souhaite en retour la levée de barrières non tarifaires qui freinent les exportations européennes sur le marché japonais. Cela suppose une forte volonté politique de la part du gouvernement japonais face aux résistances des entreprises de l'archipel, mais aussi une refonte de réglementations complexes. Pour accélérer le processus, le Japon espère donc que son soutien financier entraînera une attitude plus conciliante de l'Union européenne lors du prochain sommet au printemps qui permettrait l'ouverture immédiate des négociations.

Par ailleurs, un autre élément entre en ligne de compte pour le Japon. Son propre endettement public est très élevé : avec une dette publique brute estimée à 216 % du PIB en 2010<sup>1</sup>, le Japon détient le record de l'OCDE. Sa situation n'est cependant

---

1. La dette nette, déduction faite des actifs financiers, représente 112 % du PIB.

pas comparable à celle de la Grèce par exemple : en effet, comme premier créancier au monde, il détient d'importants actifs financiers à l'étranger et sa dette est refinancée à 93 % par les résidents. Tokyo craint cependant l'impact négatif que la crise de la dette en Europe pourrait avoir sur la confiance des investisseurs étrangers dans ses propres emprunts d'État, entraînant un renchérissement de ses coûts de refinancement<sup>1</sup>. De ce point de vue aussi, le Japon a intérêt à soutenir la stabilité économique et financière de l'Europe.

La survie de l'euro et une croissance soutenue de la zone représentent donc des impératifs majeurs pour les grands exportateurs que sont la Chine et le Japon. À ce titre, elles constituent la motivation essentielle du soutien financier apporté par les deux plus grands détenteurs de réserves internationales. S'y ajoutent des objectifs propres à chacun d'entre eux concernant les contreparties escomptées : la Chine espère de ce soutien une large ouverture du marché européen à ses investissements, notamment dans des entreprises de haute technologie, tandis que le Japon, déjà très présent en Europe sur le plan industriel, en attend une attitude plus ouverte de Bruxelles pour la conclusion rapide d'un accord de libre-échange. Le parallélisme ne doit pourtant pas masquer la différence de tempo entre les deux géants asiatiques. Face à la dynamique proactive de la Chine, le Japon fait preuve d'une attitude seulement réactive. Pour les accords de libre-échange en Asie, il s'est laissé prendre de vitesse par l'intense diplomatie économique de Pékin ; de même, il n'a annoncé sa participation à la FESF qu'après l'opération de charme chinoise en direction des pays européens du Sud.

*Claude MEYER*

---

1. Le 26 janvier 2011, Standard & Poors a abaissé la note du Japon de AA à AA -, en raison de la dégradation du ratio d'endettement.

# Sur l'épaule des géants

par Giuseppe Sacco<sup>1</sup>

*Reprenant des idées exprimées récemment dans la revue Societal<sup>2</sup>,  
l'auteur plaide avec passion pour la poursuite de l'unification européenne.*

**F**ace à la crise amorcée par la quasi-banqueroute de la Grèce, nombre de commentateurs et d'hommes politiques semblent pris d'un irrésistible besoin de nous servir de savantes leçons sur les prétendues « erreurs » commises au moment de la rédaction du traité de Maastricht. L'erreur la plus condamnable aurait été d'avoir pensé la monnaie unique « sans avoir préalablement donné vie à l'Europe politique ». Avant de prendre des positions péremptoires, on pourrait quand même se demander si, ce disant, l'on n'est pas injuste et ingrat à l'encontre des hommes qui ont régi l'Europe dans les dernières années du XX<sup>e</sup> siècle, ou si – ce qui serait plus grave –, face à la crise que traversent les sociétés occidentales, les citoyens et les leaders politiques de l'eurozone ne sont pas pris de panique au point d'avoir perdu toute mémoire et toute capacité de placer les problèmes du moment dans une perspective historique.

## **Le gigantesque héritage de Kohl et Mitterrand**

Pour expliquer la nature cumulative de la science, le philosophe du XII<sup>e</sup> siècle Bernard de Chartres avait recours à la métaphore des nains qui, assis sur les épaules des géants, peuvent voir plus loin que les géants eux-mêmes (« *Pigmei Gigantum humeris impositi plusquam ipsi Gigantes vident* »). Nous aussi – en tant que citoyens de l'eurozone – sommes assis sur les épaules de géants du passé, en l'occurrence Helmut Kohl et François Mitterrand. Et pourtant, nous ne réussissons pas à voir très loin, bien au contraire. Peut-être parce qu'il nous manque le talent de ces grands hommes d'État, ou plus probablement parce qu'en cet étrange début de millénaire nous n'avons pas la centième partie de la passion et de l'enthousiasme politiques qui ont caractérisé les deux siècles précédents.

Aujourd'hui, François Mitterrand n'est plus là, et beaucoup d'eau a coulé sous les

---

1. Son dernier livre en italien est *Critica del nuovo secolo*, Rome, 2008, 2<sup>e</sup> édition. Pour l'automne est prévue la publication d'un ouvrage en Français, *L'Europe par la France*.

2. N°71, 1<sup>er</sup> trimestre 2011

ponts de la Seine et de la Spree. Helmut Kohl est à la retraite, oublié de tous, ignoré même par cette Angela Merkel qu'il découvrit, introduisit à la politique et projeta aux plus hauts sommets de l'Allemagne réunifiée. Il vit dans une maison très simple au bord du Rhin, abandonné bien hâtivement par une foule de petits politiciens impatients de s'emparer d'une partie de la place qu'il tenait et qui ont pris pour prétexte de sa mise à l'écart une vulgaire affaire de financement de la CDU. Personne ne semble se souvenir de lui, sauf pour critiquer sa façon de gérer la naissance de la monnaie unique. On la qualifie ainsi tantôt de bâclée, tantôt d'incomplète, parfois même de myope. Comme si, à l'époque, avec tous les doutes, les craintes, les jalousies, les intérêts particuliers des Européens et le sabotage affiché des faux amis de l'Europe – les Anglais en tout premier lieu – avaient existé les conditions historiques pour créer, avant d'en arriver à l'euro, tout ce dont aujourd'hui on regrette si vivement le manque : la coordination budgétaire, la cohérence des politiques économiques, l'unité politique.

### **Savoir forcer le destin**

La vérité – ou au moins une explication réfléchie qui n'oublie ni le climat politique, ni les passions, ni les espoirs de l'époque, c'est-à-dire tout un contexte que manifestement la génération politique qui a suivi est incapable de comprendre – est que Kohl et Mitterrand ont engagé nos pays dans la monnaie unique tout en sachant parfaitement que les conditions théoriquement nécessaires étaient loin d'être réunies.

Ils savaient pertinemment que les institutions que l'on considère aujourd'hui comme préalables restaient largement à construire ; bref, ils étaient conscients d'avoir mis d'une certaine façon la charrue avant les bœufs. Mais ils savaient aussi très bien que, s'ils avaient entamé le processus de construction de la monnaie européenne par son commencement logique, ils n'auraient abouti à rien. En effet, trop d'intérêts constitués et trop de ces « nains » qui toujours entourent et assiègent les « géants » les auraient arrêtés. Et ce qui s'est passé par la suite a largement confirmé qu'ils ne s'étaient pas trompés. Si Kohl et Mitterrand avaient respecté un ordre naturel, mis en chantier tout d'abord l'Europe politique pour en arriver ensuite à l'euro, nous n'aurions à présent ni l'un ni l'autre. Nous en serions encore à disserter sur la nécessité d'une « fédération budgétaire européenne », pour reprendre les doctes considérations du président de la Banque centrale européenne, Jean-Claude Trichet.

S'ils n'avaient pas mis la charrue avant les bœufs, François Mitterrand et Helmut Kohl auraient disparu en laissant leur travail inachevé et en léguant aux générations suivantes la tâche d'accomplir ce qui fut leur grand dessein. Certes, conscients des difficultés, ils auraient pu chercher, plutôt que de lancer la monnaie unique, à favoriser l'accès au pouvoir de successeurs capables de surmonter les obstacles. En procédant ainsi, ils auraient pu espérer parvenir au résultat plus lentement et peut-être

plus sûrement. Mais il est probable qu'alors le peu d'unité politique européenne qui existait au sortir de la guerre froide n'aurait pas survécu aux tergiversations et aux discussions sans fin nourries d'analyses pédantes des spécialistes de la monnaie.

### **Créer l'irréversible**

Mitterrand et Kohl étaient trop intelligents et trop fins politiciens pour ne pas savoir comment se transmet un héritage politique, et par quels sentiers tordus et obscurs avancent les grands projets. Ils étaient trop sages pour ignorer que n'importe quel homme – ou femme ! – élevé au pouvoir par un homme d'État plus âgé n'a comme premier objectif que de se débarrasser du *king-maker* en le reléguant dans l'ombre, en le reniant, ou même – comme nous l'a maintes fois montré Shakespeare – en le faisant tuer. Ils savaient que la seule tactique dont dispose tout leader, fût-il un géant, pour garantir la continuité de sa ligne politique – surtout lorsqu'il s'agit d'un grand projet historique qui ne peut pas, comme Rome, être réalisé en un jour – est de créer un ensemble de circonstances, de contraintes, de faits accomplis irréversibles, qui forcent le successeur, dans son propre intérêt, qu'il renie ou non son maître, à poursuivre dans la même voie, sous peine de perdre le pouvoir.

En donnant vie à la monnaie unique, ils ont délibérément mis un étrange équipage sur la route. Ils ont créé un fait accompli. Ils ont enclenché un processus dont ils mesuraient qu'il risquait de déboucher sur une crise sérieuse au premier passage difficile. Pour eux, il était clair que leurs successeurs allaient tôt ou tard se trouver – et c'est ce qui s'est passé – face à un choix auquel il leur serait impossible d'échapper. Ou bien ils trouvent une issue à la crise en accomplissant l'énorme effort permettant de construire, plus ou moins dans l'urgence, une partie de ce qui, en ordre logique, aurait dû précéder le traité de Maastricht, ou bien ils subissent la crise et la laissent dégénérer jusqu'à un effondrement général du système, en une sorte de glissement de terrain incontrôlable, emportant au passage leurs positions et leurs carrières politiques.

En d'autres termes, Kohl et Mitterrand avaient posé les prémices, donnant à leurs successeurs les moyens de s'approprier leur héritage et, simultanément, les contraignant à cette appropriation. Leur but était de faire en sorte qu'ils continuent le grand projet européen initié par leur génération, cette génération qui avait grandi dans les années où l'Europe s'était déchirée. Cette contrainte est effective, même si les vents du nationalisme soufflent toujours plus stupidement autour de ces successeurs ; et même si les institutions de Bruxelles sont aujourd'hui occupées par des « Européens » très modérés ; et même si certains pays, européens mais extérieurs à l'eurozone, essaient de toute leur force de faire exploser l'euro.

En grands hommes d'État, Kohl et Mitterrand ont créé un mécanisme capable non seulement de résister à une crise, mais qui plus est de construire par la crise.

La crise grecque et celle menaçante de l'Irlande, du Portugal et de l'Espagne

– pour ne pas parler de la plus grave de toutes, celle du Royaume-Uni, qui ne concerne évidemment pas directement l’euro et, en fait, peut-être même plus, l’Europe... – constituent le premier incident de parcours sérieux du projet de monnaie unique. Toute l’agitation à laquelle nous assistons, les tirades critiques des « nains », qu’ils s’affichent comme économistes, commentateurs avertis ou hommes politiques, ne sont que le bruit fait par les outils de mécaniciens appelés, souvent à contrecœur, à travailler autour de la charrue que Kohl et Mitterrand ont délibérément jetée sur la route tout en n’ayant pas les bœufs correspondants. Projet en apparence inachevé, l’euro était en fait achevé à l’aune des circonstances de l’époque de sa naissance, quand ceux qui étaient au pouvoir avaient à gérer l’écroulement du « socialisme réel » et la réunification allemande. C’est-à-dire des circonstances absolument uniques, qui ne se seraient jamais plus présentées. Et soyons clair, c’est cette même monnaie unique qui aujourd’hui nous fournit un unique point d’appui pour sauver le grand idéal européen.

De sa petite villa au bord du Rhin, Helmut Kohl, qui vient d’avoir 80 ans, observe sans doute tous ceux qui se pressent et se disputent autour de la charrue de l’euro en cherchant comment ils peuvent remettre les bœufs dans leur position logique. Mais il ne lui échappe sûrement pas que la plupart du temps ils le font moins parce qu’ils partagent ses convictions que pour tenter de protéger les intérêts à courte vue de leurs pays, ainsi que leurs petites ambitions personnelles.

Peut-être ce spectacle lui donne-t-il une satisfaction amusée, puisqu’en fait ils agissent en disciples contraints et forcés de lui et de Mitterrand. Plus probablement, il doit suivre avec angoisse et consternation les faits et gestes de ces disciples involontaires qui sont surtout des disciples ingrats. Il est en effet malheureusement possible que, du fait de leur absence d’idéal, de la médiocrité de leurs projets et de leur manque de culture, travers qui caractérisent non seulement la classe politique mais également l’élite de ce début de siècle, ils ne commettent une erreur grave qui pourrait se révéler fatale à l’union monétaire ; cette union monétaire par laquelle les géants du passé continuent à construire.

*Giuseppe SACCO*

# Crises étroitement liées<sup>1</sup>

par Philippe Marchat

*L'analyse de la crise financière par un grand banquier international montre le chemin à suivre pour restaurer un système fiable et durable.*

Ce n'est malheureusement pas la première fois que les événements financiers, qualifiés de crises, d'une gravité et d'une durée variables, amènent à s'interroger sur leurs causes, leurs développements et leurs conséquences. À la différence de celles qui, ces dernières années, ont frappé le monde sans sérieusement en altérer la croissance, les crises successives que nous vivons depuis trois ans se révèlent d'une ampleur et surtout d'une nature inédites qui les différencient des précédentes.

## **Notre monde a connu une succession de crises aux effets divers...**

Nombre de crises aux effets divers jalonnent notre histoire, depuis celle des Tulipes qui, en 1637, avait été fatale au pôle financier qu'avaient tenu les Pays-Bas pendant un siècle et demi. Ce fut alors à Londres de régner sur le monde financier, puis, à partir de 1890, à Boston et New York, tandis que le dollar ravit la première place à la livre sterling dans les échanges internationaux et que Wall Street supplanta la City. Au lendemain de 1918, la crise financière et la longue récession économique qui débouchèrent sur le second conflit mondial sont à l'origine de mesures qui modifièrent profondément les relations internationales et les conditions de fonctionnement des marchés. Des contrôles des changes – dus à l'inconvertibilité successive de la livre, du dollar et du franc – furent établis, une zone sterling fut créée, et de grandes banques américaines se développèrent aux États-Unis, comme à Londres, pour permettre à leurs banques d'affaires d'échapper au « Glass and Steagle Act » qui les dotait, outre-Atlantique, d'un statut prudentiel les différenciant des banques de dépôt. [...]

## **Les deux modèles concurrents de capitalisme**

L'après Deuxième Guerre mondiale n'a pas été exempt de crises. Après des décennies de concurrence acharnée avec les deux modèles communistes, russe et

1. Extrait d'un article paru en novembre 2009 dans la *Revue du marché commun et de l'Union européenne*. Avec l'aimable autorisation de reproduction de l'auteur.

chinois, le capitalisme l'emporte avec la chute du mur de Berlin, et s'étend sur la planète. Il y est aidé par toute la puissance des États-Unis, les progrès constants d'une technologie qu'animent, de la Silicon Valley notamment, l'informatique, l'Internet, et l'exceptionnel développement économique qu'il promeut, et dont le monde financier est un acteur majeur. Mais le capitalisme n'est pas, pas plus que le socialisme, un ensemble rigide et monolithique, du fait qu'il en existe deux modèles différents, le rhénan, plus ancien, ouvert sur les autres, et le néo-américain, replié sur lui-même, objets d'une analyse comparative de Michel Albert dans son livre *Capitalisme contre capitalisme*, en 1991.

Pour le capitalisme rhénan, l'entreprise est en soi une communauté d'intérêts, liée par une *affectio societatis*, regroupant actionnaires, managers et salariés, qui la dirigent, souvent dans le cadre légal d'une cogestion. Proche, en Allemagne, de l'éthique sociale de l'Église évangélique, il présente, comme en France et au Japon qui s'en sont inspirés, dans le domaine social d'importants prolongements qui, au fil des ans, ont permis de développer, à partir de 1945, une législation du travail et de la santé assurant une couverture des risques des salariés, appréciée en temps de crise, car bien supérieure à celle des pays anglo-saxons. Mais ceux-ci, surtout les États-Unis, offrent une meilleure mobilité sociale qui contribue à modérer la réaction des salariés que provoquent, notamment en France, les licenciements décidés par des entreprises au capital souvent détenu par des fonds étrangers animés par la seule maximisation du profit. Il existe, de plus, en Allemagne d'étroites relations historiques entre entreprises et banques, qualifiées à ce titre de Haus Banken (banques maison). Une telle communauté banco-industrielle crée un capitalisme bancaire qui, à l'inverse du capitalisme boursier, pousse les entreprises à se financer par des prêts directs de leurs banques, et non par appel aux marchés financiers. Ces liens financiers ont engendré la cogestion avec les salariés et des participations croisées dans les organes de gouvernance, longtemps facilitées par l'absence de contrats à terme, et d'offres publiques d'achat (OPA) dans les bourses allemandes.

Plus récent, le modèle néo-américain de l'école de Chicago et de son gourou Milton Friedman – pour qui « le marché est bon, et l'État mauvais » – est, à l'inverse, fondé sur la réussite individuelle, le profit financier et une large médiatisation. À l'ère managériale de Galbraith, pour qui la direction de l'entreprise revenait à des managers ayant en charge son avenir, et à la valeur partenariale qui en résultait, succède, avec la dérégulation de Ronald Reagan aux États-Unis et de Margaret Thatcher en Grande-Bretagne, la valeur actionnariale, ou « *shareholder value* ». Cette nouvelle économie transfère le pouvoir des gestionnaires, ou organisateurs, aux actionnaires dont l'unique responsabilité est de faire du profit. Succédant à plusieurs décennies de « gouvernement des capitaines d'industrie », elle introduit dans la gestion des affaires – donc dans l'ensemble de l'économie – une prédominance exclusive des actionnaires, et une gestion à court terme, favorisant, aux dépens de ceux de la société, les intérêts des seuls actionnaires. Les hauts dirigeants se voient



reconnaître le droit de joindre à leur rémunération normale les stock-options et parachutes dorés qui font aujourd'hui problème. Cette vision à court terme qui pousse toute entreprise à maximiser son profit en un minimum de temps est pénalisante pour l'économie. Ainsi, des secteurs comme la sidérurgie ou le pétrole, exigeant de lourds investissements, et donc de longs amortissements, n'ont pu, à plusieurs reprises, répondre à des demandes croissantes, faute d'avoir procédé en temps utile à des investissements de plus en plus coûteux.

### **La montée en puissance et le substrat du monde financier néo-américain**

Ce capitalisme néo-américain ne cesse, au cours des dernières décennies, de gagner du terrain, avec pour monnaie principale un dollar en voie de dépréciation, mais devançant largement, dans les échanges internationaux, un euro qui, bien qu'ayant détrôné la livre sterling et le yen, est la monnaie d'une Union européenne dont le poids dans la gouvernance mondiale reste inférieur à celui de sa puissance économique.

Le développement de cette forme de capitalisme accompagne celui de la sphère financière dont la forme la plus connue, car fortement médiatisée, est celle du – ou des – marché(s), qui domine(nt) le monde. Dans l'exercice du plus vieux métier du monde, elle n'a cessé de cohabiter avec la sphère politique, et de renforcer l'influence qu'avaient déjà dans leur temps les Lombards. Sa puissance dans la gestion des affaires désormais mondiales s'accroît avec la très ample délégation de pouvoirs que lui accordent les pays libéraux. Elle doit beaucoup à la politique de libre entreprise, prônée par les États-unis et la Grande-Bretagne, qui devient avec la mondialisation le modèle de plus en plus suivi. Les États se contentent de ne plus exercer que des fonctions régaliennes, sans plus intervenir, à la différence de l'Allemagne et de la France, dans les domaines de l'économie et du social. Une telle répartition des tâches les exonère, comme les entreprises, d'interventions coûteuses, au bénéfice de leur compétitivité, mais au dam de leurs salariés. La conjoncture favorable et durable que favorisent les progrès inouïs de la technologie, de l'informatique et de l'Internet, et la politique accommodante de la Réserve fédérale américaine (FED) favorisent une longue et exceptionnelle croissance, marquée par une cohabitation aux relations a minima entre les sphères politique et financière. Sa longue durée permet à plusieurs États émergents d'acquérir ou de retrouver une puissance qui modifie profondément l'équilibre mondial.

Cette conjoncture favorable donne au monde financier l'occasion de profiter des progrès technologiques constants dont il est l'un des principaux facteurs, et d'acquérir à l'échelle de la planète une nouvelle et puissante stature, en se dotant de moyens humains et techniques considérables. L'heure n'est plus, pour les banques, de se soucier de « la veuve de Carpentras », mais bien de constamment optimiser le rendement d'une gamme sans cesse élargie de produits plus sophistiqués et offerte à une clientèle désormais internationale, en usant d'une multitude de fonds – *funds* –

opérant sur des bourses sises aux quatre coins du monde. Il leur faut répondre aux deux exigences qu'impose une concurrence interbancaire effrénée qu'exacerbe la mondialisation : la rapidité et la performance. Aussi doivent-elles constamment étendre leurs compétences, multiplier le nombre et la spécialité de leurs filiales, recruter toujours plus de techniciens pour créer de nouveaux produits financiers et doter les uns et les autres de matériels sophistiqués les plus performants. Ainsi se créent d'imposants groupes bancaires et financiers multinationaux, bien connus des médias, qui, par leurs relations et commentaires pluriquotidiens des moindres variations de change et de cours de bourse, ne cessent de rappeler leur existence à leurs innombrables clients. Ceux-ci, sans en être forcément conscients, sont eux-mêmes en relation constante avec le monde banco-financier, du fait des innombrables opérations quotidiennes qu'ils effectuent avec lui.

Leur ensemble constitue une sorte de méga-organisme multinational regroupant, sur l'ensemble de la planète, un nombre impressionnant d'équipes spécialisées en contact permanent, du fait qu'elles utilisent, pour atteindre les mêmes objectifs, les mêmes outils dans les mêmes domaines d'activité, en constante évolution, que sont l'informatique et la communication. Ils ont l'un et l'autre une base de travail commun consistant à recevoir et transmettre, en temps réel et sans perte de temps, toutes informations permettant de réaliser toutes opérations financières devançant celles de concurrents qui utilisent les mêmes outils et poursuivent les mêmes objectifs. C'est la raison de salles de marché régulièrement renouvelées pour bénéficier des derniers progrès, mises à la disposition des traders des « front-offices » qui s'y affaireraient, tout comme leurs collègues qui, dans leurs « back-offices », exercent une tâche de contrôleur, certes moins connue, mais nécessaire, comme le révèle, par exemple, l'affaire Kerviel. Outil de communication immédiate, grâce à Internet et aux multiples réseaux domestiques d'intranet, l'informatique est aussi un outil de calcul qui sert à multiplier, et diversifier, de façon parfois excessive, le nombre et la substance des produits dérivés, et depuis peu des dérivés de dérivés, par des équipes de mathématiciens et d'informaticiens de haute volée. Poussée à l'extrême, cette sophistication entre dans le domaine du virtuel, et présente de réels dangers, lorsqu'elle conduit les opérateurs, comme ce fut le cas pour apprécier le risque exact que présentaient les crédits subprimes ou la titrisation, à s'en remettre exclusivement à des tables informatiques ou à des logiciels super sophistiqués compréhensibles par leurs seuls concepteurs. Une telle dérive est un danger aussi réel pour des traders qui, comme Jérôme Kerviel, prennent des positions engageant leurs banques sur des dizaines de milliards d'euros sans qu'aucun versement réel ne soit effectué.

Cette sphère financière se présente sous un double aspect. Elle donne, de l'extérieur, l'impression d'être un bloc monolithique, plurinational et omniprésent, susceptible de se comporter en puissant lobby multiforme auprès de ces différentes sphères politiques, nationales ou internationales, lorsqu'il s'agit de défendre des intérêts d'ordre corporatiste. C'est ce que l'on constate actuellement sur des pro-

blèmes sensibles, qui fâchent, comme les paradis fiscaux ou les rémunérations des banquiers. En interne, toutefois, la vision de ce monde est fort différente en raison de l'intense concurrence à laquelle se livrent en permanence ses différents membres, à l'affût constant de nouvelles affaires, et prêts à s'arracher – à l'instar des équipes de football – les gestionnaires ou les équipes les plus remarquables pour leurs performances du moment. Mais face à la gravité des crises successives qui nous assaillent, le monde financier – même si certaines grandes banques en tirent profit pour étendre leur empire en absorbant d'autres, sévèrement frappées – a adopté une position commune vis-à-vis du monde politique pour solliciter son aide, et en obtenir des mesures de sauvetage. [...]

### **L'extension de ces crises aux secteurs économique et social**

Pour différents économistes, dont ceux de BNP-Paribas, le ralentissement de l'économie mondiale provient, plus que de la crise financière, de l'inversion d'un cycle économique qui a provoqué, à la fin de l'année 2006, aux États-Unis, l'éclatement, classique, de la bulle immobilière. Son coût serait, selon les prévisions récemment revues à la baisse par le FMI, de 3 400 milliards de dollars. La faillite de Lehman Brothers et la distribution, portée à un degré extrême par des opérations effectuées hors bilan, de « crédits pourris » porteurs de pertes aux montants encore mal connus, entraînent une perte généralisée de confiance et tarissent les marchés interbancaires. De financière, la crise devient économique, avec des prolongements sociaux d'autant plus sérieux qu'elle s'accompagne dans nombre de pays d'une récession. D'une ampleur rappelant celle de 1929, elle devrait, selon les dernières prévisions, avoir amputé en 2009 de 3,5 % le PIB en France, de 4,5 % en Allemagne et de 6,5 % aux États-Unis<sup>1</sup>.

Aussi, comme toujours dans ces circonstances, les problèmes d'emploi prennent une importance prioritaire, en raison des licenciements qui, s'agissant de certaines délocalisations, répondent plus à un souci de rentabilité qu'à une véritable nécessité, surtout lorsqu'il s'agit de groupes multinationaux dont les organes de direction sont à l'étranger. Ces licenciements, et l'augmentation inquiétante du chômage qu'ils provoquent, posent un problème très sensible, au moment où apparaissent des éléments positifs qui, pour certains, indiqueraient que le plus dur pourrait avoir été franchi. Le secteur financier connaît en effet une amélioration sensible des indices boursiers et de la situation financière de banques, américaines et européennes. Nombre d'entre elles annoncent de bons résultats, parfois surprenants, qui permettent des remboursements, parfois plus rapides que prévu, des prêts reçus de l'État, à des taux qui, en France, les y incitaient. Cette évolution, pour favorable qu'elle puisse être aux finances publiques, amène, de part et d'autre de l'Atlantique, divers organismes à se considérer libérés des engagements souscrits lors de leur sauvetage

---

1. Rappelons que cet article a paru en 2009 et que cette analyse est à actualiser (NDLR).

en matière de rémunérations, et reprennent, comme si de rien n'était, la distribution de primes et de bonus. Une telle attitude, difficilement explicable et inquiétante pour ce qui concerne la nécessaire coopération des deux mondes, provoque une réaction du monde politique et plus encore d'une opinion publique qu'affectent chaque jour davantage de nouveaux licenciements et une montée constante du chômage. De plus, au sein de ce même monde, les Européens souhaitent, de façon générale, plus de rigueur que les États-Unis et la City londonienne dans les régulations à établir, les contrôles des organismes et des opérations financières à observer, et le comportement des banquiers en matière de rémunération. Il est à souhaiter que les orientations prises par le dernier G20 conduiront à édicter, et surtout à faire respecter, les solutions adéquates qui s'imposent.

Cela est d'autant plus nécessaire que, dans les secteurs économique et social, l'aggravation de la situation amène les chefs d'État à convier pour la première fois au sommet du G20 de Pittsburgh le directeur général de l'Organisation internationale du travail (OIT), Juan Somavia. Sa présence n'y est pas inutile, car l'OCDE prévoit, malgré quelques indices encourageants, une forte et inquiétante poussée du chômage dans les pays de la zone. [...]

Alors qu'il n'était, pour les trente pays de l'Organisation, que de 5,6 % en 2007, le chômage atteint, en 2008, le pic de l'après-guerre avec un taux de 8,5 % de la population active. 15,1 millions de nouveaux chômeurs sont recensés entre décembre 2007 et juillet 2009, presque autant qu'au cours des deux crises pétrolières. Les pays les plus touchés sont l'Espagne, les États-Unis et l'Irlande qui, après sa croissance remarquable due à son entrée dans l'Union européenne, redevient le pays d'émigration qu'elle a longtemps été, ce qui explique aussi son premier référendum négatif sur le traité de Lisbonne. Les personnes les plus affectées sont les jeunes – en France plus qu'ailleurs –, les immigrés, ainsi que les éléments peu qualifiés et les travailleurs précaires, dont ceux travaillant sous contrat temporaire. Il existe, pour l'OCDE, un risque de voir la crise de l'emploi se transformer en un chômage structurel susceptible, à la limite, de déboucher sur « une véritable crise sociale », qui, elle-même, pourrait entraîner, selon ce même rapport, « une baisse du niveau de vie, un appauvrissement de la population, une dégradation de la santé, une augmentation de la délinquance, et une diminution du potentiel de croissance ».

Aussi le secrétaire général de l'Organisation, Angel Gurría, préconise-t-il, en marge du G20 de Pittsburgh, « des mesures rigoureuses et davantage tournées vers l'emploi », visant au-delà des plans de relance lancés par la plupart des États, à préserver entre 3 et 5 millions d'emplois en 2010. Il fixe deux objectifs ambitieux à réaliser d'urgence : préserver l'emploi en réduisant les licenciements et renforcer les systèmes de protection sociale pour garantir un revenu aux chômeurs. Ce qui implique, dans les pays comme l'Espagne et les États-Unis où les dépenses par chômeur ont baissé de 40 %, d'accroître sans retard les aides diverses consacrées au

marché du travail. Elles doivent viser la formation des chômeurs de longue durée, et surtout des jeunes, dont le taux de chômage, de 17 %, est le double de celui de l'OCDE, pour leur éviter de devenir « la génération perdue ».

Aussi, après avoir en priorité traité les crises financières, les responsables politiques portent-ils leur attention au règlement de la crise économique. [...] À cette fin, nombre d'États, bien que ne disposant pas de fonds budgétaires correspondants, lancent divers plans de relance, initialement de 30 Mds d'euros en France et de 50 en Allemagne soit 1,3 % et 2 % de leurs PIB respectifs, mais de l'ordre de 600 Mds en Chine et plus aux États-Unis.

Ces divers éléments sont pris en compte par le FMI dans ses prévisions semi-annuelles pour 2010, qui présentent un aspect rose et un autre gris. La récession mondiale devrait en effet disparaître, grâce à une reprise générale, mais différenciée de la fin 2009 à la fin 2010. [...] Le FMI y voit le résultat des politiques de relance budgétaire, dont il évalue l'effet à environ 2 % des PIB de l'ensemble des pays du G20 en 2009 et à 1,5 % en 2010. Selon son conseiller économique, Olivier Richard, ces politiques ont à ce jour été bénéfiques, car elles ont « soutenu la demande, réduit l'incertitude et diminué les risques systémiques sur les marchés financiers ». Mais tout n'est pas rose pour autant. Car si, « pour le moment, la reprise est largement tributaire du soutien massif des dépenses publiques et du restockage des entreprises », il reste à passer, demain, « d'un rebond artificiellement et coûteusement entretenu à une reprise réelle autoalimentée, alors que les consommateurs sont surendettés, les entreprises en surcapacité de production et le chômage en augmentation ». [...]

### **De quoi demain sera-t-il fait ?**

Ces crises, non achevées, ont apporté des bouleversements permettant de penser que rien ne sera plus comme avant. Nombre de questions d'importance, qui seront difficiles à régler, se trouvent posées. Tenter d'y apporter des solutions serait présomptueux. Aussi quelques-unes méritent d'être mentionnées.

*Les États-Unis et le monde.* Un coup très rude a été porté au modèle du capitalisme néo-américain, comme aux États-Unis eux-mêmes. Leur suprématie mondiale se trouve entachée, d'autant plus que l'élection de leur nouveau président, qui a depuis reçu le prix Nobel de la paix, a suscité un excès d'espoir qu'il ne saurait être en mesure de satisfaire, du moins dans l'immédiat, en raison des graves difficultés qu'il rencontre, à l'extérieur – au Moyen-Orient et en Afghanistan – et à l'intérieur, pour faire passer son programme de santé.

De même que le dollar, attaqué en Asie notamment comme monnaie mondiale, le système bancaire américain a lui aussi souffert, ainsi que le révèle le classement des grandes banques mondiales, qui confirme la montée en puissance d'établissements étrangers aux dépens des Américains. À la mi-août 2008, il n'en subsistait que deux sur les dix premiers mondiaux. [...]

*La sphère financière.* Comment mieux résumer ce que les banques doivent faire

pour éviter que les crises ne se prolongent et ne se renouvellent qu'en citant ce qu'en pense l'un des responsables d'une grande banque française ? « Il faut que les banques tirent les leçons de la crise au niveau de leurs comportements. Certaines se préoccupaient trop exclusivement de leurs actionnaires et/ou de la rémunération de leurs salariés. Elles doivent, toutes, prendre en compte les intérêts de toutes leurs parties prenantes : clients, fournisseurs, salariés et actionnaires. Elles doivent, toutes, bien définir leurs règles d'éthique et se fixer une politique d'entreprise citoyenne. C'est ainsi que la sphère financière pourra retrouver la confiance des investisseurs et des opinions publiques. »

L'on ne peut que souscrire à un tel programme. Mais encore faut-il que la sphère financière dans son ensemble soit prête à renoncer à un système de gouvernance et à des habitudes dont elle a abondamment bénéficié jusqu'à ce qu'éclatent les crises dont elle est en grande partie responsable. La difficulté humaine de se réformer sans y être contraint et son incapacité de s'autoréguler amènent à s'interroger sur les conditions dans lesquelles ce programme pourra être réalisé. Un certain nombre de réactions et d'événements récents mérite à cet égard réflexion. Plusieurs banques américaines ont, par exemple, recommencé les opérations de titrisation de subprimes, en lançant à Wall Street, déjà pour 30 Mds de dollars selon Morgan Stanley, des *remics* (*re-securization of real estate mortgages investment conduits*). Nombreux sont toujours les bonus versés, dans des conditions pour le moins surprenantes aux banquiers. Un rapport du ministre de la Justice de l'État de New York, Andrew Cuomo, relate qu'en pleine crise financière neuf grandes banques qui totalisaient plus de 80 Mds de dollars de pertes, alors qu'elles recevaient 175 Mds d'aide gouvernementale, ont versé la coquette somme de 33 milliards de dollars, dont un million à chacun de leurs quelque 5 000 meilleurs traders. Malgré une baisse des primes par rapport à 2007 de 6 % chez Citibank et de 7 % chez Merrill Lynch, ces deux établissements, en perte de 55 Mds de dollars en 2008, versaient respectivement plus de 5 et de 3 milliards de primes. Les trois « grands » de Wall Street – Goldman Sachs, Merrill Lynch et Morgan Stanley – distribuaient, quant à eux, toujours en 2008, un total de 13 milliards, et J.-P. Morgan à lui seul, 8,7 milliards à 1626 personnes – dont 29 millions, soit 10 millions de plus que le président, au cadre le mieux rémunéré ! [...]

*La sphère politique*, après avoir « repris la main », a devant elle une tâche écrasante. Il lui faut, non seulement juguler des crises qui s'enchaînent, et dont aucune n'est vraiment terminée, réguler pour l'avenir les activités de la sphère financière et s'atteler – tâche des plus ardues – à la réduction de l'énorme endettement qui est à la fois l'une des causes et l'un des résultats de ces crises.

### **Un énorme endettement qui ne cesse d'augmenter**

La réduction d'un endettement généralisé qui atteint d'incroyables sommets est un défi dont, à tort, on parle peu. Il devrait devenir un objectif majeur pour chacun

des pays concernés, au premier rang desquels figurent les États-Unis. Ils y sont, certes, habitués, qu'il s'agisse de l'État fédéral ou de leur population qui n'épargne pas, incitée qu'elle est, à tous les instants, par un système bancaire et une publicité omniprésents, à vivre à crédit. L'État, de son côté, vit depuis des décennies – sauf de rares exceptions – aussi à crédit, avec un double déficit de sa balance des comptes et du budget, que permettent les achats massifs de bons du Trésor par des États disposant d'excédents, comme le Japon, de plus en plus la Chine et les États du Golfe. Mais les 9 000 milliards de dollars – soit 6 280 milliards d'euros – annoncés le 28 août 2010 par le bureau du budget de la Maison Blanche comme montant cumulé du déficit pour la période 2009-2010 pose un problème d'une ampleur inédite et fort inquiétante. Aussi le G20 de Pittsburgh a-t-il demandé à Washington de réduire son déficit et à Pékin et à Tokyo, leurs exportations, c'est-à-dire leurs recettes extérieures au bénéfice de leur consommation intérieure. Mais, bien que récemment réduit, le déficit de 1 580 Mds de dollars cette année devrait représenter 11,2 % du PIB.

Le problème n'est pas, loin de là, propre à l'Amérique. D'un montant bien moindre, il est moins préoccupant en France, où déficit et dette explosent de concert, les différentes actions de sauvetage des banques et des entreprises, et les plans de relance pour préparer l'avenir s'ajoutant aux précédents qui dépassaient déjà les plafonds de Maastricht. Le déficit public, de 1,5 % du PIB en 2005 et 2006 franchit le seuil des 3 % en 2002 (3,1 %), 2003 (4,1 %), 2004 (3,6 %). Il s'assagit les trois années suivantes à 2,9 % en 2005, 2,3 % en 2006 et 2,7 % en 2007, mais repasse la barre à 3,4 % en 2008. Comparé aux 32,8 Mds d'euros de l'année précédente, le déficit public, déjà de 86 Mds au 30 juin 2009, devrait être en fin d'année de 130 Mds, pour des recettes d'à peine 240 Mds, soit 8,2 % du PIB ! Après un pic à 8,5 % l'année suivante, on espère le voir descendre à 7 % en 2011, 6 % en 2012 et 5 % en 2013, ce qui reste à vérifier. La France n'est pas le seul cas de l'Union européenne à subir une telle dégradation. [...]

Le cumul des déficits privés et publics en pleine explosion se répercute naturellement sur un endettement, dont les excès sont l'une des causes des crises. Cette évolution n'est malheureusement pas nouvelle pour la France, qui, depuis des années, s'y est progressivement enfoncée, comme l'évolution de sa dette publique en administre la preuve. Stable de 1978 (21,1 % du PIB) à 1981 (22 %), il dépasse la barre des 30 % en 1988 (33,2 %), celle des 50 % en 1995 (55,5 %), des 60 % seulement cinq ans plus tard (63,8 % en 2007) et des 70 % seulement deux ans après (73,9 % prévus en 2009). Les prévisions actuelles laissent prévoir le franchissement de la barre des 91 % en 2013. Les refinancements massifs qu'ils vont nécessiter sur les marchés constituent des défis de première importance. Pour ne prendre que le cas européen, c'est à « un mur de dettes » que se trouveront confrontés dès l'année prochaine États et entreprises pour le remboursement de quelque 3 000 Mds d'euros de crédits syndiqués et 1 378 Mds d'obligations émis entre 2005 et 2007, pour des

durées de cinq à sept ans qu'ont respectivement émis le secteur privé et les différents États européens, avant le lancement sur le marché du financement des plans de sauvetage et de relance. Il est à craindre qu'au plan mondial le rush des emprunteurs n'entraîne une hausse des taux d'intérêt et une dégradation des appréciations que portent les agences de notation sur les emprunteurs, même nationaux, comme la Grande-Bretagne vient d'en faire la triste expérience...

Il est à souhaiter que la nouvelle gouvernance mondiale mise en place sera mieux à même que la précédente, grâce à une coordination étroite absolument nécessaire entre politiques et banquiers, de régler en temps utile les multiples problèmes qui l'attendent.

*Philippe MARCHAT*

**AU FIL DE LA LECTURE...**

*Les placements sur un gouvernement quelconque sont toujours meilleurs que les placements sur quelque banquier que ce soit ; une grande révolution capable d'entraîner la banqueroute de l'État est un événement qui ne se répète qu'après deux ou trois siècles.*

*Napoléon I<sup>er</sup>*



# Pourquoi la dette ?

par Georges Dumas

*En posant la question, l'auteur connaît la réponse : démagogie, impuissance politique, aveuglement volontaire. La solution n'est pas du côté de la technique financière, mais du courage politique.*

Pendant trente ans, l'endettement public a progressé dans l'indifférence générale. Les Premiers ministres ne l'inscrivaient jamais dans la liste des chantiers qu'ils se proposaient d'ouvrir ; les débats liés aux lois de finances étaient particulièrement discrets sur le sujet ; lorsqu'un ministre des Finances venu directement de l'entreprise s'est permis de dire que les Français vivaient au-dessus de leurs moyens, son comportement a été jugé incongru et sa carrière politique s'est arrêtée. C'est récemment que la classe politique, constatant que la crise bancaire et financière avait déclenché celle de la dette souveraine, a compris que le problème était d'actualité. Mais cette lucidité tardive n'a pas que de bons côtés : dans l'opinion courante, le surendettement public est devenu une sorte de catastrophe naturelle, venue d'on ne sait où et sur laquelle on ne peut rien ; c'est une bonne méthode pour faire oublier les responsabilités, mais pas pour se libérer.

## Les enfants de Cassandre

Les prévisionnistes à la mode annoncent l'effondrement de la monnaie européenne. On se demande si ces prédictions ne sont pas tout simplement la résurgence d'oppositions anciennes aux fondamentaux de l'Union monétaire : le référendum français de 2005 est tout proche et « l'euroscépticisme » a pris depuis des formes multiples. L'une d'elles, la plus visible, est la spéculation sur les dettes européennes.

Ceux d'entre nous qui ont vécu les soubresauts du SME, à la fin des années 1970, retrouvent aujourd'hui les causes qui les provoquaient : la finance anglo-saxonne voulait, à l'époque, empêcher la création de la monnaie unique et ses acteurs cherchaient à faire des profits sur le change des monnaies nationales. Il en est de même aujourd'hui avec l'euro : les anticipations pessimistes du destin de la zone euro sont le fait des adversaires de la construction européenne, qui sont souvent des professionnels du change dont le marché principal est à Londres. Les professionnels de la City jouent l'effondrement de l'euro, ce qui leur permet de rester discrets sur la dérive

de la livre. Les correspondants londoniens des médias continentaux commentent avec gourmandise les jugements de ces gourous. Et les alarmes des agences de notation, qui rivalisent aujourd'hui d'exigences après avoir allègrement validé les faux comptes publics de la Grèce et les bilans pourris des banques irlandaises, ne sont pas de nature à rassurer ni les entrepreneurs ni les épargnants.

Curieusement, la spéculation a trouvé un allié en la personne de Van Rompuy qui déclarait, en novembre 2010, que « la zone euro était confrontée à une crise de survie<sup>1</sup> ». Les salles de marché, qui aiment les jugements simples, n'ont pas manqué d'en tirer des conclusions définitives sur la fin proche de la monnaie unique et surtout de préparer les positions susceptibles d'alimenter les droits à bonus. Nouriel Roubini, avec ses lauriers encore frais, tient la chronique nécrologique : « C'est pourquoi, à mon avis, au mieux, la zone euro traversera les prochaines années de manière difficile. Au pire, elle éclatera<sup>2</sup>. » Kennet S. Rogoff, subtil historien des crises à travers les siècles, vaticine : « Si une monnaie s'effondre cette année, ce sera l'euro. Dans un monde idéal, l'Europe réagirait au poids excessif de l'endettement par une restructuration de la dette de la Grèce, de l'Irlande et du Portugal, ainsi que des banques et des collectivités locales espagnoles<sup>3</sup>. » Il faut dire à Kennet S. Rogoff qu'on n'est pas dans un monde idéal et que la zone euro obéit à des règles spéciales.

Notre pays a déjà connu des situations d'endettement aussi désespérées et il en est sorti ; non sans peine ni sans dommage, mais il en est sorti. Seulement, le climat de panique actuel bloque toute analyse rationnelle de l'endettement des administrations publiques et de ses causes et il interdit de chercher les moyens de desserrer la contrainte. Il y avait, au siècle dernier, dans le monde occidental, une culture de la dette publique ; en 1931, le *Traité élémentaire de science des finances et de législation financière française* du doyen Allix, manuel de base de la troisième année de licence, consacrait 125 pages à la dette publique et aux techniques de sa gestion. Ce n'est plus le cas et la classe politique ne connaît même plus la règle des intérêts composés qu'on apprenait autrefois dans la dernière classe de l'école primaire. Il ne nous reste plus qu'à faire appel au bon sens.

Le premier fait à retenir est que nos dirigeants ont mis trente ans pour fabriquer une énorme boule de neige qui, maintenant, prospère hors de leur contrôle et qu'il faudra du temps pour la faire fondre : l'assainissement des finances publiques n'est pas l'affaire de deux ou trois budgets de rigueur. Il demandera une politique stable et continue, dépassant largement la durée d'un quinquennat, ce qui implique, en premier lieu, qu'on s'abstienne de programmer des taux de croissance systématiquement optimisés, comme ils le sont régulièrement d'une loi de finances à une autre. Autre observation : si le surendettement des administrations publiques

---

1. Éric Le Boucher, *Le Monde*, « Ils n'auront pas l'euro ! », 19-20 novembre 2010.

2. *Le Monde*, 20 septembre 2010.

3. *Le Monde*, 10 janvier 2011.

concerne la plupart des pays de la zone européenne, il a dans chacun d'eux des origines et des caractéristiques spécifiques qui appellent des traitements et des efforts adaptés. Ce n'est pas la prospérité des autres pays de la zone qui déclenchera l'assainissement des finances publiques françaises ; on ne peut pas davantage compter sur le seul effet d'une reprise spontanée de la croissance universelle. L'essentiel de la restauration incombe au gouvernement qui devrait avoir d'ores et déjà un plan cohérent couvrant les sept ou huit années qui viennent.

Malheureusement, son approche actuelle, telle qu'elle a été définie lors du débat d'orientation des finances publiques, est notoirement indigente ; elle se borne à estimer le volume des ressources nécessaires (100 milliards) pour retrouver, en 2013, un déficit de 3 % du PIB, à espérer que la croissance apportera, sans faire d'effort, la moitié de ce montant, à procéder, en attendant, à quelques coupes discrètes dans les dépenses fiscales sans toucher aux plus contestables et à figer à la marge quelques dotations budgétaires mineures. Ce discours est d'autant moins crédible que la Commission des finances du Sénat conteste les évaluations du gouvernement tout en approuvant le plan proposé.

### **Un peu de méthode**

La première précaution à prendre est de distinguer les trois composantes de la dette publique ; elles n'ont pas la même importance ni la même origine ; elles n'appellent pas les mêmes traitements.

La dette sociale, qui atteint la centaine de milliards, est le résultat de l'inadéquation permanente entre des charges mal évaluées au moment où elles sont décidées et des recettes dont l'évolution ne dépend pas des mêmes flux. La croissance du « budget social » est la conséquence des changements intervenus dans les dépenses des ménages ; il y a quatre-vingts ans, le budget des ménages faisait la place principale aux dépenses d'alimentation et consacrait peu à la santé : ce poste va continuer à progresser. On doit bien évidemment faire la chasse aux gaspillages et aux fraudes, mais la dépense est destinée à grossir plus vite que la recette prélevée sur des flux (essentiellement des salaires) qui n'évoluent pas au même rythme. Le déficit de la protection sociale est, à législation inchangée, inévitable : c'est un phénomène de société ; ce n'est pas la dette qui est en cause, c'est la pertinence du système de financement de la dépense sociale. Le problème est de choisir une recette qui suive le progrès de la dépense ; la logique serait de financer son accroissement par une recette évolutive fondée sur une assiette plus large que celle de la CSG, par exemple sur le revenu global, y compris les revenus du capital, dont le taux implicite de taxation est de l'ordre de 24 %, alors que la dernière tranche de l'impôt sur le revenu est taxée à 42 %.

La dette des collectivités territoriales correspond essentiellement aux investissements dans les grands services publics dont elles sont désormais les principaux gestionnaires. L'augmentation de la pression fiscale a permis de financer l'expansion

des dépenses sans aggraver la dette qui ne pose pas de problème, sauf pour les collectivités qui ont financé leurs investissements par des emprunts à coût variable, faible au montage et insupportable à terme. Le recours à ces financements compliqués minimisait la charge apparente des emprunts : la facilité a poussé à la dépense. Pour le reste, il est tout à fait possible de procéder aux quelques réglages nécessaires pour ajuster le flux des investissements en étalant les investissements de confort ou d'agrément.

La dette de l'État est autrement dramatique ; elle provient d'une incapacité ancienne à maîtriser la dépense et de la propension à distribuer des cadeaux fiscaux aux organisations corporatistes ou à des communautés d'électeurs. La dette souveraine n'a pas le même sens selon la capacité de l'État à augmenter ses ressources. François Piétri écrivait, en 1933 : « Les déficits budgétaires n'offrent de gravité véritable que lorsqu'ils tombent sur une faculté fiscale épuisée<sup>1</sup>. » Cette « faculté fiscale » ne dépend pas seulement du taux de prélèvement, mais aussi du choix des bases fiscales qui sont sollicitées : tous les impôts n'ont pas la même incidence sur la croissance et sur l'emploi.

La dette s'alourdit chaque année de deux façons, par le déficit de l'année et par l'accumulation des intérêts qui s'ajoutent chaque année au stock. Ces intérêts (40 à 45 milliards au taux actuel) sont une charge des gestions passées qui peut être facilement financée par la suppression des réductions d'impôts pratiquées depuis une quinzaine d'années ; le rapport Cotis-Champsaur, remis au président de la République au début de l'année 2010, évalue à trois points de PIB la diminution des recettes résultant de ces baisses ; en leur absence, la dette publique serait plus faible de 20 points de PIB. Le rétablissement de ces impôts ne pèserait pas sur la croissance, leur suppression n'ayant pas eu d'effet positif sur celle-ci.

Quant à l'exécution, il faut probablement revenir à la technique, longuement éprouvée au XIX<sup>e</sup> siècle en Angleterre, de la « caisse d'amortissement » et choisie encore par Poincaré en 1928 pour éviter que le Parlement consacre cette manne à d'autres objectifs.

### **Les voies de la restauration**

L'essentiel restera à faire dans le cadre des lois de finances annuelles : la réduction progressive de la dette accumulée depuis trente ans. Cette réduction ne commencera que lorsque le déficit annuel passera de 6 % du PIB en 2011 aux environs de 3 % hors charges de la dette, ce qui suppose une baisse d'une cinquantaine de milliards, parfaitement réalisable en quelques années. D'autres pays (le Canada, la Suède, la Finlande) ont fait mieux, mais, en France, le poids traditionnel du laxisme budgétaire ne permet pas de programmer une performance plus brillante.

L'expérience séculaire nous montre que, pour des États souverains, il n'y a que

---

1. *Justice et injustice fiscale*, Éditions Tallandier, 1933, p. 37.

deux façons de se libérer d'une dette : demander un effort supplémentaire au contribuable et rogner le revenu du créancier – l'impôt et l'inflation. Dans un essai, *Les Effets sociaux des fluctuations de la valeur de la monnaie*, publié en 1923<sup>1</sup>, Keynes écrivait : « Il y a dans tout pays possédant une histoire, une chronique presque ininterrompue de la détérioration graduelle de la valeur réelle reconnue aux instruments libérateurs successifs qui ont représenté la monnaie. [...] Qui plus est, cette dégradation de la valeur de la monnaie à travers l'histoire n'est point un accident. Deux grandes forces motrices lui sont sous-jacentes : l'impécuniosité des gouvernements et l'irrésistible influence politique de la classe des débiteurs. » Quel que soit le gouvernement au pouvoir en 2012, il sera contraint d'user de ces deux procédés. La seule véritable difficulté est dans le dosage ; deux points de TVA et l'inflation subséquente sont de nature à venir à bout de la détresse actuelle et le pays n'en mourra pas. La solution est là ; il suffit de l'énoncer pour mettre un terme aux discours anxiogènes des salles de marché.

L'évolution des trente dernières années fait douter de la capacité de la représentation nationale à concevoir, et surtout à appliquer, un plan de restauration qui devra nécessairement tailler dans les dépenses et augmenter les impôts, opérations auxquelles elle répugne : en 2006, un rapport de la délégation à la planification du Sénat tentait de démontrer qu'un désendettement rapide de l'État comportait des risques de contraction de l'activité. Selon le programme pluriannuel officiel de finances publiques, la baisse du stock de la dette de 5 points diminuerait les charges de la dette de 0,2 % du PIB, mais coûterait 2,1 points de croissance, soit ce que le déficit supprimé était censé apporter à l'activité, ce qui n'a jamais été démontré. Des esprits accommodants tenteront de repasser les ritournelles classiques du retour à meilleure fortune : celui de la croissance mondiale, celui de la confiance à l'intérieur. Mais la croissance mondiale risque de produire l'essentiel de ses effets ailleurs qu'en France et on ne voit pas pourquoi l'opinion française et internationale (les marchés) ferait désormais confiance à des représentants dont deux générations se sont acharnées à voter vingt ou vingt cinq fois des budgets qui, chaque année, détérioraient un peu plus les finances publiques et appauvrirent l'État. Sur ce point aussi l'histoire financière donne quelques conseils de méthode : le législateur a souvent donné à l'exécutif une délégation de pouvoirs pour procéder par voie réglementaire et sous son contrôle à une refonte de la fiscalité ou une réforme de l'appareil d'État. Les moyens d'échapper à la ruine que nous promet Jacques Attali existent.

La spéculation a transporté à l'échelle mondiale les incertitudes sur la solvabilité de certains des membres de l'union monétaire, mais elle n'a pas compris que la crise actuelle n'est pas une crise de l'euro : c'est une crise politique qui aura une solution politique. La spéculation a parié sur l'incapacité de l'Europe de mener une

---

1. *Essais sur la monnaie et l'économie*, Payot, 1971.

politique commune pour la gestion de la dette de ses membres ; ses attaques font plus pour la cohésion des politiques économique et financière des États membres que les sommets solennels des chefs d'État et de gouvernement. Les progrès faits pour la gestion des dettes grecque et irlandaise ont amorcé une coopération qui marque une évolution majeure dans le jeu des institutions ; la nécessité pousse les États de la zone à inventer des solidarités nouvelles : transferts de revenus analogues à la péréquation des ressources entre les collectivités territoriales, émission d'emprunts européens, échelonnement, garanti par l'Europe, des dettes les plus fragiles, à chaque épreuve les idées fédéralistes progressent.

Pourquoi la dette ? Parce que le traitement de la dette est prioritaire : la France doit restaurer la situation de ses finances et rapprocher sa politique de celle de l'Allemagne si elle veut retrouver une marge de manœuvre et reconstituer le « copilotage » qui a fait l'Europe.

*Georges DUMAS*

# Où en est l'Europe ?

par Jean-Pierre Prévost

*L'auteur répond à la question : une entreprise dépendant d'une volonté politique clairvoyante.*

**A**vec trois présidents depuis l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne rectifié et des chefs d'État ou de gouvernement qui n'en font qu'à leur tête, ou presque, en fonction de leurs stratégies électorales et des attentes supposées de leur opinion publique, l'Europe subit de plein fouet la crise financière déclenchée par celle des « subprimes » américains et tente de parer au plus pressé en volant au secours des États les plus surendettés.

Il n'en fallait pas plus pour que les « euro-pessimistes » multiplient de nouveau leurs noires prédictions sur le mode du « déclin de l'Occident », un thème bien connu depuis Spengler, prédisant la fin de l'euro (au moment où le club accueille un 17<sup>e</sup> membre, l'Estonie !), voire l'éclatement de l'Union. En France, en particulier, où l'on bat les records en matière de chute du moral, les pronostics des experts sont particulièrement sombres. Est-ce justifié ? Peut-on lire l'avenir de l'Europe dans le cours de l'euro ou les ratios d'endettement des pays membres ?

Quelle mauvaise habitude que de vouloir prédire l'avenir – toujours largement imprévisible, le nez sur le guidon – et de réduire l'histoire d'un continent en voie d'unification à partir des soubresauts de la monnaie et des oscillations des taux d'intérêt !

Prenons de la hauteur, que diable ! Et du recul, en rappelant tout d'abord que, depuis le début, l'Union européenne a avancé... de crise en crise. Puisque mondialisation il y a, considérons la dérive des continents, qui depuis la discrète apparition de l'homme sur terre n'a cessé de la façonner avec une plasticité extraordinaire, si on réfléchit en siècles et en millénaires, et contempons le chemin parcouru par notre petite presqu'île avancée dans l'océan Atlantique qui, à l'est et au sud-est, se perd dans l'inconnu oriental.

Sans remonter à Charlemagne, « roi des Francs et empereur d'Occident », comme il est écrit sur la plaque de la rue qui lui est consacrée à Paris, ni même à Napoléon, ou encore à la tentative des « États-Unis d'Europe » de Aristide Briand (1930) ou encore, *horresco referens*, au projet démentiel de Hitler, toutes tentatives recouvertes par le sable de l'Histoire, prenons la mesure de ce qui s'est passé depuis à

peine deux générations et la signature du traité de Rome (1957).

Tout avait d'ailleurs mal commencé ! Cette signature fut l'un des derniers actes de la IV<sup>e</sup> République sur le point d'expirer ; allait-elle être honorée par la France et ses dispositions principales bloquées ou non par le général de Gaulle qui avait combattu le traité précédemment ? Mais de Gaulle au pouvoir n'était plus de Gaulle dans l'opposition et on s'en apercevra encore plus tard à propos de l'Algérie. Le premier obstacle était franchi.

La V<sup>e</sup> République était, cependant, encore balbutiante et le restera même quelques années jusqu'à la fin de la guerre d'Algérie et au choc provoqué en 1962 par l'attentat raté du Petit-Clamart. Il s'agissait au surplus d'une Europe-croupion, trois grands États seulement dont l'Allemagne amputée de sa moitié orientale et l'Italie instable et en cours de développement.

La construction européenne était engagée cependant sur la voie tracée, dès 1950, par Robert Schuman et la réconciliation franco-allemande, une réconciliation qui paraît aujourd'hui aller de soi mais qui – en a-t-on encore conscience ? – constitue probablement un événement unique dans l'histoire des nations depuis qu'elles existent.

À partir de ce moment-là, l'Europe a roulé sa bosse. Toutes les occasions ont été bonnes pour qu'elle s'agrandisse et, reconnaissons-le, pour qu'elle se fortifie : pêle-mêle, la mort de Franco et de Salazar, l'insistance britannique, le ralliement de la Grèce qui mettait fin à la « *summa divisio* » de l'Europe chrétienne, plus que millénaire, avec l'entrée d'un pays de religion orthodoxe, suivi depuis par d'autres, et puis, mais ce n'est probablement pas la dernière, l'entrée massive, à partir de la réunification de l'Allemagne, des pays de l'Est, débarrassés de la dictature bolchevique

On conçoit qu'après tant d'étapes, franchies au pas de course, l'élargissement précédant toujours l'approfondissement, contrairement aux vœux des experts, l'Europe renâcle à s'étendre au-delà des rives du Bosphore. Tant d'empires déjà absorbés : l'allemand, l'austro-hongrois, l'ottoman européen, à l'exception majeure de la Turquie qui nous interpelle et à laquelle il faudra bien, tôt ou tard, faire une place convenable !

Les « jamais contents », je le sais, diront à coup sûr : « oui... mais » et, reprenant leurs calculettes, prédiront le pire. Comment les rassurer ? De deux manières au moins.

D'une part, en regardant la situation des autres : les États-Unis d'Amérique, dont l'endettement serait insupportable à tout autre et finira bien par affaiblir le dollar souverain, et dont l'extraordinaire puissance militaire ne les empêche pas de s'embourber en Irak et en Afghanistan, après nous y avoir entraînés, incapables au Moyen-Orient de faire entendre raison à Israël en vue d'un règlement pacifique avec les Palestiniens, indispensable si l'on veut éviter une nouvelle guerre régionale et la prolifération du terrorisme ; la Chine, dont la puissance économique exportatrice est à la mesure de sa population, mais qui, par tête d'habitant, demeure l'un des pays



les plus pauvres du monde – il faudrait d’ailleurs parler « des Chine », celles de Pékin, de Shanghai, d’Hong Kong et d’ailleurs, toutes différentes, qu’un régime de fer permet d’obliger à marcher d’un même pas, mais jusqu’à quand ? ; l’Inde, sa future rivale en Asie, qui passe plus inaperçue parce que tel est son génie, tournée vers elle-même, démocratique à sa manière, fragmentée autant qu’on peut l’être sur tous les plans, un long fleuve tranquille secoué par des violences de toutes sortes à l’image de la mousson et qui s’occupe patiemment de se construire... ce qui prendra du temps ; la Russie, qui inquiète toujours un peu, souvent à tort on l’a vu lors du conflit géorgien, en raison d’un passé proche, à qui il reste tant de chemin à parcourir pour pouvoir réellement jouer dans la cour des grands, si l’on prend en compte le délabrement de son économie et de son administration notoirement corrompue.

D’autre part – et cet exercice est plus difficile pour des esprits obnubilés par les chiffres et les statistiques car il s’agit là d’une approche plus qualitative –, en se demandant comment les autres pays, et pas seulement les plus gros, les plus forts, nous regardent, nous, les Européens. Il ne s’agit pas à cet égard de se gargariser du sentiment d’envie et d’admiration que nous inspirons à ceux qui nous entourent – paradis inaccessibles à la plupart –, mais d’analyser leur opinion en termes de géopolitique, d’équilibre des puissances et de stabilité.

Sans doute l’Europe ne dispose-t-elle pas, selon le mot fameux de Kissinger, d’une ligne de téléphone unique où appeler. Ce qui gêne les gens pressés. Sans doute les processus de décision sont-ils longs et aléatoires. On le constate une nouvelle fois lorsqu’il s’agit de venir en aide aux pays qui sont ou seront la proie des spéculateurs.

En un mot, l’Europe n’est pas réellement une puissance politique. Et alors ? Le sera-t-elle un jour ? Est-ce bien nécessaire dans un monde où les puissances, incapables d’utiliser leurs forces, se paralysent les unes les autres ? Ne tire-t-elle pas sa force, son prestige, sa séduction, son influence de cette « mollesse granitique », si l’on peut oser cet oxymore ?

L’Europe est indécise, aboulique même, mais elle est sûre. Avec elle, aucune aventure à redouter. Et ceux qui l’oublie, tel Blair volant au secours de Bush lors de la guerre en Irak, se font éliminer. Son système démocratique est imparfait, cela lui sert pour avancer lentement mais qu’importe ! Son modèle affole et affaiblit les régimes autoritaires... même hors du continent ! Le gouvernement turc ne cache pas que ses timides avancées vers plus de démocratie se justifient par l’espoir de nous rejoindre ; et qui doute que les insurgés tunisiens et égyptiens aujourd’hui, comme autrefois les Espagnols, les Portugais, les Grecs, ont été comme aspirés par le modèle européen ? Les systèmes électoraux des États membres sont d’une variété ahurissante : scrutins nationaux, régionaux, locaux – tous importants aux yeux des gouvernements – se déroulent selon des modalités et des calendriers absolument pas coordonnés. Cependant, la discipline de l’Europe est d’autant plus forte qu’il suffit de rappeler les règles communes pour qu’on rentre dans le rang. Elle n’a guère

besoin de sanctionner. Le rappel à l'ordre suffit ! On l'a vu récemment avec l'affaire des Roms où Nicolas Sarkozy a dû, quoi qu'on en dise, faire profil bas.

Monstrueuse à certains égards, incapable fort heureusement d'effacer sa diversité, parlant de multiples langues, ce qui fait le bonheur des interprètes sans que cela empêche un dialogue permanent, l'Europe aux yeux des autres, ceux qui sont à l'extérieur, est un élément de stabilité, le lest d'un paquebot nommé Monde qui ne connaît pas son avenir mais rêve de l'écrire de cette manière.

Ses frontières sont quasi inexistantes pas seulement pour les migrants mais surtout pour les trafiquants de toutes sortes, financiers en tête. Qu'importe ! Elle a ses règles, sa discipline, beaucoup plus qu'un simple filet de sécurité car tout cela est vivant, invasif comme ces plantes qui s'étendent sur nos pelouses mais celles-ci ne sont pas nuisibles, elles s'appellent : état de droit et liberté.

La meilleure preuve de la robustesse de la construction européenne, n'est-ce pas la défaite permanente des eurosceptiques ? Un phénomène qui, de manière surprenante, est toujours gommé, effacé, ignoré. Des exemples : la Pologne a failli bloquer le processus de ratification du traité de Lisbonne, son président, aujourd'hui disparu, a cédé ; la victoire des conservateurs en Grande-Bretagne, eurosceptiques s'il en fut, a-t-elle brisé ou simplement ébranlé l'édifice communautaire ? Nenni.

Oui, dirons les impénitents prêcheurs de malheur qu'irrite mon discours, mais contemplez la montée de l'extrême droite, la manière dont elle se renforce partout avec la crise et pénètre telle une gangrène les partis conservateurs. Là encore, regardons en arrière : lorsque Robert Schuman a ouvert les portes à l'aventure et dans les années qui suivirent, les partisans de l'Europe unie se serraient frileusement les uns contre les autres, en France notamment. Que disait-on ? La réconciliation franco-allemande est impossible, le marché commun une gageure, la monnaie unique une lubie. Et tout cela s'est fait.

Jamais les adversaires de l'Europe, malgré les critiques multiples, n'ont été si peu nombreux même s'il est de bon ton d'accuser Bruxelles de tous les maux et de décisions dont on est coresponsables ! En France, les communistes ont quasiment disparu, les gaullistes antieuropéens se comptent sur les doigts d'une seule main, les socialistes et autres neutralistes qui faisaient les yeux doux à Moscou se sont repentis. « Il me semble aujourd'hui que nous n'avions pas pris la bonne mesure de l'époque qui s'ouvrait », reconnaissait Jean-Marie Domenach, ancien rédacteur en chef d'*Esprit*, dans *France Forum* dès 1986. Quant à l'extrême droite, on a vu en Italie ce qu'elle est devenue !

Et puis, dernière frayeur, la plus récente, il y a les immigrés ; cette marée montante de l'islam qui devrait nous submerger. Pourquoi toujours vouloir se faire peur et transformer des demandeurs d'emploi dont l'Europe aura un cruel besoin en épouvantails ! Notre pays n'a-t-il pas toujours été une terre d'immigration, d'invasion par les « barbares » : Polaks ou Macaronis avant-guerre et plus récemment « rapatriés » d'Afrique du Nord dont l'immense majorité n'avait de français que la carte

d'identité et – Méditerranéens, juifs, musulmans – n'avait jamais eu aucun ancêtre qui ait mis le pied en métropole. Avec le recul, qui niera que nous avons bénéficié de leur apport et de leur dynamisme ?

Bien sûr, les problèmes ne manquent pas et les solutions, même lorsqu'elles sont connues, difficiles à mettre en œuvre. Mais rien ne sert de se faire peur et de s'affoler parce que l'Europe ne correspond pas à un modèle connu. N'est-elle pas précisément en train de dessiner, sans même s'en apercevoir, le nouvel « idéal type » des grands ensembles d'un monde globalisé : amalgame plus ou moins confus de nations, de populations sur un territoire aux frontières incertaines ?

*Jean-Pierre PRÉVOST*

# C'est un petit euro

par Albert Kalaydjian

**P**artons en Seine-Saint-Denis, à Saint-Ouen, si vous le voulez bien. Très proche du 7<sup>e</sup> arrondissement de Paris physiquement, 10,7 km, mais très loin mentalement ; une autre planète. Les propos recueillis au coin des rues, dans le métro ou accoudés au comptoir d'un café reflètent ce qu'est véritablement l'euro dans les esprits populaires.

L'Europe est un échec dans et pour les couches populaires. Instinctivement et historiquement, la méfiance et le soupçon se sont peu à peu installés : l'Europe, c'était d'abord une compromission devant ces « revanchards » allemands, lisez l'Allemagne de l'Ouest de Konrad Adenauer ; l'Europe, c'était ensuite une reculade avec une politique agricole européenne jugée contraire aux traditions ancestrales de notre terroir. Après tout, en chaque Français sommeille un paysan. Le référendum de Maastricht fut gagné de justesse, chacun l'a oublié, et largement perdu dans le milieu des ouvriers et des employés ; les élargissements successifs à l'Espagne, puis au Portugal et surtout aux pays de l'Europe centrale et orientale furent accueillis avec méfiance. Sans même parler des dernières adhésions de la Bulgarie et de la Roumanie, car le rejet des Roms, quoique particulièrement injuste, est très « prégnant », pour pratiquer le jargon des élites dans cette partie de la société.

Des fonctionnaires et des élus européens, chacun ne retient que les privilèges, les bons traitements et les exemptions fiscales. Les abandons de souveraineté sont vécus comme autant de reculades de la nation, celle de la Révolution de 1789, devant une Europe incomprise et inconséquente. Le traité d'Amsterdam est resté une abstraction absolue, un mode calculatoire et byzantin. Quant au second traité de Rome, il fut rejeté par les Français, le 29 mai 2005, et encore plus massivement dans les couches les plus modestes. Personne n'a voulu comprendre combien était catastrophique et navrant le procédé de ratification du traité de Lisbonne, revenant sur l'échec du référendum par un vote des Parlements et écartant ainsi délibérément les peuples du nouveau traité constitutionnel.

Dans cette perspective, l'euro ressenti à l'origine comme une monnaie commune bien commode pour voyager en Espagne ou au Portugal si l'on en avait les moyens est aujourd'hui perçu comme une monnaie unique, un carcan insupportable, aux contraintes jugées étouffantes. L'euro, c'est une politique monétaire, orthodoxe et libérale, à la mode de Jean-Claude Trichet, heureusement largement inconnu car l'impopularité d'un haut fonctionnaire distant et jargonnant en anglais aurait un effet désastreux. L'euro fort est jugé res-

pensable du chômage et des délocalisations d'entreprises. N'en déplaise à certains ayatollahs verts, prompts à vouloir doubler le prix du litre d'essence, les couches populaires craignent un prix à la pompe prohibitif. Inutile d'expliquer que, lorsque l'euro monte, le dollar, monnaie de référence du baril de pétrole, baisse. Et ce baril, mécaniquement, monte toujours, toujours et toujours.

L'euro, c'est la vie chère : la baguette de pain à Saint-Ouen vaut 0,85 euro, soit 5,58 francs. Le « p'tit noir » au comptoir est à 1 euro, au prix le plus bas, communément à 1,10 ou 1,20 euro, parfois même à 1,40 euro, soit de 6,58 à 9,18 francs en passant par 7,22 francs et 8 francs ; il était encore autour de 4,50 francs il y a dix ans et 3 francs il y a quinze ans. Les dégâts sont considérables. « Les faits sont têtus », a un jour dit Lénine, aucune des explications fournies par les éminents économistes ne réussit à convaincre.

Pour les prix alimentaires, le désastre est le même. Les fruits et les légumes n'ont cessé de voir leur prix croître en dix ans, et les prix de la viande sont prohibitifs. Nombre de retraités souffrent aujourd'hui des conséquences de la crise et, à la fin des marchés, reviennent les « glaneurs » qui cherchent sur le trottoir les aliments non vendus car un peu abîmés. Enfin, les supermarchés des enseignes traditionnelles sont de plus en plus délaissés pour des supermarchés au nom désagréable : les « *hard discount* ». La course infinie aux prix les plus bas porte en germes une crise considérable dans les milieux modestes.

L'euro est bien, dans l'inconscient populaire, responsable d'une vie plus dure, plus âpre, plus incertaine. Liberté rime aussi avec précarité, austérité avec pauvreté. Et à quoi sert la commodité d'une monnaie unique pour voyager dans la zone euro quand la fin du mois est bouclée difficilement et que les vacances ne sont pas encore un droit pour tous. « C'est un petit bonheur que j'avais ramassé », chantait le poète. Pour beaucoup, l'euro demeure un grand malheur, bien lourd à cueillir et trop léger, beaucoup trop léger dans la poche face à l'envol des prix des produits de première nécessité même si des esprits bien faits s'évertuent à convaincre ces couches populaires des avantages de la monnaie unique. Elles ne les écoutent plus et n'ont qu'un seul désir : « qu'ils s'en aillent tous », comme le dit avec beaucoup de lucidité un candidat de gauche à l'élection présidentielle.

*Albert KALAYDJIAN*

# L'euro est-il trop fort ? Le cas de l'Amérique latine

par Philippe Boncenne

*L'auteur, bon connaisseur de l'Amérique latine, montre quelles douleurs ont engendré au Mexique et en Argentine les décisions de refuser la rigueur et le retour aux pratiques de l'inflation. À méditer par les membres de la zone euro!*

À l'heure où les discussions et les débats fusent en France de tous côtés sur les raisons de la perte de compétitivité de notre pays par rapport à l'Allemagne et sur la crise de la zone euro, il serait bon de rappeler quelques évidences et de s'inspirer de ce qui s'est passé au Mexique et en Argentine, il y a quelques années, lorsque les gouvernements et les banques centrales de ces deux pays durent dévaluer leurs monnaies respectives, ce qui finit par engendrer, dans les deux cas, une crise financière aiguë. Crise financière, mais également crise économique et surtout sociale, dont les deux pays ne se sont toujours pas remis depuis.

Il est frappant de constater la propension de nos compatriotes de tous horizons à chercher des boucs émissaires pour expliquer les difficultés que traverse l'économie française. Le dernier exemple le plus significatif concerne l'idée émise par des hommes politiques que la France devrait sortir de la zone euro et *in fine* revenir au franc d'autrefois. Erreur funeste, selon nous, qui risquerait de plonger notre pays dans la récession, de l'isoler encore plus et, pire, de dégrader la compétitivité de nos entreprises confrontées à une lutte féroce dans la conquête des marchés internationaux.

À l'époque où la zone euro n'existait pas, les Allemands se sont toujours accommodés d'un deutschemark fort, ce qui n'a jamais empêché leurs entreprises de vendre leurs produits sur tous les marchés du monde et d'être, encore maintenant, les champions à l'exportation. Le différentiel de compétitivité entre nos entreprises et celle d'outre Rhin est patent.

Dans un registre similaire, la Suède membre de la CEE, mais qui n'est pas dans la zone euro, faut-il le rappeler, affiche à l'heure actuelle les meilleures performances économiques en Europe. Pourtant, la couronne suédoise est une devise

chère, mais les grandes multinationales suédoises qui fabriquent en Suède et n'ont pas délocalisé autant que d'autres restent extrêmement performantes sur la scène économique internationale. La Suisse constitue elle aussi un autre bon exemple...

Dernièrement, un de nos grands industriels, Charles Edelstenne, président de Dassault, affirmait dans la presse économique que l'avion Rafale ne se vendait pas à l'export en raison d'un euro trop fort... ! Nous savons tous que Dassault a été engagé dans une compétition au Brésil contre les Américains et les Suédois, précisément pour la vente de trente-six avions de chasse.

Les offres pour cette vente sont effectivement libellées en dollars US, mais prétendre que les difficultés de Dassault pour finaliser ses contrats sur les marchés étrangers et notamment au Brésil sont à mettre au crédit d'un euro trop fort est inexact et simplificateur. La réalité est bien plus complexe que cela...

Faisons un petit retour en arrière afin de bien comprendre, avec le recul que nous avons maintenant, ce qui s'est passé au Mexique et en Argentine, et essayons d'établir un parallèle avec les problèmes de l'euro et les pays de la zone euro. L'histoire est souvent bonne conseillère...

Le 1<sup>er</sup> janvier 1994, l'ALENA – accord de libre échange nord américain qui regroupe le Canada, les États-Unis et le Mexique – entre en vigueur. Pour le Mexique, c'est une véritable consécration. Son président qui termine à l'époque son mandat, Carlos Salinas de Gortari, clame haut et fort que le Mexique joue désormais dans la cour du premier monde. Une déclaration présomptueuse qui va lui revenir, comme un boomerang, quelques mois plus tard...

L'économie du Mexique est portée par le dynamisme de l'économie américaine des années Clinton, qui consomme à tout va et où les banques financent sans trop calculer les prêts aux particuliers et aux entreprises. Le démarrage de l'Internet, que certains n'hésitent pas à appeler la nouvelle économie, va être l'accélérateur qui va emballer la machine américaine. Le Mexique qui produit pour son voisin à travers les célèbres maquiladoras, ateliers installés derrière la frontière, bénéficie de l'engouement des investisseurs internationaux attirés comme des aimants par la dérégulation et la vague de privatisations menée par les conseillers de Salinas formés dans les meilleures universités américaines. Au premier chef de ces privatisations, l'entreprise de télécommunications Telmex dont l'acquéreur et actuel propriétaire, Carlos Slim, proche du président Salinas, va devenir quelques années plus tard l'homme le plus riche du monde selon le magazine *Forbes*.

Les capitaux étrangers affluent en masse. Entre 1990 et 1994, ce sont plus de 100 milliards de dollars US que le Mexique va ainsi capter.

Les bonnes performances de l'économie mexicaine qui a connu une croissance régulière depuis une dizaine d'années ne prennent pas en compte la situation d'un système bancaire fragile qui survit en raison de taux d'intérêt élevés. Enfin, la faiblesse de l'épargne intérieure ne permet pas de stimuler l'activité économique et explique en grande partie cet afflux de capitaux étrangers.

Enfin, l'accroissement du déficit en compte courant, couplé avec la baisse des réserves de change, va être un des principaux déclencheurs de la crise du peso que personne n'a vue venir.

La monnaie locale, le peso est arrimé au dollar via un système de change fixe, mais le peso est clairement surévalué. Le président Salinas refuse pourtant, malgré les conseils de certains économistes, de dévaluer et préfère puiser dans les réserves de change pour soutenir une monnaie chancelante. Ce ne sont pas moins de 19 milliards de dollars US que le gouvernement va utiliser dans ce mécanisme de soutien du peso. Lorsque le nouveau gouvernement du président Zedillo prend conscience, fin décembre 1994, qu'il n'a pas d'autre choix que de dévaluer, il est déjà trop tard. Les capitaux étrangers se retirent aussi vite qu'ils sont arrivés. Le peso va connaître une chute de 40 % de sa valeur en moins de trois mois... La bourse s'effondre à son tour.

La crise financière est d'une telle ampleur que seule une intervention énergique étrangère conduite par le voisin américain avec une aide de 50 milliards de dollars US permet d'éviter le pire et de rassurer la communauté internationale. Cette aide massive ne va pas empêcher le pays de connaître la récession et une croissance négative de 7 % en 1995...

Plus au sud, en Argentine, à la même époque, le gouvernement du président Menem, qui est arrivé au pouvoir en 1989, pense avoir trouvé la parade magique contre l'hyperinflation qui ravageait son pays pendant des années avec des taux allant jusqu'à friser les 5 000 % par an...

Sous l'impulsion de son ministre des Finances, Domingo Cavallo, et avec la bénédiction du FMI, le gouvernement met en place le « *currency board* », un mécanisme qui lie la monnaie locale, le peso argentin, au dollar US sur la base de un peso pour un dollar. Afin de rassurer l'opinion publique traumatisée par ces années d'hyperinflation, le gouvernement inscrit tout simplement dans la Constitution le principe de l'invariabilité du peso.

Pendant la première moitié de la décennie, cette politique du « *currency board* », la baisse des droits de douane et un programme de privatisation massif de toutes les entreprises publiques permettent à l'Argentine de renouer avec la croissance et surtout de stopper net la spirale de l'inflation. La création du Mercosur, en 1991, replace le pays comme un des moteurs principaux dans le sous-continent.

Un facteur économique interne inquiète pourtant certains économistes qui observent de près la situation économique locale : le manque d'investissement de l'industrie argentine et par voie de conséquence une faible productivité de cette dernière. Facteur qui va être le germe destructeur de la crise financière qui va éclater quelques années plus tard. La raison en est simple : comme le peso est là aussi artificiellement surévalué, le pays importe beaucoup plus qu'il n'exporte et le déficit de la balance des paiements se creuse dangereusement. En clair, l'industrie argentine n'est pas assez compétitive et ses produits ne peuvent pas se vendre sur les marchés étrangers.



À la fin des années 1990, le pays commence à entrer en récession, le nouveau gouvernement de Fernando de la Rúa se retrouve acculé à devoir dévaluer. Le principe du « *currency board* » qui avait été le socle de l'économie argentine est abandonné. Le choc est terrible, en quelques jours, le taux de change du peso passe de 1 à 4 dollars US. Les épargnants se ruent sur leurs économies et font le siège des banques pour retirer leurs avoirs. Avec l'aide des institutions financières internationales, la faillite du système bancaire argentin dans son ensemble est évitée de justesse.

Conséquence de cette crise pour la population : la classe moyenne argentine est laminée et une grande partie de l'industrie a disparu. Enfin, la dette de l'État qui est libellée en dollars US est quant à elle multipliée par 3,5. Lors des négociations sur la dette argentine avec les créanciers du club de Paris, ces derniers consentiront, contraints et forcés, à un abandon de près de 70 % de leur créance.

Pour quelle raison avons-nous voulu prendre comme référence le cas de ces deux pays occidentaux qui ont eu à souffrir d'une monnaie surévaluée et qui en ont payé un lourd tribut ? Parce que si nous pouvons faire un rapprochement avec la crise qui frappe la zone euro, on constate que cette crise concerne surtout les pays de l'Europe du Sud, les fameux PIGS (Portugal, Italie, Grèce, Espagne). Ce sont actuellement les maillons faibles de la zone euro. Et ce sont ces pays, toutes proportions gardées, qui sont dans une situation similaire à celle de l'Argentine et du Mexique, sauf qu'ils se retrouvent dans un piège car ils ne peuvent pas dévaluer.

Au Brésil, dont le dynamisme de l'économie ne se dément pas, le real s'est apprécié de plus de 40 % ces deux dernières années par rapport à l'euro et au dollar US. Bien que certaines entreprises commencent à se plaindre de ce phénomène, le gouvernement n'envisage pas un seul instant de dévaluer. Pourquoi ? Parce que l'économie brésilienne puissante et très diversifiée ne repose pas seulement sur les matières premières (soja, minerais de fer, etc.), mais sur un tissu d'entreprises performantes, dont la productivité et la compétitivité de ses produits n'ont rien à envier à ses homologues américains, européens et japonais. Là est la clé du succès...

Quant à la force de l'euro par rapport au dollar qui pénaliserait nos entreprises selon certains, cet argument n'est pas crédible. D'abord, au moment de la création de l'euro et lorsque les parités avaient été fixées sur la base de 1,17 dollar US pour 1 euro, personne n'avait trouvé rien à redire sur ces niveaux. Or, nous en sommes en ce moment à 1,35 dollar US. Dans ces conditions, parler d'un euro surévalué est une plaisanterie. Il y a beaucoup d'avantages à avoir une monnaie forte, ne serait-ce que pour payer la facture pétrolière à l'heure où le baril a crevé le plafond des 100 dollars US et que tous les experts sont unanimes pour dire que le pétrole restera cher. Ne nous faisons pas d'illusions à ce sujet... Autre avantage dont on parle peu, mais que nos concitoyens reconnaissent en privé, lorsqu'ils voyagent en dehors de l'Europe, aux États-Unis par exemple, avec des euros dans les poches...

Après avoir fait l'union monétaire, nous devrions avec l'appui de nos amis euro-

péens faire – ou commencer à œuvrer pour – l’union fiscale. Voilà un projet qui a du sens à l’échelle de l’Europe et permettrait de donner de la cohérence au projet de construction européenne.

Nos entreprises, quant à elles, seraient plutôt inspirées de chercher à améliorer en permanence leur compétitivité, à innover, à se mondialiser et notre gouvernement à faciliter les embauches et à baisser les charges sociales et les taxes de toute nature qui handicapent nos entreprises.

Laissons les débats sur l’euro à d’autres et concentrons-nous sur l’essentiel.

*Philippe BONCENNE*

# Souvenirs pour demain

par Jacques Mallet

**I**l se fait tard. J'allais oublier le papier que j'ai promis à *France Forum* sur l'Europe. Mais qu'ai-je de nouveau à dire sur ce sujet que j'ai si souvent traité ? Peu de chose en effet, sinon que le temps passe et que l'oubli fait son œuvre. L'oubli de l'Histoire. Je n'ai rien d'important à dire, seulement ceci : pour des hommes de ma génération – qui se souviennent de la guerre, des horreurs et des actes admirables qui l'ont accompagnée –, la mémoire est un devoir. Elle ne doit pas rester enfermée dans nos bibliothèques. Les souvenirs, ineffaçables, demeurent vivants. Mais le fait majeur, je crois, ce sont les leçons que cette expérience a inscrites dans nos mémoires et dans nos vies.

La première, bien sûr, c'est qu'il ne faut jamais oublier. Ni oubli ni haine, mais une volonté tenace : celle de tout faire pour que l'Histoire ne se répète pas dans ses erreurs, ses drames et ses tragédies.

Tout faire ? S'il est une entreprise à cet égard majeure, je crois, de toutes mes forces, que c'est la construction d'une Europe unie et fraternelle, réconciliant bien sûr les ennemis d'hier, réunissant les esprits et les efforts au-delà des frontières philosophiques et religieuses sur de grands « chantiers communs ».

Beaucoup a été fait dans cette voie depuis un demi-siècle, grâce à de grands hommes d'État, comme Robert Schuman, Konrad Adenauer ou Alcide de Gasperi. Mais les chantiers sont encore inachevés, les mémoires sont parfois infidèles, voire indifférentes. M'adressant aux jeunes – idéalistes, comme nous l'avons été à leur âge –, je dirai simplement : soyez attentifs et actifs, ouverts au dialogue, fidèles aux souvenirs hérités du passé. N'oubliez pas que l'Histoire est toujours à reconstruire et que vous en êtes les acteurs les plus importants.

Le problème n'est plus d'éviter une nouvelle guerre, mais d'améliorer la compréhension mutuelle – y compris par la connaissance des langues, et en particulier de la langue allemande –, de resserrer les liens d'amitié et de solidarité pour que, désormais, l'histoire des nations européennes devienne véritablement une histoire de l'Europe en devenir.

Il y aurait beaucoup de discours à faire sur ces thèmes, mais je n'en dirai pas plus ni moins. L'essentiel est la transformation des esprits.

*Jacques MALLET*

## AU FIL DE LA LECTURE...

*Il est malheureux, dit-on, d'être dans l'erreur. Non, non ; il est malheureux de n'y être pas. On se trompe, si on croit que le bonheur est dans les choses. Il réside dans l'opinion.*

**Éloge de la folie, Érasme**

# Étrange défaite, divine surprise

par Jean-Pierre Prévost

Le 70<sup>e</sup> anniversaire de la défaite de 1940 et de la naissance du régime de Vichy, les chroniques et autres publications qui célébrèrent ces événements douloureux ont permis de constater, une nouvelle fois, à quel point la plaie n'est pas refermée, si l'on en juge par les divergences profondes entre ceux qui font profession d'écrire l'histoire de ce qui fut une véritable guerre civile entre résistants et collaborateurs.

Dans un récent numéro de *France Forum*<sup>1</sup>, François-Georges Dreyfus, auteur d'une volumineuse *Histoire de Vichy*<sup>2</sup>, dont il y aurait beaucoup à dire<sup>3</sup>, a présenté sa version de la défaite de 1940 et de l'arrivée de Pétain au pouvoir.

Selon lui, il n'y avait pas d'autre solution que de demander l'armistice et de se soumettre au diktat de Hitler, y compris d'accepter la clause « la plus déshonorante : l'obligation faite à la France de remettre au Reich les individus allemands et autrichiens qui s'étaient réfugiés dans notre pays avant la guerre – socialistes, communistes et juifs ». Pétain (que l'auteur continue d'appeler le « Maréchal », alors que ce titre lui a été définitivement retiré) aurait donc eu raison à la fois dans ses analyses et son comportement – Montoire et la poignée de main au Führer compris – même si « en protégeant les Français, il a conduit à l'abaissement de la France ».

La défaite de la France aurait été inévitable, comme Pétain et la propagande de Vichy s'acharnèrent à le proclamer. La crise morale que traversait le pays – « l'esprit de jouissance qui l'a emporté sur l'esprit de sacrifice », comme le rappelle à deux reprises dans son article François-Georges Dreyfus – et la responsabilité de la classe politique, en premier lieu bien sûr le Front populaire, telles auraient été les causes principales de notre défaite.

Dans *L'Étrange Défaite*<sup>4</sup>, Marc Bloch, historien et résistant fusillé par les nazis en 1944, dont le journal écrit sur le vif fut retrouvé, aura un autre jugement : « Nos chefs [et il parle ici des généraux] ne se sont pas seulement laissé battre, ils ont estimé très tôt naturel d'être battus. »

1. N°38, juin-juillet 2010.

2. Éditions de Fallois, 2004, 2<sup>e</sup> édition.

3. François-Georges Dreyfus ne va-t-il pas jusqu'à affirmer que plutôt que dans le maurrassisme et la pensée fasciste de droite ou de gauche, « la Révolution nationale » de Vichy s'enracine dans le néo-thomisme personnifié par Maritain et Mounier !

4. Albin Michel, 1957.

Bien sûr, une telle catastrophe résulte de multiples défaillances, mais comment ne pas mettre au premier plan la responsabilité des militaires, à commencer par celle de Pétain et des admirateurs des régimes totalitaires décidés à en terminer avec la « gueuse », comme venait de le faire Franco en Espagne, et qui voyaient en Hitler le meilleur rempart face à la marée bolchevique ?

### **Absence de vision**

Comme le note fort justement François-Georges Dreyfus, nos chefs militaires, chargés de la préparation de notre défense et à qui le pouvoir politique, depuis 1936 en particulier, avait accordé de puissants moyens, ont fait preuve d'une « absence de vision » qui « est due à ce qu'ils ont connu pendant la Grande Guerre ». On le suivra moins, les faits étant là, lorsqu'il prétend qu'il en était de même en Allemagne ! Guderian n'avait-il pas obtenu de ses supérieurs ce qui était refusé à de Gaulle ?

Au surplus, les généraux français dont les principaux avaient été nommés maréchaux, ce qui renforçait encore leur autorité, sortaient quant à eux victorieux de la Grande Guerre et aucun homme politique n'était en mesure de contester sérieusement leurs choix stratégiques. Or, l'état-major français, pendant toutes les années 1930, et Pétain le premier qui dominait de tout son prestige le Conseil supérieur de la guerre dont il était le membre le plus écouté, a fait preuve d'une obstination dans l'erreur absolument inimaginable.

Pour illustrer la responsabilité de la classe politique, François-Georges Dreyfus cite l'échec, au printemps 1935, de la tentative de Paul Reynaud qui avait interpellé le gouvernement pour qu'on se décide enfin à constituer ces divisions cuirassées « conformément aux suggestions du général de Gaulle ».

Mais cet échec n'est-il pas dû, précisément, à l'hostilité de tout l'état-major, de Gamelin, soutenu par Pétain et même Weygand. La « doctrine Pétain », on le sait, était essentiellement défensive, même en matière aérienne. Sait-on qu'en 1936, lorsque Pierre Cot devint ministre de l'Air, il dut batailler face à Pétain et Weygand pour qui l'aviation était une arme d'appoint ?

Dans *Les Dessous d'une défaite*<sup>1</sup>, Jacques Gabriel – un pseudonyme qui cache sans doute un haut fonctionnaire proche du gouvernement et de l'état-major – rappelle l'opposition catégorique de nos chefs militaires aux conceptions du colonel de Gaulle. « Rien de tout cela n'est à créer, car tout existe », affirme le général Weygand dans la *Revue des Deux Mondes*, le 15 octobre 1935, et, en 1938, dans une préface à un livre du général Chauvineau, Pétain écrivait : « Notre armée, telle qu'elle est, peut à coup sûr arrêter tout ennemi voulant pénétrer à l'intérieur de nos frontières » et s'élevait contre l'utopie d'une armée motorisée et cuirassée. On faisait encore davantage confiance aux véhicules hippomobiles ! Le général Weygand surenchérisait le 2 juillet 1939 en déclarant, à Lille : « Notre matériel est de première qualité. Si on nous oblige

1. Écrit en 1943, ce petit livre ne fut publié aux éditions Lugdunum qu'en 1945.

à gagner une nouvelle victoire, nous la gagnerons. »

Contrairement à ce qu’écrit François-Georges Dreyfus, l’armée française n’était pas « dépourvue de moyens modernes ». Mais, jusqu’au bout, nos chefs militaires persistèrent dans l’erreur. Ce n’est pas le président du Conseil, Paul Reynaud, qui ne fut nommé qu’en mars 1944, qui pouvait aller à l’encontre d’une telle obstination.

Rappelons 1914. Là encore, l’armée avait préparé le précédent conflit – sabres au clair et pantalons rouges – et, après la déroute, il fallut les taxis de la Marne et Verdun, Foch et Pétain, pour redresser la situation et attendre les Américains pour enfin libérer notre pays à demi ravagé.

### **La défaite n’était pas inéluctable**

La partie n’était pas perdue d’avance. Dans *La Croix*<sup>1</sup>, sous le titre « Les raisons d’une défaite », Jacques Duquesne écrivait : « Les Français ignorent que le 10 mai 1940, sur la seule frontière nord-est, nous pouvions aligner 76 divisions et 2 574 blindés face aux 80 divisions et aux 2 285 chars allemands. Jusqu’en 1936, notre effort d’équipement avait certes été insuffisant, la gauche socialiste et communiste notamment refusant de voter les crédits militaires, mais cette année-là le gouvernement de Front populaire dirigé par Léon Blum octroyait 14 milliards de francs à des chefs militaires qui n’en demandaient que 9. Et le gouvernement Daladier leur versait, en 1938, 12 milliards supplémentaires. [...] Les généraux de 1940 étaient les capitaines victorieux de 1918. Ils étaient préparés à mener la même guerre. Ils commirent une erreur stratégique majeure : ne laisser que deux divisions mal équipées devant Sedan et envoyer la majeure partie de nos meilleures troupes aux Pays-Bas (occupés dès les trois premiers jours) et en Belgique où elles furent rapidement encerclées. »

Et cependant rien n’était encore perdu au début du mois de juin, si on avait écouté de Gaulle. Le 5 juin, Paul Reynaud reprenait les ministères des Affaires étrangères et de la Défense nationale, « ces deux ministères assurant la conduite de la guerre » indique le communiqué officiel qui ajoute : « Il sera assisté à la Défense nationale par le général de Gaulle. » Aussitôt, ce dernier s’installe rue Saint-Dominique dans le bureau même du ministre<sup>2</sup>. Le jour même ou le lendemain, ceci n’est pas précisé, Jacques Gabriel assista à une scène étonnante : « Au pied de l’escalier qui mène aux appartements de réception de l’hôtel du ministre de la Guerre [...], le général Weygand et le général de Gaulle eurent un vif entretien. Nous ne pouvons garantir l’exactitude des termes qui furent employés, mais le sens du conflit se ramenait à ceci : pour de Gaulle, c’était une folie que de vouloir résister sur un front “continu” et continuellement en “reformation” parce que continuellement bousculé par l’ennemi. “Vous n’aurez jamais une ligne de défense continue. Vous êtes sans cesse poussé, harcelé, démantibulé par

1. 10 mai 2010.

2. Ceci explique que, de manière symbolique, de Gaulle, en août 1944, entrant dans Paris libéré, fasse attendre les membres du CNR, réunis à l’Hôtel-de-Ville, et, avant d’aller les saluer, aille se réinstaller rue Saint-Dominique dans le bureau qu’il avait occupé, fermant ainsi la « parenthèse » de Vichy.

l'adversaire." Et le jeune général concluait : "Rassemblons tout ce qui nous reste de forces mécanisées et fonçons sur les points faibles des Allemands. Semons le désordre dans leurs lignes. Répondons à leurs attaques par des attaques semblables sur d'autres points." Mais le général Weygand défendait avec énergie son plan tactique et les choses en restèrent là. À bout d'arguments, de Gaulle lança : "Je suis prêt à repartir immédiatement sur le front, avec une division blindée, si on adopte mon point de vue." »

De Gaulle n'était pas une tête brûlée. Il savait l'avancée allemande fragile. Cela inquiéta même Hitler, on l'a appris depuis. Une contre-offensive était nécessaire. Weygand fit le mauvais choix. Un de plus ! Il pensait encore redresser la situation puisque, le 7 juin, il déclarait encore à Paul Reynaud : « Je suis satisfait de la manière dont la bataille s'est engagée et dont sont exécutés mes ordres de résistance à tout prix. » Mais, derrière nos généraux, il y avait d'autres hommes qui, convaincus de la victoire allemande, voulaient l'entente avec Hitler.

### **L'affreuse confusion**

Une autre partie commença le 11 juin. Le général en chef avait perdu de sa superbe. Il reconnaissait son échec. Le gouvernement a quitté Paris. Sur la route de Bordeaux, il s'arrête près de Tours, à Cangey, où se tient un Conseil des ministres improvisé. « Le cérémonial rituel de l'Élysée est aboli. Il n'y a plus, autour d'une grande table massive, de fauteuils bien rangés où chaque place était marquée. Ici, au hasard de l'entrée, qui sur un fauteuil, qui sur une chaise, on fait cercle », lira-t-on dans l'hebdomadaire vichyssois *Sept Jours* du 10 novembre 1940. On écoute Weygand peindre un triste tableau de la débâcle de notre armée et conclure : « L'armistice s'impose. »

Il fallait donc choisir entre l'abandon des combats et la poursuite de la guerre avec le départ du gouvernement en Afrique du Nord. Pendant une semaine, Paul Reynaud, contre l'avis de la majorité des ministres et en premier lieu de Pétain, tenta de sauver l'honneur, le respect de la parole donnée à Churchill, le refus d'un armistice qui, connaissant Hitler, ne pouvait être qu'une capitulation.

On sait la suite. Le 16 juin, Reynaud démissionne, Pétain lui succède sur le champ, l'armistice est sollicité. Le président de la République, Albert Lebrun, a toutefois obtenu que le gouvernement franchisse la Méditerranée afin de ne pas délibérer sous la pression des Allemands. Pétain refuse. Le Massilia ne partira qu'avec une poignée de parlementaires.

Alors commence ce que de Gaulle appellera « l'affreuse confusion », qui va s'abattre sur la France et dont les stigmates demeurent tant il y eut de Français de bonne foi qui se laissèrent égarer. Sous la houlette de Pétain, revenu définitivement convaincu de sa récente ambassade à Madrid et qui s'affichait depuis longtemps aux côtés des contempteurs de la République – aux obsèques de Bainville, collaborateur de Maurras à l'Action française, par exemple –, ceux-ci allaient pouvoir bâtir un régime conforme à leurs idées. « Divine surprise », écrira plus tard Maurras lui-même.

Sans doute la III<sup>e</sup> République était-elle à bout de souffle. De tous côtés, on réclamait

le changement. L'environnement international, la révolution de 1917, le fascisme italien, la crise de 1929, Salazar, Hitler, la guerre d'Espagne et la victoire de Franco, et à l'intérieur l'instabilité ministérielle, les scandales, tout contribuait à fragiliser le régime.

Le mot à la mode était « révolution ». Il le restera pendant près de deux décennies ! Tout le monde l'employait en lui donnant des sens différents. Il y avait ceux qui voulaient construire un monde plus fraternel, plus solidaire et qui tenaient à se distinguer des autres, ceux qui, prenant modèle sur les dictatures voisines et pariant sur la victoire finale de Hitler, s'en prenaient aux juifs, aux francs-maçons, aux communistes et à leurs complices.

### **Le prestige de Pétain était immense**

Il l'est encore aux yeux de certains. Il s'attirait ferveur et louanges. On le crut. Rares étaient ceux qui, dès les premiers jours, comprirent où cela mènerait, au déshonneur le plus complet, aux compromissions, à la trahison. Comment la fable de Pétain « protégeant les Français » peut-elle encore être récitée par d'honnêtes gens, quand on se souvient que l'appareil de l'État, docile presque jusqu'au bout, allait conduire aux camps de concentration, aux salles de torture, au mur des fusillés des dizaines de milliers de Français et d'étrangers qui avaient cru pouvoir trouver refuge dans notre pays ?

Mais ceci n'est pas le plus grave. La guerre de 14-18 avait été plus cruelle encore et de beaucoup. Les morts s'y comptaient par millions, mais l'honneur était sauf. Le plus terrible, cette fois-ci – à tel point que notre pays, on le sent bien, ne s'en est pas encore remis –, c'est le trouble qui, tel un chancre, continue de défigurer la nation et ne lui permet pas de retrouver cet équilibre nécessaire au bon fonctionnement de la démocratie.

À Alger, au printemps 1944, Henry Frenay, l'un des principaux chefs de la Résistance, voulut présenter à de Gaulle Dunoyer de Segonzac, nommé par Vichy à la tête de la célèbre « école d'Uriage », créée pour former les futurs cadres de l'État français, qui en avait fait une école de la Résistance<sup>1</sup> et qui allait repartir en métropole pour se battre. « De Gaulle m'écoute, raconte Frenay. Il ne retient qu'une chose : mon ami a été, pendant plus de deux ans, à la tête d'une école dépendant du gouvernement de Vichy. Finalement, il conclut : "Non Frenay, je ne recevrai pas vos vichystes." [...] Il n'était pas un exécutant mais un responsable, un chef. Son attitude, quelles qu'aient été ses intentions, ajoutait à l'affreuse confusion qui a marqué l'opinion. »

À mon sens, tenter de réhabiliter Pétain, même partiellement, n'est pas le bon remède pour guérir notre pays qui continue de rechercher les recettes d'un État irréprochable.

*Jean-Pierre PRÉVOST*

---

1. Voir Bernard Comte, *Une utopie combattante*, Fayard, 1991.



### *Le dictionnaire du sens interdit*

**PERSÉCUTION.** Christianophobie : le climat est à l'intolérance, tout particulièrement à l'égard des catholiques, groupe d'aversion médiatique par excellence. Le laïcisme d'État, dévoiement agressif de la nécessaire laïcité de la puissance publique, a, depuis le début de la III<sup>e</sup> République, accoutumé les croyants à vivre en milieu hostile, avec, comme garde-fous, les lois protectrices de la conscience individuelle et de la liberté d'expression, les concours de recrutement public anonymes, la juridiction administrative, les institutions scolaire et militaire, lieux de rencontre et de brassage des convictions. La persécution, c'est encore autre chose, c'est la soumission aux lois de discrimination et au statut de servitude, c'est l'incarcération, voire la mise à mort pour blasphème, c'est l'extermination au couteau, à la kalachnikov, à la bombe, aux abords des églises et dans l'enceinte même des églises, c'est le nettoyage religieux par la terreur, le bannissement par la menace d'égorgeage. Que l'on n'ait pas à choisir, l'environnement dans lequel il nous incombe de vivre n'implique en rien qu'il faille se résigner à la persécution pour soi, ses enfants et ses petits-enfants. Qu'il y ait des esprits que leur qualité morale et spirituelle conduise à accepter le martyre, il y a là un témoignage individuel d'une exemplarité universelle. Rien cependant qui autorise quiconque à placer l'avenir d'aucune communauté religieuse, celui des chrétiens notamment, sous le signe de la persécution. Pour que le dialogue interreligieux ne soit pas un leurre, un piège, une anesthésie

de l'instinct de survie, il faut que les interlocuteurs s'accordent au moins sur les libertés de conscience, de religion et de culte, l'exercice de ces libertés ne devant faire peser aucune menace sur quiconque ; et qu'ils reconnaissent que ces principes sont d'application universelle sans que puissent s'y soustraire les terres que d'antiques conquêtes ont placées sous le signe de la religion unique. C'est la liberté comme norme que les autorités compétentes doivent proclamer. Quant aux politiques, s'il subsistait en eux quelque parcelle d'énergie, il leur reviendrait, au lieu de gangrener le Code pénal par ces lois qui, depuis des décennies, se succèdent pour constituer un étouffoir juridique où la liberté de l'esprit s'asphyxie, de proclamer haut et fort les principes que les articles 10 et 11 de la Déclaration des droits de l'homme du 26 août 1789 ont consacrés dans notre droit : « Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses [...]. La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme : tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement. » Ajoutons-y, pour faire bonne mesure, l'article 12 de l'encyclique *Pacem in terris* de Jean XXIII (1963) : « Tout être humain a droit [...] à la liberté dans la recherche de la vérité, dans l'expression et la diffusion de la pensée. » La liberté, certes, n'est pas sans limites. Reste que le délit d'opinion est le signe annonciateur des temps d'oppression.

*André LE GALL*

## Courrier des lecteurs

Il y a vingt ans, à la suite de son éditorial « Que penser ? Que faire ? », j'avais écrit une longue lettre à Étienne Borne ; elle avait été pour lui, me semble-t-il, un précieux et utile réconfort.

Je ne sais pas si cela va être le cas pour votre réaction au petit mot que je vous adresse, après avoir parcouru le dernier numéro de *France Forum* qui clôture l'année 2010, année du 60<sup>e</sup> anniversaire de la déclaration Schuman. Avec laquelle vous pourriez être en phase, dès la première ligne : « La paix mondiale ne saurait être sauvegardée sans des efforts créateurs à la mesure des dangers qui la menacent. » Même constat pour *L'Afrique en marche* (n° 39), sans allusion à la petite phrase du 9 mai 1950 : « L'Europe pourra avec des moyens accrus poursuivre la réalisation de l'une de ses tâches essentielles, le développement du continent africain. » Pas de mention – et je l'ai signalé à Jacques Mallet – des conventions de Yaoundé, Lomé, etc.,

malgré leurs limites, certes.

Qu'il n'y ait pas de malentendu : je ne suis ni dans la nostalgie ni dans le procès d'intention. J'exprime simplement la crainte que, si on lance de nouveaux concepts – « cosmopolitisme » –, si on veut réaliser un nouvel équilibre entre l'Europe et l'Asie, si on aspire à une gouvernance de la mondialisation, il nous faut, au préalable, ou au moins simultanément, veiller à mettre l'Europe debout, c'est le point de passage obligé que nous avons commencé le 9 mai 1950. Le prix à payer ? C'est le partage de la souveraineté, que l'on met sous le tapis depuis tant d'années et que l'on n'explique pas assez à l'opinion publique. Modestement, les 8 et 9 mai, à Scy-Chazelles, avec 365 jeunes Européens des 27 pays de l'Union européenne, nous avons pu transmettre la flamme, tout en prenant en compte les enjeux et les défis d'aujourd'hui.

*Paul COLLOWALD (Bruxelles)*

### *Opinion publique, opinion française*

**L**es variations de l'opinion publique constituent l'un des problèmes les plus passionnants de la vie des sociétés modernes. Le temps n'est plus où seule une maigre élite était susceptible de suivre les événements politiques et de les commenter grâce à la lecture quotidienne d'un journal. À l'heure actuelle, l'homme, aussi négligent et indifférent soit-il, ne peut pas résister à la formidable pression des informations.

Nous vivons à l'ère de l'information totale et générale qui déforme sans doute les grands problèmes en ne les faisant généralement apparaître que sous l'aspect du fait divers et de l'anecdote, sans se soucier de montrer les lentes évolutions ni tenter de dégager des perspectives d'ensemble. [...]

Mais, lorsque les institutions d'un pays sont fragiles, lorsque le régime est de l'avis général en état de crise, lorsque personne n'ose se prononcer même sur son avenir immédiat, comme c'est le cas de la France aujourd'hui, le plus impérieux des devoirs n'est peut-être pas de spéculer sur l'évolution probable des événements, mais bien d'essayer de connaître l'opinion publique qu'elle est susceptible d'accepter ou de refuser. [...]

Il y a quelques données permanentes de l'opinion publique française auxquelles il serait bon de réfléchir. Ce sont quelques-uns de ces traits que je voudrais brièvement dégager, davantage pour l'exemple que pour une quelconque démonstration et même s'ils doivent, ici et là, prêter à la contestation.

#### **Le Français est indifférent**

Les qualificatifs peuvent être variés : incivisme, dégoût de la politique, égoïsme ou découragement à l'égard d'affaires trop complexes et trop difficiles, mais la réalité demeure la même et constitue un fait qui a son influence. En janvier 1958, l'IFOP avait procédé à un large sondage qui fut publié quelques mois plus tard sous le titre de *La Fin de la IV<sup>e</sup> République* et dont la lecture aujourd'hui encore est particulièrement instructive. N'y apprend-on pas que quatre années après le commencement de la guerre d'Algérie les Français n'en persistent pas moins à penser que les questions pécuniaires ont encore plus d'importance pour eux que la guerre qui se prolonge et se perpétue ? D'ailleurs, une réponse montre leur indifférence : il n'y avait pas à l'époque un Français sur trois à connaître, même approximativement, l'importance de la population française de souche européenne en Algérie. D'innombrables réponses prouvent le mécontentement de l'opinion à l'égard du gouvernement et des institutions, et pourtant il n'y avait pas, quatre mois avant le 13 Mai, plus de 3 % de Français à redouter un coup de force militaire, et encore ceux-là, dans neuf cas sur dix, déclaraient qu'ils resteraient passifs en face d'une telle éventualité.

Cette indifférence a-t-elle disparu aujourd'hui, peut-elle disparaître ou ne constitue-t-elle pas une donnée permanente du problème politique français ?

### **Le Français est gaulliste**

Le problème n'est pas de savoir si une telle constatation plaît ou déplaît ; tout au plus est-il d'analyser les composantes de ce réflexe gaulliste. Il s'agit d'abord probablement d'un sentiment né d'une réaction. De Gaulle est l'homme de l'antisystème qui, pour les Français, se caractérisait par l'instabilité gouvernementale, la multiplicité des partis et le dérèglement des mœurs parlementaires. Il incarne aussi le sauveur, lui qui a eu raison, contre tous ou presque le 18 juin 1940 et qui, dès 1946, avait prédit la chute de la IV<sup>e</sup> République. Enfin, il apparaissait comme le seul susceptible de mettre fin rapidement au problème algérien.

Comment tant d'atouts n'auraient-ils pas joué en sa faveur ? Malgré son silence et son éloignement, il était redevenu, dès janvier 1958, l'homme politique le plus populaire en France ; il l'est certainement resté jusqu'à aujourd'hui.

Encore faut-il distinguer les différents gaullismes. Élections, sondages, observations directes paraissent bien confirmer qu'il n'existe guère plus d'un Français sur cinq qui le soit de manière indéfectible et inconditionnelle. Quant à ceux qui lui sont restés systématiquement opposés et qui ne se sont jamais ralliés à lui, ils sont probablement moins nombreux. Entre les deux se situe la grande masse des Français, gaullistes sans doute, mais par raison ou résignation plutôt que par enthousiasme. Ils n'ont pas souhaité vivement son retour au pouvoir, ils n'approuvent généralement pas tout ce qu'il fait, mais ils n'en connaissent point d'autres à qui ils peuvent faire confiance.

### **Le Français est mélancolique**

C'est le général de Gaulle lui-même qui trouva la formule au lendemain des élections municipales de 1959, dont les résultats mon-

traient quelques divergences avec ceux des précédentes consultations. En politique, la mélancolie n'est pas plus dangereuse que dans la vie courante ; ce n'est qu'un état d'âme, mais qui peut se transformer en un état pathologique. Si le Français broie du noir, c'est qu'il est déçu. Il a connu, depuis les débuts de la V<sup>e</sup> République, une série de désillusions. La guerre d'Algérie ne s'est pas terminée, il a vu baisser son niveau de vie, l'évolution du régime a commencé de faire jouer son réflexe républicain. On contredira peut-être l'une ou l'autre de ces affirmations. Mais qui niera que ces sources de mécontentement n'ont laissé des traces durables et n'expliquent pas largement une réelle chute de popularité ?

Ces trois caractéristiques principales n'apprennent pas grand-chose par elles-mêmes que l'on ne sache déjà. Prétendre que l'opinion française est à la fois indifférente, gaulliste et mélancolique ne servirait pas à grand-chose si l'on n'avait pas à poser une question dont seule la réponse peut inciter à l'action. Tous les maîtres de la propagande ont dit et répété que seule une minorité de citoyens formait l'opinion publique. En France, actuellement, cette minorité a-t-elle les mêmes réactions que le Français moyen ?

Il ne le semble pas. Les cadres de la nation, dans quelque milieu qu'on les considère, partis, syndicats, professions, communes, etc., ont le plus souvent des positions beaucoup plus hostiles au régime actuel et à celui qui l'incarne que la majorité des Français. Ce n'est un secret pour personne que, parmi ceux qui ont voté « non » au référendum de septembre 1958, il y avait la majorité des citoyens qui « avaient des opinions ». Le divorce entre les élites et les masses était patent aux premiers jours de la V<sup>e</sup> République ; moins visible aujourd'hui, il est probable-

ment resté aussi profond.

Et c'est certainement ce divorce qui constitue actuellement le problème fondamental de la politique française, vu sous l'angle de l'opinion publique, même s'il s'explique aisément. L'opinion, comme la nature, a horreur du vide ; l'homme qui réfléchit, qui a des opinions, est libre d'approuver ou de désapprouver ; mais les masses ne savent que suivre et elles continueront de suivre de Gaulle aussi longtemps qu'aucun recours

valable, qu'aucune solution de rechange, susceptible d'être approuvée par le grand nombre, n'apparaîtra à l'horizon. Qu'il réussisse ou qu'il échoue, il ne sera pas facile de survivre à de Gaulle si l'on n'a pas su faire la preuve aux yeux de l'opinion qu'entre lui et le néant il y a quelque chose.

***Jean-Pierre PRÉVOST***

*France Forum*, n° 29, janvier 1961

# Exposition : *Au service des tsars, la garde impériale russe*

La France et la Russie ont une histoire commune qui s'est forgée au cours des deux siècles passés. Aussi, une exposition consacrée à la garde impériale russe s'est déroulée cet hiver au musée de l'Armée. Son commissaire scientifique, Émilie Robbe, a profité d'un grand projet de remise en valeur, au musée de l'Ermitage à Saint-Pétersbourg qui, depuis 2000, consacre désormais une section entière à la garde prestigieuse.

Elle avait en effet trois fonctions : une fonction d'apparat pour la représentation des forces du tsar, une utilité guerrière sur le champ de bataille et, enfin, une fonction formatrice pour les futurs officiers. Les plus hauts gradés de l'armée impériale, grands-ducs et héritiers du trône compris, y ont passé leurs jeunes années sans traitement de faveur pour se préparer à leurs futurs commandements.

À la bataille de Poltava en 1709, contre les Suédois qui disposaient de l'armée considérée comme la plus puissante d'Europe au siècle précédent, la garde impériale a emporté la décision pour le compte des Russes, alors que l'armée de ligne s'était enfuie. Elle sauvera aussi l'honneur à la bataille d'Austerlitz alors que la journée était perdue. Ce jour-là, Napoléon I<sup>er</sup> félicitera lui-même les chevaliers-gardes pour leur bravoure et libérera d'un geste chevaleresque toute la garde russe. Un général français maugréera en déclarant « les libérer aujourd'hui, c'est les voir à Paris dans cinq ans ». Il ne se trompera que de quelques années.

Mais la garde sera aussi une garde prétorienne faisant et défaisant les empereurs et impératrices. La déchéance de Pierre III en 1761, l'assassinat de

Paul I<sup>er</sup> en 1801, la répression de l'insurrection des « décembristes » en 1825, visant à empêcher la montée sur le trône du grand-duc Nicolas devenu Nicolas I<sup>er</sup>, la répression après l'assassinat par un anarchiste, en 1881, du tsar Alexandre II, la défense victorieuse du palais d'Hiver en janvier 1905 devant l'insurrection vaincue et le maintien de Nicolas II sur le trône vacillant.

La garde aura aussi une conduite héroïque durant la Grande Guerre. Mais elle ne pourra rien contre la vraie, la seule, l'unique révolution russe, celle de février 1917, celle d'octobre n'étant qu'un coup d'État mené par une camarilla bolchevique. La garde ne pourra rien contre un peuple tout entier, lassé de la guerre, de ses souffrances, de la misère et gagné par le désespoir. La garde va mourir, elle aussi, et ne se rendra pas. Malheureusement, elle va connaître les chemins de l'exil, de la solitude, de l'incompréhension. Les rues de Paris connaîtront, dans les années 1920, 1930 et 1940, ces chauffeurs de taxi à l'accent exotique. Ils garderont jusqu'au bout l'honneur de l'empire, jusqu'à ce jour d'un siècle finissant et d'un siècle naissant. Ils revêtiront une dernière fois l'uniforme pour porter en terre chrétienne et russe le dernier des tsars, Nicolas II, assassiné lâchement, avec sa femme et ses enfants, par des bolcheviques cruels et sans pitié.

**Albert KALAYDJIAN**

*Catalogue de l'exposition Somogy,  
éditions de l'Art – 29 €*

# Le Discours d'un roi *de Tom Hooper*

*Le Discours d'un roi* est sorti grand vainqueur de la cérémonie des oscars 2011. Malgré de sérieux rivaux : *The Social Network*<sup>1</sup> et *True grit* (des frères Coen). Quatre statuettes ont récompensé le film de Tom Hooper : celle du meilleur film, du meilleur réalisateur (Tom Hooper), du meilleur scénario et du meilleur acteur (Colin Firth).

Faut-il être satisfait de ce palmarès ? La question ne se pose pas en ces termes. Ces statuettes ne sont pas objectives, elles se doivent de primer un genre : le grand spectacle. De ce point de vue, *Le Discours d'un roi* a sans doute ses mérites. Ce film n'est pas à proprement parler bouleversant, mais il ne manque pas d'émouvoir. Reste à être amateur du genre !

L'intrigue est simple et s'inspire d'une histoire vraie. Le roi George VI, prédécesseur et père de Elizabeth II, succède à son frère Édouard VIII, qui vient d'abdiquer. Mais George VI est maladivement bègue. Tout discours public est pour lui une épreuve. Son épouse, campée avec grande classe par Helena Bonham Carter, fait discrètement le tour des spécialistes de Londres, jusqu'à sa rencontre avec un Australien, Lionel Logue, orthophoniste sans diplôme. C'est lui qui, après bien des efforts et grâce à des méthodes peu conventionnelles, permettra au monarque de surmonter, sinon de contourner, son handicap. Une improbable amitié se construit, laborieusement, entre le monarque et son sauveur, immigré et « fils d'un moins que rien ». On retrouve là les poncifs de Hollywood.

Les deux acteurs principaux jouent au chat et à la souris. Le « docteur » pique le prince dans son orgueil, pour mieux atteindre les origines psychologiques de son mal. Le prince, lui, se laisse difficilement apprivoiser par le roturier, convaincu de l'incurabilité de son mal. Si cette trame est banale – et c'est la faiblesse du film –, les interprètes l'habillent tant de leur humour que de la tension qu'ils savent faire ressentir. C'est là une prouesse, qui justifie pleinement l'oscar du meilleur acteur pour Colin Firth. Face au duo ombrageux, Helena Bonham Carter est un filot de stabilité. Elle aurait sans doute mérité l'oscar du meilleur second rôle féminin.

Cependant, comme on l'a dit, le scénario reste très banal : son oscar est trop bien payé. Tom Hooper se retrouve pour sa part sacré pour sa réalisation efficace : ce film est un quasi-huis clos dont le dénouement est un enjeu pour l'Histoire et pour le monde, on ne s'y sent pourtant pas à l'étroit.

Reste un bémol agaçant, le silence du film sur les sympathies allemandes (voire nazies) du couple Édouard VIII/Wallis Simpson. Réduire la raison de l'abdication du roi d'un mois à une liaison scandaleuse est un peu léger, et on revient au principal défaut du film. Du grand spectacle donc, mais pas un chef-d'œuvre. Y avait-il toutefois un chef-d'œuvre parmi les autres concurrents de cette année ?

**Jean-Marie BORDRY**

*En salle depuis le 2 février 2011, avec Colin Firth,  
Helena Bonham Carter, Geoffrey Rush*

1. Voir la chronique du n° 40.

# Exposition :

## *Franz-Xaver Messerschmidt (1736-1783)*

Pour la première fois en France, le Louvre consacre une exposition à Franz-Xaver Messerschmidt (1736-1783). Ce sculpteur germano-autrichien est né en Bavière et a fini ses jours à Presbourg (Bratislava). Sa carrière et son œuvre s'inscrivent pleinement dans les lumières allemandes, l'*Aufklärung*.

Messerschmidt est resté célèbre pour une partie de son œuvre en particulier, qu'on a appelée les « têtes de caractère » (l'expression n'est pas de l'artiste). Elles fournissent sa matière à l'exposition. Ces sculptures, de métal ou d'albâtre, représentent une série de visages striés de grimaces diverses, absolument saisissantes de réalisme. Criantes – dans tous les sens du terme – de modernisme, elles passent aujourd'hui pour le point d'orgue de l'œuvre de Messerschmidt. C'est là un paradoxe car elles ont été réalisées au cours du déclin de la carrière de l'artiste. En effet, il quitta Vienne en 1775 où il n'avait pas obtenu la chaire de professeur qu'il convoitait et finit par s'installer à Presbourg deux ans plus tard. Ce camouflet marque un brusque coup d'arrêt à une carrière jusque-là florissante. Alors qu'il s'isole et que sa santé mentale est

mise en doute, il se consacre pleinement à la réalisation de ces fameuses « têtes ». Aujourd'hui encore, on est saisi face à ces expressions figées dans une mimique, un tic, un réflexe ou une émotion. Comme si l'auteur avait su restituer en un instant la multitude de mouvements divergents qui déforment en même temps le visage humain (et, dans cette œuvre, strictement masculin).

Cette œuvre est-elle purement descriptive ? C'est la première impression du spectateur. Pourtant, il n'est pas rare que celui-ci, après de longs instants, ait toujours du mal à détourner le regard d'une de ces « têtes de caractère ». Il doit alors se rendre à l'évidence : elles ne traduisent pas seulement des mouvements ou une expression, elles incarnent l'émotion. En ce sens, on peut dire que Franz-Xaver Messerschmidt annonce à sa manière, et peut-être trop tôt pour ses contemporains, le romantisme : l'émotion primera bientôt sur la raison.

**Jean-Marie BORDRY**

*Au musée du Louvre jusqu'au 25 avril 2011*



## Notes de lecture...

### *The Go-Between. A Novel of the Kennedy Years* de Frederick Turner

Ce livre met en scène une personne exceptionnelle, Judith Campbell Exner, mais a pour centre un personnage encore plus exceptionnel, J. F. Kennedy.

Le lecteur français sera surpris et intéressé par les liens entre le milieu (criminel), Hollywood et la famille du président des États-Unis.

Maîtresse, parmi d'autres, du fringant catholique irlandais, elle admire en celui-ci une humanité qu'elle n'eut guère l'occasion de rencontrer dans sa dure vie aventureuse. La comparaison de Kennedy et de Nixon fait apparaître toute la supériorité du premier.

Mais derrière le décor de la grande puissance, il est surprenant de découvrir les influences de Edgar Hoover (chef du FBI), de Frank Sinatra et du « boss » de la mafia, San Giancana.

Le personnage de Judith, qui fait le lien entre ces personnages que tout devrait éloigner les uns des autres, doit certainement être proche de l'individualité réelle tant il paraît invraisemblable qu'une telle connexion ait pu exister !

C'est pourquoi le livre de Turner, auteur reconnu de nombreux ouvrages historiques, sonne vrai. « Il ne peut pas l'avoir inventé ! », comme on dit.

Pour ceux qui s'intéressent à notre histoire relativement contemporaine, c'est un précieux document, en même temps que la belle histoire d'une femme de cœur.

**Charles DELAMARE**

Houghton Mifflin Harcourt, 2010 – 25 \$

### *Rémy Montagne, un démocrate chrétien dans le siècle* de Marie-Joëlle Guillaume

Parmi les jeunes dirigeants chrétiens de l'ACJF (Association catholique de la jeunesse française) qui, issus de la Résistance, s'engagèrent dans la cité au lendemain de la guerre, Rémy Montagne (1917-1991) occupe une place particulière.

Peu soucieux de faire carrière mais s'efforçant de mettre ses talents au service de ses convictions, toujours pressé d'agir, tel le décrit avec talent et ferveur Marie-Joëlle Guillaume, éditorialiste de *Famille chrétienne* et pendant longtemps sa collaboratrice.

D'une phrase, celle-ci donne le fil conducteur de sa vie : « Rémy Montagne n'a jamais douté de la capacité de l'Église catholique à bouleverser, par son message d'amour et sa doctrine sociale, les structures d'un pays et le visage du monde. » Il appartenait manifestement à ces hommes qui puisent dans la foi et une stricte soumission aux instructions venues de Rome l'énergie dont ils font preuve tout au long de leur existence... au détriment parfois d'une analyse lucide des situations qu'ils rencontrent.

D'une famille profondément croyante, ses premiers maîtres à penser furent le philosophe d'Aix, Maurice Blondel, un ami de ses parents, qui, au scandale de certains, prêchait « l'engagement concret dans la cité », ou Jacques Maritain « dont il a dévoré *Humanisme intégral* dès sa parution » (1936). Converti au « *personnalisme communautaire* » que défendent Emmanuel Mounier et la revue *Esprit*, il lisait avec passion *L'Aube*, quotidien fondé par Francisque Gay et dont Georges Bidault, ancien vice-président de l'ACJF, lui aussi, devint le brillant éditorialiste, auquel son père militant démocrate populaire

était abonné.

Face aux désordres du monde et à la décrépitude de la III<sup>e</sup> République, il participait à cette marche vers une « nouvelle chrétienté » commencée en France dans les années 1930 et dont l'Église elle-même allait peu à peu se détacher.

Engagé très tôt à la fois dans la JEC et dans la JAC, il participe avec enthousiasme au congrès du 50<sup>e</sup> anniversaire de l'ACJF à Paris, en 1936. Mobilisé dans les blindés, il connaît déjà les thèses de De Gaulle, reprises avec enthousiasme par les officiers de son arme, mais récusées par l'état-major. Grièvement blessé au combat en juin 1940 – il y perdra un œil –, il prend connaissance de l'appel du 18 juin et, dès son retour parmi les siens, s'engage dans la Résistance, suivant l'exemple de André Colin, président de l'ACJF de 1936 à 1939 et bientôt l'un des principaux fondateurs du MRP.

Il diffuse les *Cahiers de notre jeunesse*, lancés à Lyon en 1941, par Albert Gortais, secrétaire général de l'ACJF, et, rapidement appelé dans cette ville « capitale de la Résistance », il est choisi comme délégué national pour la zone non occupée, André Colin remplissant les mêmes fonctions pour la zone occupée. « Désormais aux avant-postes de la Résistance chrétienne », à l'écoute des encycliques de Pie XI et Pie XII et encouragé par des aumôniers et des théologiens « sans mandat », désavoués par un épiscopat massivement rallié au régime de Vichy, il fait désormais équipe avec ceux qui seront la cheville ouvrière du Mouvement républicain populaire : André Colin et Albert Gortais bien sûr, mais aussi Maurice-René Simonnet (qui épousera bientôt sa sœur), Joseph Fontanet, Henri Bourbon, tant d'autres encore.

Devenu président de l'ACJF en 1945, jeune avocat – ayant épousé une demoiselle Michelin, il entendait bien assumer seul la charge de sa famille, qui allait être nombreuse, en même temps que ses

multiples responsabilités bénévoles –, il décida de poursuivre son engagement dans la cité par d'autres voies, tout en restant « compagnon de route » des dirigeants du MRP.

Il accepta en effet des responsabilités dans les organisations qui fédéraient les mouvements de jeunesse, sur le plan national et international, et lança le Conseil de la jeunesse de l'Union française, qu'il dirigea de 1949 à 1955, à une époque où le processus de décolonisation était déjà engagé dans le monde, mais où l'Église continuait de considérer l'expansion coloniale à la fois comme une œuvre de spoliation et comme une œuvre de progrès, « le plus prodigieux essor de civilisation qui ait honoré l'humanité et la chrétienté<sup>1</sup> ».

C'était encore à cette époque, peu ou prou, l'opinion dominante de l'Église, soucieuse sans doute de l'avenir de ses missions et de la situation des catholiques autochtones, dans les années 1950, telle que l'exprime par exemple Georges Le Brun Kéris, secrétaire général adjoint du MRP qui sera, pour Rémy Montagne, écrit Marie-Joëlle Guillaume, « un guide amical et sage ». Georges Le Brun Kéris, dans un livre publié en 1953<sup>2</sup>, avec l'imprimatur de l'Église, se prononçait certes contre l'exploitation colonialiste, mais aussi contre les nationalismes et contre « l'affranchissement prématuré des peuples non évolués », et rappelait que « le droit de colonisation est reconnu par la doctrine traditionnelle » de l'Église et croyait pouvoir affirmer que même « si tout n'y est pas parfait, la paix règne en Algérie » – quelques mois avant le début d'une guerre qui allait durer sept ans !

Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que Rémy Montagne décide finalement de s'engager dans la politique et aille affronter, dès 1954, dans l'Eure, Mendès France, coupable à ses yeux

1. Semaines sociales de Marseille, 1930.

2. *Mort des colonies ?*, Fleurus.

d'avoir abandonné l'Indochine et dont il sera « le tombeur » en 1958.

Mais il serait injuste de réduire la carrière politique, relativement longue, de Rémy Montagne, stoppé alors qu'il était secrétaire d'État de Raymond Barre par l'élection de François Mitterrand à ce combat. Il fut au contraire un homme de compromis et d'ouverture. Il participa en effet, sans peut-être jouer le rôle moteur que lui prête sa biographe, à la tentative d'élargissement du MRP, engagé en 1963, au Rassemblement des forces démocratiques, au Comité des démocrates aux côtés de Joseph Fontanet, secrétaire général du MRP, de Théo Braun de la CFTC, de Michel Debatisse, entre autres. Il fit ensuite la campagne de Jean Lecanuet en 1965, ardent partisan lui aussi de la construction européenne.

Dans la dernière partie de sa vie, Rémy Montagne, qui s'était toujours passionné pour les questions de presse, va devenir un patron de presse et d'édition, s'investissant de plus en plus fortement. Dans tous ses engagements, on retrouve en effet une même ligne directrice que l'on peut qualifier de « traditionnelle », une véritable obsession du danger communiste et une inquiétude devant l'évolution de la société, en particulier face au relâchement des mœurs. Attaché à la conception chrétienne de la famille – il fut un farouche adversaire de la loi Veil sur l'IVG. Son ouverture d'esprit fait cependant douter qu'il ait considéré que, dans les années 1980, « l'opinion française, y compris catholique, est toujours en partie sous l'influence marxiste », comme l'écrit Marie-Joëlle Guillaume.

On peut toutefois se demander si Rémy Montagne n'a pas été victime d'être resté trop longtemps prisonnier de ce qu'il faut bien appeler une « sous-culture chrétienne » coupée quelque peu de la marche du monde et de l'évolution des esprits. Le témoignage de son exis-

tence demeure cependant exemplaire dans une époque de doutes et d'incertitudes et, à cet égard, méritait bien d'être retracée.

*Jean-Pierre PRÉVOST*

Perrin, 2010 – 23 €

---

### *Mémoires* de Tony Blair

Ces mémoires, écrits en hâte trois ans après que le Premier ministre du Royaume-Uni a quitté les affaires, semblent montrer une volonté de se justifier au plus vite face à l'opinion publique du monde entier. Les dernières années de pouvoir ont été marquées par une réelle incompréhension entre l'homme et le citoyen britannique. Si bien que la publication de cet ouvrage en Grande-Bretagne a fait l'objet de manifestations violentes contre celui qui a mené la politique du pays pendant plus de dix ans. Tony Blair livre donc un plaidoyer de près de 800 pages pour reconquérir le cœur des Anglais : n'était-il pas avocat ? Notre homme est un sentimental, mais plus encore que l'homme politique moyen, il aime tout le monde et veut être aimé. Pourtant, il est à craindre que cela en rebutera plus d'un de se lancer dans la lecture d'un ouvrage trop long, et souvent inégal, sur la vie politique britannique.

Selon l'humeur, on pourra faire plusieurs lectures de ce document : celle de l'historien, celle de l'analyste sociopolitique, mais aussi celle, plus culturelle, de l'anglophile intéressé par la vie de nos voisins d'outre-Manche.

L'historien sera sans doute déçu : nous sommes loin d'une analyse scientifique et objective de cette période de changements profonds qui a succédé à l'effondrement de l'em-

pire soviétique. La plupart des événements sont traités souvent dans le désordre et sans accorder de véritables priorités. Peut-être glanera-t-il quelques renseignements sur l'abandon du « Labour à l'ancienne », la fin de la violence en Irlande du Nord, la participation britannique aux conflits du Kosovo, de l'Irak ou de l'Afghanistan. Il retiendra bien sûr cette volonté affirmée d'abandonner les bases du socialisme traditionnel pour faire place au Nouveau Labour, proche de la démocratie scandinave. Pour l'engagement au Kosovo ou en Irak, Tony Blair s'attribue sans conteste le beau rôle d'avoir convaincu les présidents Clinton, puis Bush de lancer leur offensive terrestre. Dans les crises majeures de ce monde, le Premier ministre tient à démontrer qu'il est loin d'avoir été le « *poodle* », le caniche, des Américains, comme il a été souvent caricaturé dans la presse. Réécrit-il l'histoire à sa façon ? L'historien sera sans doute bien avisé de se plonger dans d'autres sources, moins subjectives.

De son côté, l'analyste politique pourra parfois se régaler devant cette manifestation époustouflante de la politique vue comme un art, où le verbe et l'action sont étroitement manipulés. Tony Blair est un homme du « verbe » qui rédige lui-même ses discours jusqu'à la dernière minute. Le lecteur sera confondu par tant de talent lors des crises où le Premier ministre travailliste atteint des sommets de diplomatie pour parvenir finalement à de très remarquables succès : par exemple, en lisant la description de la manœuvre diplomatique qui mène à l'accord du Vendredi saint (*the God's Friday Agreement*), signé en 1998, qui met fin à des dizaines d'années de violence en Irlande du Nord. Ici, chacun reconnaîtra que son courage politique a fait merveille ; notre analyste sera également subjugué par cette capacité qu'a le Premier ministre de faire passer des lois que l'on pourrait qualifier de révolutionnaires dans

un pays plutôt réputé pour son conservatisme : ne va-t-il pas favoriser l'autonomie de l'Écosse et de son parlement, ou même éliminer sans crainte une bonne moitié de la Chambre des lords ! On comprend bien, à la lecture de ces commentaires, le côté pragmatique et finalement très souple du système politique britannique. Par ailleurs, le spécialiste de politique intérieure sera éberlué par la capacité du ministre d'avoir survécu politiquement à cette lourde décision d'entraîner son pays dans la guerre, malgré l'opposition de son parti et d'une large majorité de la population. Au passage, chacun aura reconnu l'idée maîtresse de tout responsable britannique depuis Churchill : entre l'Europe et l'Amérique, la Grande-Bretagne choisit toujours l'Amérique ! Pour Tony Blair, c'est une véritable profession de foi : il aime à la fois l'Amérique pour sa « *manifest destiny* » et l'Europe, par intuition, sans discerner que les intérêts de ces continents sont parfois divergents. Au passage, on aura noté son attachement à la France et aux Français, ce qui lui aura facilité souvent ses rapports avec le président Chirac, ou même avec le candidat Sarkozy.

L'analyste sera enfin confondu par cet homme politique qui mêle à ce point sentiment religieux à fleur de peau et action politique au point qu'il se trouve empêtré dans ses contradictions : comment ce chrétien profond peut-il défendre avec autant de vigueur les orientations d'une société moderne tournée vers le matérialisme alors que celle-ci fait l'objet de critiques autant de Rome que du monde musulman ? Pourquoi entraîner son pays dans une guerre alors que le « *jus ad bellum* » est loin d'être clair ? Certes, on s'apitoie avec Tony Blair sur les nombreuses victimes de ces guerres, mais n'est-ce pas un peu tard ?

Passé certaines lignes souvent passionnantes, le lecteur se perdra dans une succession de

pages interminables décrivant les détails les plus insignifiants, voire les plus intimes de la vie politique à Londres.

Comme on l'aura deviné, le meilleur a été gardé pour la fin... la lecture de l'anglophile invétéré qui se sera délecté tant cet homme politique réunit tout ce que l'on peut imaginer du caractère britannique tout en gardant un style qui en est plutôt éloigné. On notera un attachement de bon aloi à la couronne et à la famille royale qui lui fait respecter avec une grande réserve la solennité de la fonction. On appréciera une décontraction non feinte se traduisant par des attitudes dénuées de toute affectation ou encore le maniement de la litote ou plus précisément de l'« *understatement* », cultivé avec jubilation. Le lecteur aura également remarqué le plaisir qu'il éprouve à parler argot ou à employer des expressions truculentes, d'ailleurs fort bien traduites. Dans ce domaine, son impudeur est totale : vous saurez tout sur ses côtés les plus intimes, ses relations avec son épouse et ses enfants... sans oublier sa belle-mère qui le suit à l'étranger lors de missions officielles ! Ces mémoires sont écrits en langue parlée, style qu'aurait choisi un journaliste. Si l'on aime, on se réglera au récit de l'inauguration du dôme du Millénaire en présence de la reine, de sa gestion du « bug » électronique du passage à l'an 2000, qui ne fut pour lui qu'un pétard mouillé, ou enfin de la conquête des JO en faveur de Londres, lors d'un mémorable séjour à Singapour. Tony Blair est incontestablement sympathique et d'une nature heureuse empreinte de bonté, cependant notre passionné de la culture britannique y détectera quelque chose de shakespearien avec des dagues tirées de leur fourreau de soie, avec lesquelles il exécute une bonne partie des personnages de la « cour travailliste » qu'il aura couvert d'éloges auparavant. Le sommet de cet art est atteint dans la description de ses rapports avec son successeur,

Gordon Brown : un homme d'une intelligence exceptionnelle, mais parfaitement incapable de gouverner ! Reconnaissons que l'histoire lui a donné raison, puisque le match Blair/Brown se solde par un 10 à 3 (en années de pouvoir, bien sûr !) On y suit à cette occasion l'échec des travaillistes en 2010, analysé avec la cruauté jubilatoire de celui « qui l'avait bien dit » ! Dans son ouvrage, Tony Blair règle quelques comptes et l'on peut gager que les rangs de ses ennemis se seront sans doute renforcés !

Fort heureusement, dans sa postface, l'ancien Premier ministre abandonne le style journalistique et livre avec une certaine lucidité son analyse des problèmes du monde : la crise financière, le choc des civilisations ou l'avenir de l'Europe, etc., comme si sa réflexion était venue après l'action... Mais tout ceci demeure sentimental et ingénu, étonnamment humain... lui qui ne peut s'empêcher de « prêcher » ses conseils aux futurs dirigeants du monde entier. Attendons de voir si la « méthode Blair » rencontrera quelque succès à la tête du « quartet » chargé du conflit israélo-palestinien ou de ses différentes fondations pour l'Afrique ou la réconciliation entre les grandes religions.

**Michel PERRODON**

« Essais doc », Albin Michel, 2010 – 28 €

---

*Écris, Charlotte !  
Le journal d'une rescapée  
de La Méduse*

**de Dorothee Kœchlin de Bizemont**

Ce journal d'une rescapée de la *Méduse* peut surprendre, tant l'attention des contemporains s'est dirigée vers le radeau, un engin de sauvetage improvisé après le naufrage du navire, près des

côtes de la Mauritanie, en 1816. L'anthropophagie qui régna sur cet engin, son illustration par Géricault ont capté l'attention des contemporains et de leurs descendants sur cet épisode douloureux, faisant oublier les autres naufragés, embarqués sur des chaloupes régulières.

Ils ne connurent pas, néanmoins, une traversée tranquille !

L'auteur a réécrit le journal d'une jeune fille de 18 ans et de ses deux jeunes compagnes qui eurent le plus grand mal à rejoindre Saint-Louis du Sénégal. Le récit montre leur difficile navigation et leur arrivée dans un « pays de misère » où elles goûtent le « kouskous, une espèce de bouillie ». La colonisation apparaît comme une lutte perpétuelle pour cultiver des terres, rebelles aux expérimentations les plus scientifiques.

Il règne dans ce récit le parfum douceâtre de la Restauration, un mélange de paternalisme et d'audace rénovatrice. Il ne manque pas de charme, laissant apercevoir que la colonisation n'était pas une partie de plaisir et que les bons sentiments étaient aussi difficiles à acclimater que les plants de coton.

Les heurs et malheurs de la famille font penser aux tribulations des personnages de la comtesse de Ségur, parmi les Nègres qui jouent assez bien le rôle dévolu chez la comtesse aux paysans de ses terres. Et l'histoire se termine, selon les règles de la littérature rose, par la mort édifiante du père et le mariage de la sœur, écrasée du bonheur de ne pas rester vieille fille.

Au-delà de la tragédie du radeau, ce soi-disant journal fait revivre, notamment dans des dialogues pleins de naturel, une époque dont le souvenir s'est vite estompé, en comparaison de celui, résonnant de bruit et de fureur, de la Révolution et de l'Empire. Écoutez avec plaisir et curiosité cette petite musique !

**Charles DELAMARE**

Marines éditions, 2010 – 22 €

## *Alexandre I<sup>er</sup>, le tsar qui vainquit Napoléon* de Marie-Pierre Rey

« Tout commence par la mystique et tout finit par la politique », a un jour écrit Charles Péguy. La formule pourrait s'appliquer à Alexandre I<sup>er</sup>, ce tsar de toutes les Russies qui portait si bien le prénom du grand conquérant macédonien, rêvant d'un immense empire de la mer Égée aux rivages de l'Indus. Alexandre I<sup>er</sup> était avant l'heure un romantique, il était au plus profond de lui-même un mystique. Il se résigna à la politique, mais, pour son malheur, il n'était pas un chef de guerre et n'avait pas la passion du pouvoir.

Né en 1777, une date symbolique pour un Slave toujours un peu esclave de la superstition, Alexandre était le petit-fils de la grande Catherine, l'impératrice Catherine II, cette princesse allemande devenue un peu par hasard souveraine de l'immense empire de Russie. Chacun connaît l'histoire de sa grand-mère qui n'hésita pas à faire disparaître son mari, le faible Pierre III, pour ceindre la couronne. C'est elle qui éleva le jeune prince et il fut marqué à jamais par cette femme quelque peu envahissante et très autoritaire. Elle fortifia l'immense empire ; elle bâtit, avec son fidèle ministre Panine, l'alliance dite du système du Nord, c'est-à-dire l'union de la Russie, de la Prusse, de l'Angleterre et du Danemark dirigée contre celle des Bourbons constituée autour des États catholiques, France, Espagne et Autriche.

L'impératrice voulut étendre les frontières méridionales de la Russie jusqu'au bord de cette mer Noire où le tsar Alexandre I<sup>er</sup> va un jour disparaître. Car cette femme de tête poursuivait un but : affaiblir encore et encore l'allié de la France depuis François I<sup>er</sup>, l'Empire ottoman, « l'homme malade » de l'Europe.

Âgée de 48 ans à la naissance du prince Alexandre, la future impératrice sans aucun état d'âme va séparer le prince impérial de son père, le

grand-duc Paul, né en 1754, sans doute pas de « l'opération du Saint-Esprit », mais pas obligatoirement de son époux, le futur Pierre III, valétudinaire, velléitaire... et peu viril. Mais il fallait un héritier à la princesse allemande pour ne pas être répudiée. Alexandre grandit donc dans les jupons de sa grand-mère qui veillait jalousement à son éducation, à sa formation et à sa destinée. La tsarine était devenue par la force des choses orthodoxe ; le schisme du *filioque* de 1054 du patriarche de Constantinople, Michel I<sup>er</sup> Cérulaire, n'était pas au cœur de ses préoccupations. Elle choisit comme précepteur à Alexandre un officier subalterne durant la guerre de sept ans (1756-1763), devenu officier général à force d'intrigues. Il enseigna au jeune prince la dissimulation : sans doute y réussit-il fort bien car celui-ci, plus tard, sut tromper Bonaparte devenu Napoléon I<sup>er</sup>. Bonaparte, était le fils de cette Révolution française qui prit par surprise ce monarque absolu qu'était Catherine II. Elle eut l'élémentaire prudence de ne pas intervenir dans une affaire intérieure d'un pays éloigné et bien compliqué. Elle enseigna alors à son petit-fils une méthode infaillible pour tirer avantage d'une situation : elle profita du désordre européen pour procéder, en 1793, au second partage de la Pologne entre la Prusse, l'Autriche et la Russie. Et le soulèvement désespéré des Polonais, en 1795, s'acheva par la défaite de Kosciuszko, une défaite sans appel.

Surtout, l'impérieuse grand-mère a des visées impériales pour son petit-fils : elle veut convaincre, ou contraindre, son fils à renoncer au trône. Vaste programme, vaste dessein... et une instabilité politique à la clé. À dix-neuf ans, Alexandre apprend la décision de la souveraine : déshériter le fils pour couronner le petit-fils. Il hésite devant ce crime de lèse-majesté. Il se dérobe déjà. L'aïeule persiste et signe un testament. Mais une attaque cérébrale la frappe brutalement, le 5 novembre 1796. Il reste vingt-deux heures au tsarévitch Paul pour mettre la main sur ce testa-

ment, le brûler, recueillir le dernier soupir de sa mère et monter sur le trône sous le nom de Paul I<sup>er</sup>. C'est la fin pour l'empire du long « règne des femmes ». Le nouveau tsar oublie tout simplement qu'un conseil n'est pas toujours à négliger, peut-être même convient-il de l'écouter avec attention. Or, il s'empresse de tout défaire. Surtout, erreur suprême, il se pique d'amitié pour un obscur général français, né en Corse, et devenu Premier consul. Entré dans « la cour des grands », il quitte la cour des rois et devient précurseur de l'alliance franco-russe.

Puis il décide d'ouvrir tous les placards, même ceux de la corruption, une tradition pas seulement russe, mais bien vivante. Il inquiète son entourage et commet l'erreur de menacer sans exécuter. Il va jusqu'à susciter l'ire des dignitaires de l'église de Moscou, « la troisième Rome », en songeant à un rapprochement avec la papauté. C'en est trop ! Dans la nuit du 10 mars 1801, des comploteurs dirigés par le général Benningsen s'introduisent dans le palais impérial sans que les strelitz de la garde réagissent. Le tsar Paul I<sup>er</sup> est étranglé dans sa chambre. Le tsarévitch Alexandre, informé du complot, a laissé dire et laissé faire.

Il ceint la couronne et amnistie les conjurés. Il va alors montrer sa poigne, sa détermination, son arrogance. Il n'aime pas ce parvenu de Bonaparte. Il n'aime pas ce révolutionnaire français. Il déteste ces simagrées du Premier Empire. Il cherche le concours de William Pitt le Jeune et n'hésite pas à se rapprocher de l'ennemi autrichien, son concurrent en absolutisme. Il circonviend Frédéric Guillaume III, le roi Hohenzollern, et François II, l'empereur Habsbourg. Ainsi se forme une coalition contre l'usurpateur français, assassin d'un Bourbon, le duc d'Enghien.

Mais le tsar est jeune, présomptueux, entouré de courtisans. Il est sûr de la glorieuse armée russe, toujours victorieuse depuis la victoire de Poltava, en 1709, sur le roi de Suède, Charles XII, et il dispose à ses côtés de la fameuse garde impé-

riale. Ce sera le plateau de Pratzen et son piège, l'échec devant Tellnitz et Sokolnitz. Le lecteur aura compris : c'est la bataille d'Austerlitz, le prince Andreï, *Guerre et Paix* de Léon Tolstoï... Le tsar est vaincu, ce 2 décembre 1805. Mais il s'obstine et connaît le désastre à Friedland, le 14 juin 1807, sept ans jour pour jour après Marengo. Alors il va feindre et tromper le parvenu corse. À Tilsitt, il abandonne sans vergogne le roi de Prusse et sauve son empire. L'année suivante, à Erfurt, il étouffe Napoléon de son amitié et le laisse tomber dans le double piège de la guerre d'Espagne et du blocus continental. En homme politique rusé, il louvoie encore et encore. Avec beaucoup d'habileté, il amène un roturier, le maréchal Bernadotte, sur le trône de Suède et tisse une alliance avec le voisin scandinave. Il fait de même avec la cour de Copenhague et se prépare au pire.

Le pire va venir. L'empereur français lève une « immense armée », la Grande Armée, renforcée d'un corps expéditionnaire autrichien et d'autres contingents venus de l'Europe entière. Les défaites succèdent aux défaites. En septembre 1812, à Borodino, à la Moskova, c'est la défaite ultime, mais le jeune empereur de trente-cinq ans écoute le vieux général de soixante-dix-sept ans, Michel Koutousov. Moscou est abandonnée et tombe aux mains des « barbares ». Mais Rostopchine va brûler la capitale et l'empereur français se retrouve nu dans un Kremlin désert. Ce sera la Bérézina, le soulèvement national en plus, puis, celui plus dangereux à terme de toute l'Allemagne, le revirement autrichien, la curée, la bataille des trois empereurs à Leipzig (16-19 octobre 1813). Les armées coalisées entrent en France. À Chaumont, en février 1814, un pacte proclame la « guerre sainte » contre l'empereur des Français. Les Bourbons sont de retour dans les fourgons de l'étranger. La tournée parisienne du romantique Alexandre I<sup>er</sup> qui épargnera la frivole impératrice Joséphine et lui permettra de

conserver son domaine de Rueil-Malmaison. Il va imaginer la Sainte-Alliance entre un empereur orthodoxe, un empereur catholique, un roi luthérien et un prince régent anglican. La Sainte-Alliance née du congrès de Vienne, en 1815, va diriger l'Europe et l'Ancien Monde jusqu'au printemps des peuples de 1848.

Le parvenu français, vaincu et abattu, est isolé sur le rocher de Sainte-Hélène. Il va forger sa légende. En attendant, les nations sont brisées et revient le temps de l'Europe des princes.

Tout est accompli pour le prince russe qui se laisse gagner par la mélancolie, la langueur, le scepticisme. La lassitude est là, immense. En Pologne, la jeunesse s'agite, le tsar pressent que la disparition de l'État polonais est une faute. Mais faire une exception pour un État-nation serait un blasphème pour la Sainte-Alliance qui ne connaît que des têtes couronnées, le droit divin. Il faudrait réformer, il n'en a plus guère la force. Et puis il y a ces sociétés secrètes, les loges maçonniques qu'il interdit et doit surveiller. Et, surtout, il n'a pas d'héritier et s'en désole. Il obtient de son frère cadet, Constantin, un acte solennel de renonciation au trône, le 23 août 1824. Ce dernier avait, en effet, divorcé de sa première épouse. C'est le très réactionnaire prince Nicolas qui devient l'héritier présomptif.

Un des nombreux intérêts de cette biographie réside dans ce qui va suivre. Sentant la vanité des choses, voyant son épouse aimée, la tsarine Élisabeth, dépérir peu à peu, le tsar dépêche son aide de camp, le général Alexandre Michaud, rencontrer secrètement l'évêque de Rome, Léon XII, pour préparer le projet caressé par son père, Paul I<sup>er</sup> : la fin du schisme de 1054, la réconciliation entre l'Orient, berceau du Christ, et l'Occident, la communion entre le patriarche de Rome et celui de Constantinople. L'ouvrage regorge de révélations sur cet inédit que le lecteur découvrira par lui-même. Et puis arrivent le crépuscule du règne et une légende. L'empereur



dépressif, songe à abdiquer. Il est hanté par le régicide de 1801, qui est sans doute aussi un parricide. Dieu lui pardonnera-t-il cette monstruosité ? Il part à l'automne 1825 pour la Crimée, il va y contracter la fièvre, songer de nouveau à son abdication, négliger de se soigner et s'éteindre, le 19 novembre 1825. À Saint-Pétersbourg, a lieu le complot des « décembristes » contre le grand-duc Nicolas qui deviendra le tsar Nicolas I<sup>er</sup>.

C'est alors que naît cette légende qui veut que le tsar ait volontairement disparu pour expier son crime et obtenir, par une vie sainte et pauvre, la rédemption de son péché, le mystère de Fedor Kouzmitch, soupçonné de ne pas être celui qu'il prétend être... C'est l'épilogue du livre : l'homme sera enterré au monastère de Tomsk, en Sibérie, mort à l'âge de 87 ans. Encore ce chiffre sept...

**Albert KALAYDJIAN**

Flammarion, 2009 – 27 €

---

### ***Le Retrait de l'État. La dispersion du pouvoir dans l'économie mondiale de Susan Strange***

« Tous ceux qui s'interrogent sur la signification et l'avenir de la mondialisation, notamment dans le contexte de la crise financière révélée en 2008, devraient lire et relire Susan Strange en prêtant une attention particulière à cet ouvrage », écrit Bertrand Badie en avant-propos de ce livre. Celui-ci analyse une évolution dont *France Forum* ne cesse de décrire les symptômes, les dangers et les promesses.

Mais il est réconfortant d'apprendre que nos propres analyses sont partagées et confortées par une grande sociologue américaine, faisant autorité dans toutes les universités s'attachant à l'étude des actuels problèmes politiques. L'État territorial n'a

pas disparu, mais il perd de sa capacité face à la mondialisation. L'intelligence du monde passe désormais par un triptyque « technologie-marché-politique ». Comme le souligne Bertrand Badie, Susan Strange a validé, avant de disparaître prématurément, l'idée d'une « économie politique internationale ». Nos lecteurs ne manqueront pas de trouver dans ce livre des concordances avec celui de Ulrich Beck, présenté dans notre précédent numéro.

Une nouvelle civilisation est en marche, dans le travail de gésine de l'internationalisation, telle qu'elle se produit dans tous les domaines de l'activité humaine. Jusqu'à aujourd'hui, les intellectuels (et les politiques, pourrait-on ajouter) ne se sont pas intéressés à l'autorité non étatique dans la société. Or, le centre de gravité de la politique mondiale s'est déplacé des organismes publics d'État à des entités de formes diverses, comme les marchés et les acteurs des marchés. « Une partie de l'autorité sur certains domaines est remontée des capitales nationales jusqu'aux sièges éparpillés des bureaucraties internationales. »

L'auteur souligne le manque de précision de « la gouvernance mondiale » dont on parle de plus en plus, notamment à propos de la présidence française du G20. Ce n'est pas un gouvernement dès lors qu'il s'agit de gérer les affaires du monde. Si tel était le cas, ce serait celui des États-Unis, qui n'en a plus tout à fait les moyens, même s'il en conserve l'ambition, ce qui n'est pas si sûr. C'est pourquoi l'auteur constate que le retrait de l'État entraîne la dispersion du pouvoir dans l'économie mondiale. Un danger ou une occasion ? Dans l'un et l'autre cas, les Européens feraient bien de veiller à ne pas distendre leurs liens communautaires, mais au contraire de les renforcer. Avis à tous les ennemis de l'euro !

**Charles DELAMARE**

Temps présent, 2010 – 35 €

Vous pouvez **commander les anciens numéros de *France Forum*** en nous indiquant sur papier libre les numéros souhaités. Chaque numéro est à 10 euros (+ frais de port : **pour la France** : 2,30 € un numéro, 3,15 € deux numéros, 5,35 € trois numéros ; **pour l'étranger** : 4,10 € un numéro, 6,10 € deux numéros, 12,60 € trois numéros).

## **France Forum n°38 juin-juillet 2010**

### **L'ÉVAPORATION DES CITOYENS**

**Un acteur essentiel de la défense des libertés publiques** par Jean-Paul Delevoye

**Interview de Jean-Paul Delevoye**

par *France Forum*

**La fusion des autorités de liberté**

par Anne-Marie Le Pourhiet

**Les réseaux sociaux : les joyeuses comères de l'innovation** par Françoise Brissard

**Vers une génération de communicants**

par Jean-Marie Bordry

**Je vous parle d'un temps...**

par Albert Kalaydjian

### **DOSSIERS ET ÉTUDES**

**Une géopolitique des protestantismes**

par François-Georges Dreyfus

**Il faut sauver le soldat euro**

par Henri Froment-Meurice

**L'Europe peut encore sauver l'euro**

par Bernard Trémeau

**Union européenne et solidarité financière**

par Markus C. Kerber

**Lady yes, we can ?** par Bernd Posselt

**La débâcle de 1940**

par François-Georges Dreyfus

### **MOTS ET HUMEURS**

**Le dictionnaire du sens interdit** par André Le Gall

**Tempête sur l'Église** par Jean-Pierre Prévost

**Benoît XVI, un bon pape... malgré l'opinion**

par Jean Chélini

**À l'école de Ponzi et de Law** par Georges Dumas

**La deuxième crise** par Marc Varangot

**Nous ne sommes pas des Ottomans**

par Omar Lefranc

### **IL Y A CINQUANTE ANS**

**Tout se tient** par Pierre-Henri Teitgen

### **CULTURE ET SOCIÉTÉ**

**Mammuth** de Benoît Delépine et Gustave

Kervern par Jean-Marie Bordry

**Ben : strip-tease intégral** par Jean-Marie Bordry

### **NOTES DE LECTURE**

**Le Goût des pépins de pomme**

de Katharina Hagena par Martine Bordry

**1917** de François-Georges Dreyfus

par Charles Delamare

**L'Autonomie brisée** de Corine Pelluchon

par Jean-Pierre Prévost

**La Politique économique** de Georges Dumas

par Charles Delamare

**Une amitié espagnole** de Ilan Greislammer

par Albert Kalaydjian

**J'étais votre préféré** de Luc Gendry

par Charles Delamare

**Qu'est-ce que l'anarchisme ?** de Alexander

Berkman par Albert Kalaydjian

**Chine ou Japon, quel leader pour Asie ?**

de Claude Meyer par Charles Delamare

## **France Forum n°39 septembre-octobre 2010**

### **L'AFRIQUE EN MARCHÉ**

**Géopolitique de l'Afrique**

par Charles Zorgbibe

**Ça va aller** par Venance Konan

**Bonne gouvernance et développement**

**durable en Afrique** par Robert Dussey

**L'Afrique francophone en quête de stabilité**

par Albert Kalaydjian

**L'Afrique explose, l'Europe implose**

par Yves-Marie Laulan

**L'Afrique saccagée** par Jean-Pierre Prévost

### **DOSSIERS ET ÉTUDES**

**Vive le développement ! Vive la croissance !**

par Jacques Blamont

**D'où vient le peuple juif ?**

par François-Georges Dreyfus

Coup d'envoi de l'inflation par Omar Lefranc

### **MOTS ET HUMEURS**

Le dictionnaire du sens interdit par André Le Gall

Aimez-vous l'Amérique ? par Jacques Mallet

### **IL Y A CINQUANTE ANS**

L'esprit communautaire doit l'emporter sur l'esprit nationaliste  
par Maurice-René Simonnet

### **CULTURE ET SOCIÉTÉ**

Nelson Mandela par Joëlle Bourgois  
Propos sur la littérature africaine de langue française par Anne Laborde

*Des hommes et des dieux* de Xavier

Beauvois par Jean-Marie Bordry

*La fabrique des images*, exposition au musée du quai Branly par Jean-Marie Bordry

### **NOTES DE LECTURE**

*L'Affaire de L'Humanité* de Sylvain Boulouque par Albert Kalaydjian  
*L'identité de l'Europe*, sous la direction de Ch.

Delsol et J.-F.Mattéi par Jacques Mallet

*L'Abondance frugale* de Jean-Baptiste de Foucauld par Jean-Pierre Prévost

*Guerre et paix au xx<sup>e</sup> siècle* de Christian Saint-Étienne par Charles Delamare

## **France Forum n°40 décembre 2010**

### **VERS LA CIVILISATION MONDIALE...**

Le nouveau cosmopolitisme est dans l'air  
par Ulrich Beck

**La mondialisation, la crise et l'Europe**  
par Jean-Pierre Gouzy

**La troisième révolution industrielle**  
par Charles Delamare

**Le cosmopolitisme par la publicité**  
par Françoise Brissard

**De la domination par l'Occident aux partenariats multipolaires**  
par Anne-Marie Idrac

**La civilisation : idée neuve et ancienne**  
par Charles Dasville

**La Chine, les religions et la mondialisation**  
par Benoît Vermander

### **DOSSIERS ET ÉTUDES**

Les élections américaines

par Albert Kalaydjian

**Brésil, après l'élection de Dilma Rousseff, une nouvelle donne ?**

par Philippe Boncenne

### **MOTS ET HUMEURS**

Le dictionnaire du sens interdit

par André Le Gall

**L'inflation qui gonfle**

par Omar Lefranc

**QE2... Quelle croisière ?**

par Christian Cambier

**Courrier des lecteurs**

par Pierre Aubenque

### **IL Y A CINQUANTE ANS**

L'incantation de Saint-John Perse

par Georges Le Brun-Keris

### **CULTURE ET SOCIÉTÉ**

*France 1500, entre Moyen Âge et*

*Renaissance*, exposition au Grand Palais

par Jean-Marie Bordry

*The Social Network* de David Fincher

par Jean-Marie Bordry

### **NOTES DE LECTURE**

*Why the West Rules-for now : the Patterns of History and what they Reveal about the Future* de Ian Morris

par Charles Delamare

*Pierre Cauchon : comment on devient le*

*juge de Jeanne d'Arc* de Jean Favier

par Albert Kalaydjian

*Georges Boris. Trente ans d'influence*

par Anne Laborde

*Cartes sur table* de Alain et Patrice Duhamel

par Jacques Mallet

*Pouvoir et contre-pouvoir, à l'heure de la mondialisation* de Ulrich Beck

par Charles Delamare

# **France Forum (nouvelle série), numéros parus depuis 2000**

- N° 40 – Vers la civilisation mondiale...**  
(décembre 2010)
- N° 39 – L’Afrique en marche**  
(septembre/octobre 2010)
- N° 38 – L’évaporation des citoyens**  
(juin/juillet 2010)
- N° 37 – Notre Russie**  
(mars 2010)
- N° 36 – La nouvelle crise sociale**  
(décembre 2009)
- N° 35 – Face à la crise, une nouvelle économie politique (colloque : 2<sup>e</sup> partie)**  
(septembre 2009)
- N° 34 – Face à la crise, une nouvelle économie politique (colloque : 1<sup>re</sup> partie)**  
(juin 2009)
- N° 33 – Face à la crise**  
(mars 2009)
- N° 32 – Les médias : beaucoup de bruit pour rien**  
(décembre 2008)
- N° 31 – Les nourritures terrestres**  
(septembre 2008)
- N° 30 – Le sourd craquement d’un monde**  
(juin 2008)
- N° 29 – La dernière présidence**  
(mars 2008)
- N° 28 – Crise et tremblement**  
(décembre 2007)
- N° 27 – Le temps des contre-pouvoirs**  
(septembre 2007)
- N° 26 – La France : un coup de jeune**  
(juin 2007)
- N° 25 – Donner la parole au peuple**  
(mars 2007)
- N° 24 – L’immigration, fruit de la mondialisation**  
(décembre 2006)
- N° 23 – Un nouvel équilibre du monde**  
(septembre 2006)
- N° 22 – Le chaos institutionnel : en sortir !**  
(juin 2006)
- N° 21 – Devant nous le déluge !**  
(mars 2006)
- N° 20 – Recherche et enseignement supérieur : un mauvais état**  
(décembre 2005)
- N° 19 – Après le référendum : une autre Europe, une autre France**  
(septembre 2005)
- N° 18 – Oui à l’Europe**  
(mai/juin 2005)
- N° 17 – L’avenir des femmes**  
(mars 2005)
- N° 16 – La fin du social ?**  
(décembre 2004)
- N° 15 – Nouvelle Europe, nouvelle société**  
(septembre 2004)
- N° 14 – La démocratie chrétienne, une révolution**  
(juin 2004)
- N° 13 – La laïcité autrement**  
(mars 2004)
- N° 12 – L’environnement pour vivre**  
(décembre 2003)
- N° 11 – Les réformes à cloche-pied**  
(Septembre 2003)
- N° 10 – Y a-t-il une culture européenne ?**  
(Juin 2003)
- N° 9 – La modification**  
(mars 2003)
- N° 8 – Du bon usage des crises**  
(décembre 2002)
- N° 6/7 – La réforme**  
(juin/septembre 2002)
- N° 5 – Crises et renouveau**  
(mars 2002)
- N° 4 – La sécurité, un combat**  
(décembre 2001)
- N° 3 – La révolution de l’euro**  
(septembre 2001)
- N° 2 – Religion et démocratie**  
(juin 2001)
- N° 1 – Le XXI<sup>e</sup> siècle a commencé...**  
(mars 2001)

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

- 4 numéros par an -

**À retourner avec votre règlement à : France Forum  
7, rue Saint-Dominique - 75007 Paris**

Je m'abonne

J'offre un abonnement à :

Nom (Mme, M.) .....

Prénom .....

Adresse .....

France ➔ 40 €  
➔ 48 € (soutien)  
Étudiant ➔ 25 €  
Étranger ➔ 44 €

(TVA : 2,10 %)

# Les auteurs

**Philippe Boncenne**, *consultant international spécialisé sur les marchés d'Amérique latine*

**Jean-Marie Bordry**, *étudiant*

**Paul Collowald**, *lecteur*

**Charles Delamare**, *rédacteur en chef de France Forum*

**Georges Dumas**, *inspecteur général des Finances*

**Albert Kalaydjian**, *chargé d'études à la fondation Robert Schuman, conseiller municipal à la ville de Saint-Ouen (93)*

**Yves-Marie Laulan**, *président de l'Institut de géopolitique des populations*

**André Le Gall**, *écrivain*

**Jacques Mallet**, *ancien député européen*

**Philippe Marchat**, *inspecteur général des Finances, directeur général honoraire de la Banque européenne d'investissement*

**Claude Meyer**, *maître de conférences à Sciences Po, ancien directeur général adjoint de Bank of Tokyo-Mitsubishi à Paris*

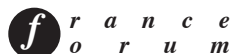
**Michel Perrodon**, *chargé de mission « Associations » et conseiller pour les Trinômes académiques auprès du directeur de l'Institut des hautes études de défense nationale*

**Bernd Posselt**, *président de Pan-Europa Deutschland*

**Jean-Pierre Prévost**, *politologue*

**Giuseppe Sacco**, *professeur émérite à l'université de Rome*

**Christian Saint-Étienne**, *économiste, membre du Conseil d'analyse économique, conseiller de Paris*



Directeur de la publication : **Charles Delamare** — Gérant : **Catherine Bruno** — Comité de rédaction : **Jean Chélini, Jean-Marie Daillet, Charles Delamare, Albert Kalaydjian, Anne Laborde-Medevielle, Jacques Mallet, Jean-Pierre Prévost, Raoul Delamare** — Secrétaire de rédaction : **Élisabeth Cazeaux** — Maquette : **Jean Plonka** — Rédaction : 7, rue Saint-Dominique 75007 Paris - Téléphone : 01 80 96 45 42 - E-mail : france.forum@free.fr — Commission paritaire : 0113 P 86488 — Impression : Roto Presse Numéris - 3640, bd Robert-Schuman, 93190 Livry-Gargan.

## L'EURO : AVIS DE TEMPÊTE !

**Histoire et évolution de l'Europe** par Albert Kalaydjian  
**Comment éviter la fin de l'euro ?** par Christian Saint-Étienne  
**L'euro peut-il survivre ?** par Yves-Marie Laulan  
**L'Europe après l'euro ?** d'après Markus Kerber  
**Union des paiements ou patrie européenne ?** par Bernd Posselt  
**Chine et Japon au chevet de l'euro** par Claude Meyer  
**Sur l'épaule des géants** par Giuseppe Sacco  
**Crises étroitement liées** par Philippe Marchat  
**Pourquoi la dette ?** par Georges Dumas  
**Où en est l'Europe ?** par Jean-Pierre Prévost  
**C'est un petit euro** par Albert Kalaydjian  
**L'euro est-il trop fort ? Le cas de l'Amérique latine** par Philippe Boncenne  
**Souvenirs pour demain** par Jacques Mallet

## DOSSIERS ET ÉTUDES

**Étrange défaite, divine surprise** par Jean-Pierre Prévost

*Sommaire détaillé page 1*